



NOS VALEURS

Excellence Performance Transparence Synergie Mobilité Relève

BMCE BANK

rapport annuel 2000

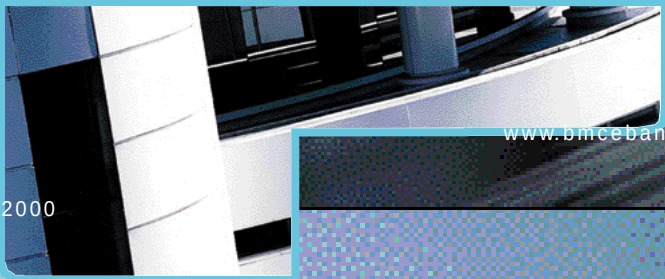
2000

BMCE BANK البنك المغربي للتجارة الخارجية
CASABLANCA • MOROCCO

BMCE BANK البنك المغربي للتجارة الخارجية

sommaire

conseil d'administration



www.bmcebank.ma

rapport annuel 2000

1 Conseil d'Administration

3 Chiffres Clés

5 Lettre aux Actionnaires

6 L'Action BMCE Bank

8 Faits Saillants

10 Organigramme du Groupe BMCE

12 Environnement Economique

22 Activité des Entités de la Banque

30 Activité Internationale

34 Activité de Banque d'Affaires

38 Activité des Filiales Financières Spécialisées

40 Bilan Social

42 Communication

44 Fondation BMCE

47 Rapport du Conseil à l'Assemblée Générale

87 Etats de Synthèse Annuels Consolidés

98 Le Réseau au Maroc et à l'Etranger

rapport annuel 2000

Président-Directeur Général
Othman Benjelloun

Président Honoraire
Hadj Abdelmajid Bengelloun

Administrateurs

Azeddine Guessous
AL WATANIYA

CAISSE INTERPROFESSIONNELLE MAROCAINE DE RETRAITES

Omar Benjelloun

Sébastien Castro
ROYALE MAROCAINE D'ASSURANCES

Aziz Akhannouch
AKWA HOLDING

Saâd Bendidi
FINANCE.COM

Mario Mosqueira Do Amaral
BANCO ESPIRITO SANTO

Jürgen Lemmer
COMMERZBANK

Edgar de Picciotto
UNION BANCAIRE PRIVEE

Moriyuki Motono

Jean-Bernard Merimée
AMBASSADEUR DE FRANCE

David Suratgar



répartition du capital

AU 25 MAI 2001



Groupe Finance.com	33,18%
R.M.A.	23,22%
AL WATANIYA	7,84%
INTERFINA	0,39%
FINANCE.COM	0,50%
MAROC VALEURS	0,35%
HBM	0,20%
MAROC INTER-TITRES	0,68%

Etrangers & Institutionnels	30,58%
COMMERZBANK	15,04%
BANCO ESPIRITO SANTO	2,77%
UNION BANCAIRE PRIVÉE	1,16%
NOMURA	2,00%
C.I.M.R.	6,40%
MAMDA/ M.C.M.A.	2,74%
SOCIETE CENTRALE DE REASSURANCE	0,47%

Bourse & Divers	36,24%
-----------------	--------

Total	100%
-------	------

RÉSULTATS

FINANCIERS

A FIN DÉCEMBRE	1999MDh	2000MDh	2000US\$m
Total Actif	42 744,3	46 269,1	4 357,2
Créances sur les Ets de crédit et équivalent	8 770,6	9 505,8	895,2
Crédits nets	21 638,9	22 076,5	2 079,0
Titres de participation	3 442,1	3 079,3	290,0
Dettes envers les Ets de crédit et équivalent	4 789,8	3 814,0	359,2
Dépôts clientèle	32 590,2	36 724,9	3 458,4
Fonds propres	4 891,3	5 056,0	476,1

RÉSULTATS

DES OPÉRATIONS

A FIN DÉCEMBRE	1999MDh	2000MDh	2000US\$m
Revenu net d'intérêts	1253,0	1 419,4	133,7
Marge sur commissions et opérations de marché	415,6	445,9	42,0
Produit Net Bancaire	1 687,0	1 855,2	174,7
Charges générales d'exploitation	1 014,9	1 104,1	104,0
Dotation brute aux provisions	272,4	463,7	43,7
Résultats nets	959,8	552,4	52,0

Taux de conversion / US\$/MAD : 10,6190 au 31/12/2000

les chiffres clés

INDICATEURS

DE PERFORMANCE

RATIOS	31/12/1999	31/12/2000
Charges générales d'exploitation / PNB	60,16%	59,51%
Résultat Net / PNB	56,90%	29,80%
ROE Activité Agrégée	22,28%	11,66%
ROE Activité Maroc	23,45%	11,88%
ROA	2,42%	1,30%
Crédits / Dépôts	66,40%	60,11%
Créances en souffrance / Total Crédits	7,36%	7,79%
Crédits / Total Actif	50,62%	47,71%
Ratio Cooke	10,63%	11,62%

PARTS

DE MARCHÉ

	31/12/1999	31/12/2000
DEPOTS dont	15,4%	15,1%
• Comptes de chèques	11,0%	11,7%
• Comptes courants	20,4%	19,7%
• Comptes sur carnets	19,6%	20,1%
CREDITS dont	17,3%	15,5%
• Court terme	19,2%	17,0%
• Moyen terme	16,8%	14,1%
• Long terme	12,5%	14,3%

Source: GPBM

mot du Président



Grâce à l'appui de ses actionnaires, l'engagement personnel et collectif de ses ressources humaines, BMCE Bank ambitionne d'être - davantage encore qu'au cours de sa jeune histoire de 40 ans - un porte-drapeau de

l'économie dans le paysage financier marocain et à l'extérieur des frontières du Royaume.

Les principales performances de BMCE Bank au titre de l'exercice 2000 en témoignent, comme la progression vive du Produit Net Bancaire, l'élargissement du Fonds de Commerce et du réseau d'agences, le développement des activités monétiques et la diversification des produits.

Elles s'inscrivent dans le cadre des actions menées depuis la privatisation qui ont permis la structuration d'un Groupe financier multimétiers, désormais fédéré par Finance.com, de souligner davantage la dimension internationale de la banque par la consolidation de l'actionnariat étranger, de mener des opérations inédites d'accès aux marchés financiers internationaux et d'opérer, pour des montants jamais égalés auparavant au Maroc, des investissements dans les télécommunications et l'assurance.

Les ressorts de la croissance des activités de BMCE Bank sont loin d'avoir été épuisés, que ce soit dans le domaine de la Banque des Particuliers, de la Bancassurance ou des activités de marché, ce qui augure, pour les prochains exercices, de performances plus favorables.


OTHMAN BENJELLOUN
Président-Directeur Général

Madame, Monsieur,

Au cours de l'exercice 2000, BMCE Bank a poursuivi le développement de son fonds de commerce, comme en attestent le rythme d'ouverture de nouveaux comptes qui atteignent, désormais, près de 730 000 comptes, l'équipement accru de la clientèle en cartes monétiques, le degré de pénétration des produits d'assurance ainsi que, plus généralement, l'élargissement de la gamme des produits financiers offerts par notre établissement.

La Banque s'est attachée à collecter les ressources peu chères -les dépôts à vue- en veillant à une sélection des dépôts à terme. Aussi, note-t-on l'amélioration de la structure de ses ressources, la part de celles non rémunérées faisant peser de tout son poids sur le coût des ressources qui atteint des niveaux bas assez inédits.

Ces performances reflètent la mise en œuvre d'une des orientations stratégiques de la Banque qu'est le développement du segment des «Particuliers».

Concernant les engagements, la qualité de notre portefeuille de crédits fut préservée, l'atonie de la croissance économique en 2000 s'étant traduite par une vigilance accrue de nos banquiers dans l'octroi de nouveaux engagements dans un contexte, par ailleurs, de remboursements anticipés importants de crédits à moyen terme.

Le niveau du taux de contentieux de la Banque s'est, en effet, maintenu bien en deçà de celui du secteur (7,78% versus 9,10%).

Pour sa part et cela est très appréciable, le Produit Net Bancaire a progressé à un rythme, le plus soutenu dans l'industrie bancaire, à savoir plus de 10%.

Ces évolutions encourageantes peuvent également être étayées par les réalisations des activités à l'International, que ce soit l'Agence de Paris, les activités liées aux MRE où notre part de marché progresse.

BMCE Bank continue d'assurer un leadership pour ce qui concerne la présence de notre établissement dans les échanges maroco-espagnols et maroco-allemands.

L'élargissement de la présence de BMCE Bank hors des frontières s'est poursuivi avec l'ouverture, en 2000, des implantations de Londres puis de Pékin qui eurent, chacune, un retentissement exceptionnel tant au Maroc que dans les milieux financiers et d'affaires de ces capitales.

Francfort et Düsseldorf sont également opérationnels depuis le dernier trimestre de l'année 2000 ainsi que la délégation de Milan.

Participent également de ce rayonnement à l'International (I) l'échange de participations croisées opérées avec le Groupe Espirito Santo, (II) l'acquisition d'environ 5% du capital de l'Arab Italian Bank de Rome, Banque spécialisée dans le financement des échanges italo-arabes, (III) notre présence dans le tour de table de la troisième Banque du Mali, la BMCD, (IV) de même que dans la PROPARCO, filiale de l'Agence Française de Développement, en tant que seule Banque de capitaux majoritairement privés nationaux de cette région, présente dans le capital de cet organisme financier de développement français.

On retiendra également de l'exercice 2000, l'apport non seulement quantitatif, mesurable à travers la contribution du Pôle Banque d'Affaires au PNB de BMCE Bank, mais également qualitatif que constitue l'élargissement des activités de la Banque vers de nouveaux horizons, l'apport de l'expérience et de savoir-faire de l'étranger.

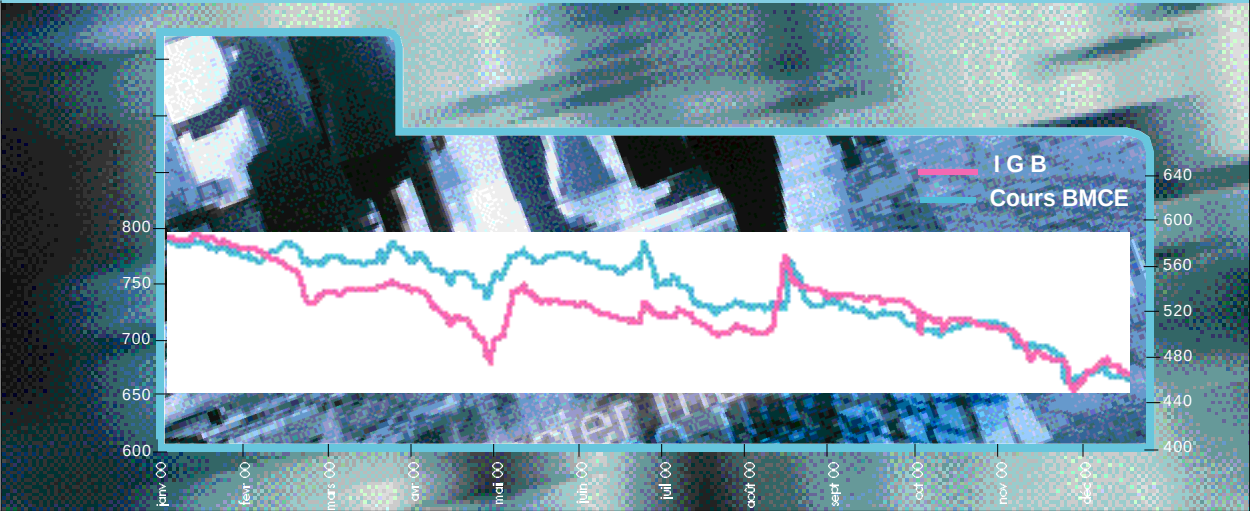
Au même titre que dans d'autres entités de la Banque, ces actions concourent à asseoir, sur des bases humaines plus solides, les ambitions de développement que nous voulons pour la Banque et son Groupe.

Notre Banque est loin d'avoir épuisé l'ensemble des ressorts de croissance, parce que l'essentiel de l'action menée au cours des 5 dernières années fut de consolider son actionnariat, ses structures ainsi que le Groupe élargi auquel elle appartient afin de lui permettre, d'une Banque publique spécialiste du Commerce Extérieur, de devenir une Banque résolument multimétiers, universelle et davantage «internationale».



EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION BMCE BANK SUR LA PÉRIODE 1995-2000

L'année 2000, pour la Bourse des Valeurs de Casablanca, s'est caractérisée par une baisse de l'indice général et un effritement du volume des échanges.



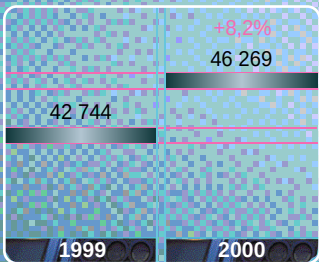
EVOLUTION DU COURS BMCE BANK ET DE L'IGB EN 2000

EN DIRHAMS	1997	1998	1999	2000
Cours plus Haut	688	760	759	613
Cours plus Bas	400	574	603	464
Cours de clôture	579	690	674	465

DONNÉES PAR ACTION				
Bénéfice par action	29,50	34,75	66,50	34,80
Dividende	13,00	14,00	15,00	15,00
PER au 31 décembre	19,63	19,86	10,13	13,36
Price Book	2,2	2,4	2,0	1,9
Rendement du dividende	2,2%	2%	2,2%	3,4%
Volume quotidien moyen des transactions (achats et ventes)	10 502 290	18 580 200	19 647 604	4 294 023
Nombre d'actions	14 431 945	14 431 945	14 431 945	15 875 139
Capitalisation boursière au 31 décembre	8 356 096 155	9 958 042 050	9 727 130 930	7 381 939 635

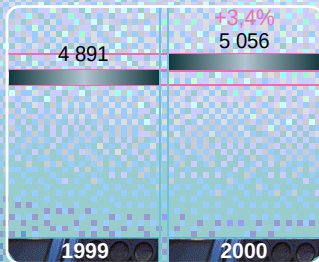
les faits saillants

TOTAL BILAN



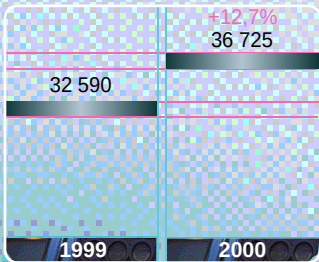
Au titre de l'exercice 2000, le Total bilan agrégé -format PCEC- de BMCE Bank a enregistré une hausse de +8,2%, atteignant DH 46,3 milliards, confirmant la tendance observée au cours des derniers exercices.

FONDS PROPRES



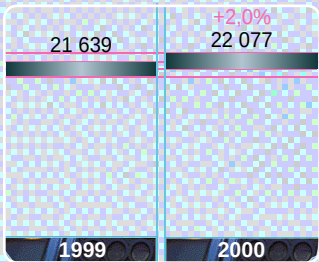
Les fonds propres se sont accrus de +3,4%, s'établissant à DH 5,06 milliards contre DH 4,89 milliards en 1999. En 2000, une augmentation du capital par incorporation de réserves a été opérée, portant le capital de DH 1,443 milliard à DH 1,587 milliard.

DÉPÔTS DE LACLIENTÈLE



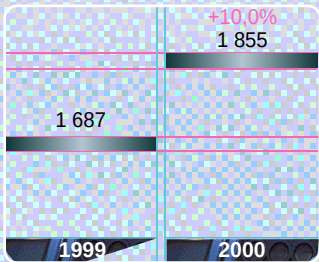
Le volume des dépôts agrégés de la clientèle s'est établi à DH 36,7 milliards, marquant une progression de +12,7% par rapport au 31 décembre 1999, améliorant ainsi le ratio Dépôts/Crédits de 150,6% à 166,4%. Au niveau de l'activité Maroc, la progression des dépôts clientèle s'est accompagnée d'une amélioration de leur structure avec une contribution plus forte des dépôts non rémunérés, de 45,5% à 49,2% entre 1999 et 2000, soit +3,7 points de %.

CRÉDITS À LACLIENTÈLE



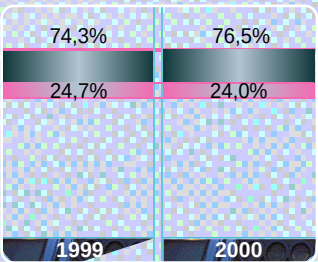
L'encours des crédits clientèle nets a enregistré une hausse de +2% à hauteur de DH 22,1 milliards. La qualité des engagements a été préservée dans une conjoncture économique atone en 2000, le ratio de contentieux demeurant inférieur d'un point et demi par rapport à la moyenne du secteur.

PRODUIT NET BANCAIRE



Le Produit Net Bancaire agrégé s'est inscrit en hausse substantielle de +10%, un des rythmes les plus soutenus du secteur, atteignant près de DH 1,9 milliard, grâce à la hausse conjuguée de la marge sur intérêts et de la marge sur commissions, cette dernière contribuant pour près du tiers à la formation du PNB.

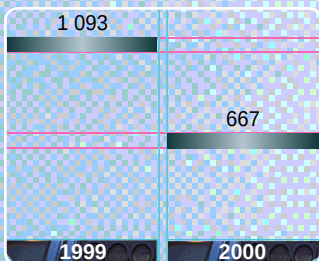
STRUCTURE DU PNB



■ Marge sur commissions et op. de marché
■ Marge d'intérêts

La part de la marge sur commissions et des opérations de marché s'est légèrement rétractée de 24,7% en 1999 à 24,0% en 2000, la progression de la marge d'intérêt ayant été particulièrement favorable.

RÉSULTAT AVANT IMPÔTS



Le Résultat avant impôts s'est établi à DH 667 millions en 2000 contre DH 1 093 millions une année auparavant.

RÉSULTAT NET



Le Résultat Net agrégé s'est établi à DH 552,4 millions contre DH 959,8 millions à fin 1999 et ce, compte tenu des plus-values exceptionnelles nettes réalisées sur cessions d'immobilisations financières en 1999, qui ont régressé de DH 648 millions à DH 318 millions à fin 2000.

ACTIVITÉ AGRÉGÉE



organigramme du groupe BMCE Bank



PRÉSIDENCE DU GROUPE BMCE
Othman Benjelloun

COMITE EXECUTIF

GROUPE

Contrôle Général
Taha Sebti

Direction des Ressources Humaines
Mohamed Alaoui

**Direction Communication
& Relations Publiques**
Yahia Nader / Raouf Kabbaj

Fondation BMCE
Nawal El Moutawakel

BANQUE DU RÉSEAU MAROC

Mamoun Belghiti

Réseau Clientèles Maroc
Mohamed Alaoui Kacimi

**Direction de l'Investissement et des
Marchés Entreprises**
M'fadel El Halaissi

Maroc Factoring
Azeddine Bennouna

**Direction des Marchés
Particuliers & Professionnels**

Salafin
Amine Bouabid

Bancassurance

BANQUE DE L'INTERNATIONAL

Mohamed Bennani

Direction de l'International
Abdelkadir Bennani

**Direction des
Grandes Entreprises**
Souad Belghiti

**Direction du Réseau Extérieur
& MRE**
Mohamed Bennani Smires

**Relations Economiques
Maroc-Allemagne**
Ulrich Bartoszek

SECRETARIAT GÉNÉRAL GROUPE

Brahim Benjelloun-Touimi

Direction des Affaires Générales
Brahim Benjelloun-Touimi

Pôle de Support Groupe
Driss Benjelloun

Direction Organisation & Qualité
Mounir Kabbaj

Direction Systèmes d'Information
Najib Benabdellah

Direction Moyens Généraux
Abdelhakim El Aissaoui
Hachem Boughaleb

Direction Production Bancaire
Driss Benjelloun

POLE BANQUE D'AFFAIRES

Abdel Jélil Ayed

BMCE Capital Markets
Eric Aouani

Maroc Inter-Titres
Youssef Benkirane

Marfin
Hassan Bouhemou

Capital Conseil
Ghita Bargach

Capital Invest
Mehdi Tahiri

Titres
Mohamed Idrissi

Analyse et Recherche
Adnane Chmanti

POLE FINANCIER

Adolf Schittenhelm

Direction de la Comptabilité
Mohamed Bennouna

**Direction Engagements
et Risques**

**Direction de la Planification
Financière**

BMCE BANKrapport annuel 2000 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE		ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE 13	
l'économie mondiale		l'économie mondiale	
L'environnement économique international durant l'année 2000 a été marqué par l'envolée des prix du pétrole, l'affaiblissement de l'Euro par rapport au dollar et l'effondrement, au cours du second semestre de l'année, des valeurs technologiques. Toutefois, l'économie mondiale a réalisé de bonnes performances et la croissance, orientée à la hausse dans la plupart des régions du monde, fut accompagnée d'une baisse du chômage et d'une expansion du commerce mondial.		domaine de la haute technologie. La désinflation persiste avec un taux de -0,6% au lieu de -0,3% et le taux de chômage est maintenu à son niveau de 4,7%. Les pays émergents ont renoué dans leur majorité avec les rythmes de croissance d'avant la crise asiatique. La consolidation de la demande intérieure et le développement des exportations, notamment en direction des pays industrialisés sont à l'origine de cette reprise. Les tensions inflationnistes se sont atténuées. Après la récession qui a caractérisé la plupart des économies des pays Latino-américains en 1999, le P.I.B. a crû globalement de 4% dans cette région. Toutefois, la croissance reste contrastée selon les pays, oscillant entre 8% et -1%. Elle a été tirée pour certains pays par l'expansion des exportations, essentiellement vers les Etats-Unis, le renchérissement des cours des matières premières et l'afflux des investissements étrangers. Les économies africaines ont enregistré une croissance de 3,2%. Certaines d'entre elles ont bénéficié de la hausse des prix du pétrole, tandis que d'autres restent handicapées par leur dépendance vis-à-vis de l'évolution des cours des matières premières agricoles. Après une période de ralentissement entre 1998 et 1999, causée par la crise financière asiatique, le commerce international de marchandises a connu un important redressement durant l'année 2000. Les flux se sont élevés à un montant de US\$ 6.200 milliards, enregistrant un taux de croissance de 12,5% contre 5,1% l'exercice antérieur, soit le taux le plus élevé de la décennie écoulée. Cette hausse a été stimulée par la relance de l'activité en Amérique latine et dans les économies en transition ainsi que par la vigueur de la croissance asiatique. Dans les pays en développement, les exportations et importations se sont accrues de plus de 20%, faisant ainsi grimper la part de ces pays dans le commerce mondial à son plus haut niveau. En Asie, l'accroissement des importations, plus fort que celui des exportations, a dépassé les 23%. L'Amérique du Nord a également vu ses importations augmenter à un rythme plus rapide que celui réalisé par ses exportations, avec des taux de croissance de 18% et 13% respectivement. Pour les pays exportateurs de pétrole, les recettes d'exportation ont marqué des hausses substantielles, oscillant entre 25% et 50%. La part du combustible dans le commerce international est estimée en 2000 à 10,5%. Notons que cette part qui était ramenée à 6,5% en 1998, a retrouvé son niveau de 1990. S'agissant des flux de capitaux, les investissements directs étrangers dans le monde se sont inscrits en hausse de 14% par rapport à 1999, avoisinant US\$ 1.120 milliards dont 80% ou US\$ 899 milliards ont bénéficié aux pays développés, 17% ou US\$ 190 milliards aux pays en développement et 3% ou US\$ 30 milliards aux pays de l'Europe centrale et orientale. Cette croissance des IDE est imputable, en grande partie, aux opérations de fusion-acquisition qui se sont maintenues à un niveau élevé.	
 Pour l'ensemble de l'Europe occidentale, le P.I.B. a enregistré une progression de 3,3%. Les taux de croissance les plus dynamiques ont été relevés en Irlande : 11%, au Luxembourg : 8,1% et en Finlande : 5,4%. Pour le reste des pays, le P.I.B. a crû de 4,1% en Grèce, 4% en Suède et en Espagne, 3,9% aux Pays-Bas, 3,8% en Belgique, 3,6% en Islande, 3,5% en Autriche et en Suisse, 3,3% au Portugal, 3,2% à Malte, 3,1% en France et en Norvège, 3% au Royaume-Uni et en Allemagne, 2,7% au Danemark et de 2,6% en Italie. Le triplement des cours du pétrole et la dépréciation de l'Euro se sont traduits en Europe par une poussée de l'inflation dont le taux a dépassé les 2% contre 1,1% en 1999. Le taux de chômage, pour sa part, continue de se rétracter, s'établissant à 9% contre 10% une année auparavant. Les plus fortes baisses ont été relevées en France, en Espagne et aux Pays-Bas. Au Japon, dont la sortie d'une longue récession se confirme, la croissance, plus forte que prévu, a atteint 1,7%. Cette reprise, a été nourrie par le redémarrage de l'investissement qui a profité d'une forte demande étrangère, notamment dans le En effet, après deux années de ralentissement, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 4,8% en 2000, niveau jamais atteint depuis une dizaine d'années. La persistance du dynamisme de l'économie américaine, l'accélération de l'activité économique en Europe et dans les pays émergents, notamment d'Asie -qui ont émergé beaucoup plus rapidement que prévu de la crise de ces deux dernières années- ainsi que la reprise, bien que timide, de l'économie nippone, ont favorisé l'expansion mondiale. Les Etats-Unis ont enregistré une croissance record de 5% contre 4,2% en 1999 et ce, en dépit des premiers signes de ralentissement observés vers la fin de l'année. Les prix à la consommation se sont inscrits en légère hausse de 3,4% au lieu de 2,2% et le taux de chômage a régressé à 4% contre 4,2% une année auparavant.			

l'économie marocaine

L'économie marocaine a évolué, durant l'année 2000, dans un environnement marqué par la combinaison de plusieurs facteurs qui ont entravé sa croissance, à savoir la persistance pour la deuxième année consécutive de la sécheresse, la flambée des cours du pétrole sur les marchés internationaux et la baisse de l'Euro face au dollar.

Par conséquent, le taux de croissance pour l'année 2000 n'a été que de 0,3%, la valeur ajoutée agricole ayant reculé de 16,7% alors que le P.I.B. hors agriculture a enregistré une hausse de 2,8%.

L'analyse par branche d'activité fait ressortir une croissance de 3,5% dans les industries manufacturières, de 5,7% dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, de 1,7% dans le commerce, de 2,1% dans les autres services et de 1,4% dans les administrations publiques. En revanche, dans les secteurs minier et énergétique, la valeur ajoutée a régressé de 2% et 1% respectivement.

A prix courants, le P.I.B. s'est accru de 1,9%, s'établissant à DH 349,7 milliards contre DH 343,1 milliards un an plus tôt. Compte tenu d'un taux de croissance démographique de 1,7%, le P.I.B. par tête d'habitant s'est amélioré de 2,7%, passant à 12.183 dirhams contre 12.150 dirhams l'exercice antérieur.

La consommation des ménages, qui s'était repliée de 3,2% en 1999, a enregistré une progression de 3,2%.

Pour sa part, l'inflation a été maîtrisée avec un taux de 1,9% et ce, grâce à la mise en place d'une politique monétaire prudente et à la prise en charge par l'Etat de la hausse des prix du pétrole.

Le taux de chômage dans le milieu urbain a chuté à 21,5% contre de 22% en 1999. Au niveau national, ce taux s'est chiffré à 13,6% contre 13,9% l'année précédente.

Au niveau de l'investissement, la formation brute de capital fixe a augmenté à un rythme moins accéléré que celui observé en 1999, atteignant DH 87,4 milliards, soit +4,7% contre +9%, portant ainsi le taux d'investissement à 25%. Cette progression modérée de la F.B.C.F. est imputable, essentiellement, à l'investissement dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (DH 38,6 milliards, +11,3%), alors que dans le matériel et outillage le montant de l'investissement est resté identique à celui de l'année précédente (DH 45,3 milliards).

En ce qui concerne les finances publiques, l'exécution de la Loi de Finances 1999-2000 montre que le déficit budgétaire a été ramené à 0,7% du P.I.B. contre 2,3% en 1998-1999.

Par ailleurs, le ratio dette publique extérieure/P.I.B. à la fin de l'année 2000 a perdu 2,6 points, se chiffrant à 48,9% au lieu de 51% un an auparavant, l'encours de la dette ayant porté sur \$16,1 milliards contre \$17,5 milliards à fin 1999. Quant au ratio dette intérieure/P.I.B., il a enregistré une hausse de 2,4 points, passant à 42,8% contre 39,8%. Le montant de la dette intérieure a augmenté de DH 136,7 milliards à DH 149,5 milliards durant la même période.

Le marché boursier continue d'enregistrer de mauvaises performances. L'année 2000 s'est clôturée sur une chute de 15,3% de l'indice général (658,4 points contre 777,1) et une forte diminution de la capitalisation boursière qui est tombée de DH 138,1 milliards à DH 114,9 milliards, soit -16,8%. De son côté, le volume des transactions qui avait enregistré une hausse substantielle de 63,8% en 1999, a baissé de 62,8% cette année, s'élevant à seulement DH 35,4 milliards contre DH 95,1 milliards.

Sur le plan des relations extérieures, la balance commerciale s'est soldée par un déficit de DH 43,3 milliards contre DH 32,3 milliards, en détérioration de 34%. Le taux de couverture a diminué de 5 points, passant de 69,5% à 64,5%. Ce résultat s'explique par un accroissement des importations (DH 122 milliards, +15,2%) beaucoup plus important que celui relevé au niveau des exportations (DH 78,7 milliards, +6,9%).

Le développement des importations est attribuable, d'une part, à l'alourdissement de 66,7% de la facture énergétique et, d'autre part, à l'augmentation des approvisionnements en produits alimentaires, notamment les céréales et le sucre, suite à une mauvaise campagne agricole. Hors pétrole, les importations n'ont augmenté que de 10,6%.

Parallèlement, le ralentissement du rythme de progression des exportations est dû, en grande partie, à la stagnation du chiffre d'affaires du Groupe O.C.P. et au repli des expéditions de certains produits alimentaires.

S'agissant des autres éléments de la balance des paiements, et grâce à la poursuite de la bonne performance du secteur touristique, les recettes voyages se sont inscrites en hausse de 10,3%, atteignant DH 21,1 milliards contre DH 19,1 milliards. Pour leur part, les transferts de fonds effectués par les Marocains résidant à l'étranger, après avoir régressé de 1,6% à l'issue de l'exercice 1999, se sont accrus de 11,1%, totalisant DH 21,1 milliards contre DH 19 milliards. En forte détérioration, le déficit des transactions courantes s'est élevé à DH 5,2 milliards, représentant ainsi 1,5% du P.I.B. au lieu de 0,5% en 1999.

En revanche, les investissements et prêts privés étrangers réalisés au Maroc au terme de l'année 2000 ont marqué un retrait de 32,5%, portant sur DH 12,4 milliards contre DH 18,5 milliards.

Suite à ces évolutions, nos réserves de change ont diminué de DH 6,2 milliards, se situant à DH 52,7 milliards. Malgré cette baisse, elles ont permis de couvrir plus de 6 mois d'importations de marchandises (non compris les admissions temporaires).

AGRICULTURE

La persistance de la sécheresse pour la deuxième année consécutive a eu un impact négatif sur la campagne agricole 1999-2000. En effet, la récolte des céréales principales qui avait déjà accusé une baisse de 42,5% la campagne précédente, a chuté de 47,2%, portant sur seulement 1.986.300 T.

Toutes les variétés de céréales principales ont enregistré de fortes baisses. Ainsi, la récolte de blé, qui totalisait 2.154.000 T en

1998-1999, a régressé de plus d'un tiers, atteignant 1.380.700 T dont 427.000 T de blé dur (-46,6%) et 953.300 T de blé tendre (-29,6%). L'orge (466.800 T) et le maïs (95.000 T) ont vu, de leur côté, leur production diminuer de 68,3% et 30,4% respectivement.

S'agissant des céréales secondaires, la production s'est repliée de 59,2% pour l'avoine (6.000 T), de 36,6% pour le sorgho (11.600 T) et de 27,4% pour le riz (25.000 T).

En revanche, la production agrumicole a enregistré une hausse de 7,4%, passant à 1.400.000 T. Cette hausse a été réalisée grâce à l'accroissement de la production de clémentines qui s'est élevée à 360.000 T, soit +2,3%. La production des autres variétés a, par contre, régressé de 2,4% pour les navels (245.000 T), de 1,4% pour le Maroc-late (498.000 T) et de 46,6% (297.000 T) pour le reste des agrumes.

Totalisant 80.000 T, la production de légumineuses a diminué de 38,1%. Toutes les variétés ont vu leurs récoltes se replier: -41,2% pour les fèves (32.600 T), -42,9% pour les petits pois (6.100 T), -79,2% pour les lentilles (2.700 T) et -46,4% pour les pois chiches (15.100 T).

En contraction de 32,4%, la production des oléagineux est passée à 57.400 T, la récolte de tournesol (18.600 T) et d'arachides (38.800 T) ayant baissé de 56,2% et 8,5% respectivement.

La production de cultures maraîchères a accusé une baisse de 7,4% avec 4.261.100 T. Cette régression s'explique, en grande partie, par la baisse de la production de tomates (765.000 T, -10,4%) et de pommes de terre (1.090.200 T, -4,4%).

Les cultures sucrières ont, également, diminué de 8,8%, atteignant 4.202.300 T. La production de betterave a régressé de 10,9% avec 2.883.400 T et celle de la canne à sucre de 3,7%, s'élevant à 1.318.400 T.



l'économie marocaine

En ce qui concerne les plantations fruitières, on a relevé une diminution de 12,2% de la production dont le tonnage est tombé à 1.513.000 T. Cette baisse est imputable, essentiellement, à la production des oliviers (380.000 T, -20,1%) et autres plantations (1.058.000 T, -9,9%). En revanche, la production de palmiers dattiers a connu une hausse de 1,9 % (74.000 T).

ELEVAGE

D'après le recensement d'octobre-novembre 2000, l'effectif du cheptel s'est inscrit en hausse de 3,5% par rapport au recensement effectué durant la période correspondante de l'exercice écoulé, totalisant 25.095.000 têtes. Cette progression a été observée au niveau de toutes les races. En effet, le nombre de têtes a augmenté de 4,5% pour les bovins (2.675.000 têtes), de 4,4% pour les ovins (17.300.000 têtes) et de 0,1% pour les caprins (5.120.000 têtes).

PECHE

La production halieutique nationale pour l'an 2000 a enregistré une augmentation de 22% en volume et de 24% en valeur par rapport à 1999. Elle a atteint, pour la première fois le niveau de 909.553 T, évaluées à DH 6.000 millions.

Représentant 84,1% de la production totale, les apports de la pêche côtière ont enregistré une hausse de 23% en comparaison avec le tonnage débarqué l'année écoulée, atteignant 765.041 T. Cette amélioration a concerné toutes les espèces.

En effet, les captures de poissons blancs ont augmenté de 25,6% (83.562 T), celles de poissons pélagiques de 21,4% (625.488 T), de céphalopodes de 42,9% (51.034 T), et de crustacés et coquillages de 2,9% (4.957 T).

96% ou 734.113 T des prises ont été débarquées sur la côte atlantique, notamment à Laâyoune qui a reçu 47,3% ou 346.896 T des captures réalisées dans cette façade, à Tan Tan (20% ou 145.525 T) et à Agadir (10% ou 73.353 T).

Pour sa part, la côte méditerranéenne a participé pour 4% ou 31.029 T à la production côtière, réparties principalement entre les ports d'Al Houceïma et de Nador avec respectivement 39,5% ou 12.305 T et 32,9% ou 10.240 T.

Estimée à DH 2.077 millions, la valeur la production côtière a progressé de 14,2%. Les poissons blancs sont évalués à DH 739 millions (+12,8%), les poissons pélagiques à DH 917 millions (+7,8%), les céphalopodes à DH 315 millions (+32,9%) et les crustacés et coquillages à DH 103 millions (+35,5%).

Selon les destinations, ces débarquements ont été livrés pour 33% ou 251.100 T à la consommation, 17% ou 129.800 T à l'industrie de la conserve, 42,2% ou 321.500 T à la fabrication de sous-produits et 7,4 % ou 56.200 T à la congélation.

Les débarquements de la pêche hauturière, ont porté sur 130.000 T, en hausse de 4%. Cette amélioration est attribuable, principalement, aux captures de céphalopodes (98.586 T, +6%), et de poissons réfrigérés (3.800 T, +9,8%). Par contre, le volume de crevettes congelées a fléchi de 4,2%, s'établissant à 8.200 T.

La valeur de cette production qui représente environ 65% de celle de la production halieutique globale, a marqué une avance de 35% (DH 3.900 millions). La hausse a touché aussi bien les céphalopodes (DH 3.500 millions, +40,4%), les crevettes (DH 280 millions, +0,7%) que les poissons réfrigérés (DH 75 millions, +27,1%).

La production des activités littorales a, de son côté, enregistré des hausses substantielles aussi bien en poids (+46,4%) qu'en valeur (+69,1%). Elle a ainsi porté sur 14.512 T, évaluées à DH 252 millions.

Le chiffre d'affaires réalisé par les ventes à l'extérieur de produits de la mer s'est amélioré de 35,6%, atteignant DH 10.332 millions. Cette hausse résulte de l'accroissement des recettes procurées par nos livraisons de crustacés, mollusques et coquillages (DH 6.410 millions, +45%), de poissons en conserve (DH 2.154 millions, +9,8%) et de poissons frais (DH 1.383 millions, +46%).

ENERGIE

Selon les données provisoires communiquées par l'Office des Changes, la facture énergétique marocaine s'est alourdie de 66,7% en l'an 2000, atteignant DH 21.671 millions pour un tonnage en hausse de 4,3% (12.226.537 T). Nos approvisionnements en pétrole ont connu un renchérissement de 64,5% (DH 14.710 millions), en raison de l'envolée des cours sur les marchés internationaux. Leur part dans nos importations globales a ainsi augmenté à 12,1% contre 8,5%, suite à la flambée du prix moyen de la tonne importée qui s'est accru de 72,4% (DH 2.147 au lieu de DH 1.245).

La consommation de produits pétroliers a, quant à elle, régressé de 6,5%, portant sur 6.506.000 T. Cette baisse s'explique par le recul constaté au niveau des ventes de l'ensemble des



produits, à l'exception du gaz liquéfié qui a augmenté de 1,5% (1.038.000 T). Les ventes de gasoil ont marqué un retrait de 1,3% (3.222.000 m³), celles d'essences de 2% (531.000 m³), de carburacteur de 0,8 % (361.000m³), et de fuel de 23,4% (1.354.000 T).

S'agissant de la production nette d'électricité, elle s'est élevée à 13.942 GWh à fin décembre 2000, s'inscrivant en hausse de 5,1%. Elle a été fournie à concurrence de 77,3% ou 10.771 GWh (+1,9%) par les centrales thermiques, de 5,05% ou 705 GWh (-13,7%) par les usines hydrauliques et de 16,9% ou 2.363 GWh (+28%) par le biais de l'interconnexion avec l'Espagne et l'Algérie. L'énergie éolienne dont la production n'a démarré que cette année, a participé pour 0,5% ou 64 GWh.

MINES

Le secteur minier a réalisé à fin décembre 2000 une production de 22.346.000 T, en régression de 3,2%. Ce résultat s'explique par le repli de la majorité des produits miniers et principalement les phosphates qui, représentant plus de 96% de la production minière ont vu leur tonnage diminuer de 3,2%, s'établissant à 21.459.000 T.

En ce qui concerne les autres substances minérales, la production s'est contractée de 77,5% pour l'antracite (29.000 T), de 14,3% pour le fer (6.000 T), de 10,3% pour le manganèse (26.000 T), de 8% pour le cuivre (23.000 T), de 6,5% pour le zinc (202.000 T), de 6% pour la fluorine (78.000 T) et de 2,7% pour la barytine (320.000 T). En revanche, la production de plomb s'est améliorée de 3,5%, passant à 118.000 T.

Presque la moitié de la production de phosphates ou 10.317.294 T a été destinée aux marchés extérieurs, réalisant ainsi un chiffre d'affaires de DH 4.578 millions, soit +2,6%. Les quantités livrées à l'industrie nationale de transformation pour la fabrication d'acide phosphorique, d'engrais et autres dérivés ont augmenté de 2,4%, portant sur 11.038.000 T.

La production d'acide phosphorique s'est accrue de 1,4% (2.731.000 T) et celle d'engrais naturels et chimiques de 15,6% (2.440.000 T).

En hausse de 15,7%, le volume des exportations d'engrais naturels et chimiques (2.143.450 T) a rapporté DH 3.327 millions, en progression de 7,1%.

Le chiffre d'affaires réalisé par les exportations d'acide phosphorique a, cependant, accusé un recul de 7%, s'établissant à DH 5.375 millions, pour un tonnage également en baisse (1.635.578 T, -6,8%).

En revanche, les expéditions de produits miniers ont presque toutes connu de bonnes performances, notamment le sulfate de baryum (DH 130 millions, +47,7%), la fluorine (DH 129 millions, +30,3%) et le mirerai de cuivre (DH 102 millions, +15,9%). les ventes de minerai de zinc (DH 518 millions), de plomb (DH 112 millions) et de manganèse (DH 36 millions) ont, par contre, diminué de 5,5% et 36,4% respectivement.

INDUSTRIE

L'indice de la production industrielle qui permet une appréciation de l'activité dans les divers secteurs de l'économie nationale, a évolué durant l'année 2000 dans les industries manufacturières à un rythme supérieur à celui de l'année dernière (+3,5% au lieu de +2,4%). La quasi totalité des branches industrielles a vu sa production s'améliorer.

En effet, dans les industries agroalimentaires, l'indice a augmenté de 5,2% au lieu de 1,1%, en raison de la hausse des indices dans les industries alimentaires (+5,6%) et dans les boissons et tabacs (+3,9%).

BMCE BANK rapport annuel 2000 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE		ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	
l'économie marocaine			
L'indice de la production dans les IMME n'a progressé que de 3,5% en 2000 au lieu de 6,6% en 1999. Cette évolution modérée s'explique par le ralentissement dans le rythme de progression relevé au niveau de certaines branches : +0,2% contre +11,6% dans la métallurgie de base, +3,4% contre +4,9% dans les ouvrages en métaux, +0,6% contre +9,2% dans le matériel électrique et électronique et +16,6% contre +34,2% dans le matériel de précision, optique et d'horlogerie. Dans les branches des machines et matériels et du matériel de transport, la hausse a été de +10,3 contre +5,6% et de +4,3% contre 3,2% respectivement. Dans le textile et cuir, l'indice n'a augmenté que de 0,7% au lieu de 1,6%. Les activités de la filature et tissage se sont améliorées de 3,7% et l'industrie du cuir de 3,2%, tandis que dans la confection on a relevé une baisse de 2,4% de l'indice de production. Concernant les autres industries, l'indice a enregistré une hausse de 3,8%. L'industrie du bois a évolué de +4,3%, celle du papier et carton de +9,7%, l'industrie de transformation de minéraux de carrière de +3,4% et la chimie et parachimie de +3,4%. Par ailleurs, l'industrie du plastique et caoutchouc a connu une baisse de 1,1%.		MONNAIE ET CREDIT AGREGATS DE MONNAIE A fin décembre 2000 l'agrégat M1 (DH 181.080 millions), composé de la monnaie fiduciaire (DH 58.169 millions, +2,5%) et de la monnaie scripturale (DH 122.911 millions, +10,9%), s'est accru de 8,1% ou DH 13.552 millions par rapport à fin décembre 1999. L'agrégat M2, qui comprend outre les composants de M1, les avoirs en comptes sur carnets auprès des banques (DH 29.032 millions, +6,2%) et en comptes sur livrets auprès de la caisse d'Epargne Nationale (DH 6.208 millions, +8,5%), a progressé de 7,9%, s'établissant à DH 216.320 millions. L'agrégat M3, qui regroupe en plus des éléments de M2, les placements à terme dont les comptes à terme et bons à échéance fixe (DH 75.392 millions, +9,8%) et les certificats de dépôts (DH 889 millions, +15%), s'est élevé à DH 292.601 millions, soit +8,4%. 	
TOURISME L'activité touristique en 2000 a enregistré de bonnes performances, le nombre de touristes étrangers qui ont séjourné au Maroc ayant atteint 2.462.894 personnes contre 2.274.814 l'année écoulée, en hausse de 8,3%. Les entrées de touristes en provenance du vieux continent, premier marché émetteur vers le Maroc, dépassent les deux millions de visiteurs, avec à leur tête les Français (877.347 personnes, +15,6%), suivis par les Espagnols (255.912, +5,9%), les Allemands (221.592, -3,6%), les Britanniques (137.232, +3,7%), les Italiens (146.883, +16,9%), les Belges (91.234, +5,5%) et les Hollandais (83.277, +9,3%). Les arrivées de touristes d'Amérique du Nord ont enregistré une baisse de 3,1%, s'élevant à 155.388 visiteurs. Cette baisse est imputable, principalement, au recul du nombre de touristes originaires des Etats-Unis dont le nombre a atteint 121.068 (-6,9%). L'afflux de touristes à partir du Canada s'est inscrit en hausse de 9,7%, atteignant 34.320 touristes. En hausse de 6%, le nombre de touristes maghrébins a totalisé 63.989 visiteurs, suite à l'augmentation des entées de		touristes libyens (11.357, +23%), algériens (20.251, +12,7%) et mauritaniens 5.886, +18,3%). En revanche, le nombre de visiteurs tunisiens a accusé une baisse de 6%, s'établissant à 26.494. Les touristes en provenance des pays du Moyen Orient ont vu leur nombre diminuer de 2,9%, passant à 67.614. Cette baisse est due au recul des arrivées de Saoudiens (31.749, -3,5%) et Egyptiens (9.427, -23,2%). Les nuitées passées par les touristes étrangers dans les hôtels classés se sont, pour leur part, améliorées de 3,9% (11.267.753 nuitées). Le plus grand nombre de ces nuitées a été réalisé par les touristes français (4.691.544, +17,7%), suivis par les Allemands (1.833.759, -14,5%) et les Italiens (750.212 , -0,7%). En amélioration de 10,3%, les recettes touristiques se sont établies à DH 21.080,2 millions au lieu de DH 19.112,1 millions, répartis à concurrence de 63,6% ou DH 13.397,8 millions en billets de banque et de 36,4% ou DH 7.682,4 millions en virements bancaires. 37,3% de ces recettes ont été réalisés au cours du troisième trimestre. PRIX L'indice annuel moyen du coût de la vie pour l'année 2000 a enregistré une légère hausse de 1,9%, contre 0,7% l'année dernière. Cette accélération a été relevée au niveau de l'ensemble des groupes de produits et services. En effet, les prix des produits alimentaires ont enregistré une hausse de 1,5%, les transports et télécommunications de 5,2%, l'habillement de 2,4%, l'habitation de 1,7%, les soins médicaux de 0,5%, les équipements ménagers de 0,2%, les loisirs et cultures de 2,2% et les autres biens et services de 2,1%. Par ville, la hausse la plus importante a été constatée à Mekhnès (+2,9%), suivie de Tanger (+2,7%), d'Agadir, Tétouan et Marrakech (+2,4%), d'Oujda (+2,2%), de Fès (+1,8%), de Rabat (+1,7%), de Casablanca (+1,6%) et de Laâyoune et Kénitra (+1,3%). L'indice moyen des prix à la production a, pour sa part, baissé de 1,6% pour la production des industries extractives, et de 3,8% pour la production et distribution d'électricité, de gaz et de l'eau. En revanche, il s'est apprécié de 10,8% en ce qui concerne la production des industries manufacturières.	
		AGREGATS DE PLACEMENTS LIQUIDES Totalisant DH 27.727 millions, les agrégats de placements liquides ont marqué un recul de 29,5%. Cette baisse s'explique par la régression de 23% des titres de créances négociables: PL1 (DH 11.791 millions), de 40,7% des titres émis par les OPCVM actions et les OPCVM diversifiés: PL3 (DH 3.214 millions) et de 31,7% des titres émis par les OPCVM obligations: PL2 (DH 12.722 millions). CONTREPARTIES DE M3 Les avoirs extérieurs nets ont régressé de 7,5%, se chiffrant à DH 54.685 millions. Malgré cette baisse, ils ont permis de représenter plus de 6 mois d'importations de marchandises. Les créances sur l'Etat se sont accrues de 13%, atteignant DH 85.934 millions. Les créances des banques ont enregistré une hausse de 12,4% (DH 61.729 millions), celles de Bank Al-Maghrib de 19,6% (DH 16.033 millions), alors que les créances des entreprises non financières et des particuliers ont marqué une moindre hausse de 5,9% (DH 8.172 millions). En augmentation de 10,3%, les concours à l'économie se sont élevés à DH 212.894 millions. Les crédits distribués par les banques (DH 205.423 millions, +10,5%) sont destinés à hauteur de 95,4% (DH 195.929 millions) aux entreprises et aux particuliers dont 38,6% (DH 75.588 millions) pour les comptes débiteurs et crédits de trésorerie, 23,1% (DH 45.227 millions) pour les crédits à l'équipement, 13,8% (DH 27.023 millions) pour les crédits immobiliers, 4,1% (DH 8.003 millions) pour les crédits à la consommation, 2,2% (DH 4.283 millions) pour les créances diverses sur la clientèle et 18,3% (DH 35.805 millions) pour les créances en souffrance. Les concours accordés aux sociétés de financement ne dépassent guère 4,1% ou DH 8.517 millions dont 94,8% (DH 8.079 millions) pour les crédits et 5,2% (DH 438 millions) pour les bons des sociétés de financement détenus par les banques. Le reste (0,5% ou DH 977 millions), se présente sous forme de titre de placement des banques. RESSOURCES ET EMPLOIS DES BANQUES Le montant des ressources drainées par le système bancaire s'élève à DH 325.902 millions à fin décembre 2000, en augmentation de 11,1%. Sur ce total, 34,7% ou DH 112.950 millions (+12,8%) correspondent aux comptes à vue en dirhams de la clientèle dont DH 103.123 millions (+11,1%)	

BMCE BANK rapport annuel 2000 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE		ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE		
l'économie marocaine				
sous forme de comptes de chèques (constitués à concurrence de 25,3% de dépôts des Marocains résidant à l'étranger), 23,1% ou DH 75.392 millions (+9,8%) de comptes à terme et bons à échéance fixe, de 9% ou DH 29.480 millions (+1,3%) de fonds propres et 4% ou DH 13.083 millions (-10,7%) d'emprunts extérieurs à long terme. Du côté des emplois et en plus du montant alloué aux crédits à l'économie, les banques ont consacré DH 61.633 millions (+12,5%) aux bons du Trésor et aux fonds de l'Etat. BOURSE Le marché boursier a poursuivi sa tendance baissière durant l'année 2000, clôturant l'année avec une baisse de 15,3% de l'indice général. Ce dernier a reculé à 658,4 points contre 777,1 un an plus tôt. Avec un montant de DH 114,9 milliards contre DH 138,1milliards, la capitalisation boursière a diminué de 16,8%. Le volume des transactions qui s'était substantiellement accru en 1999, a fortement chuté de 62,8% cette année, s'élevant à DH 35,4 millions. FINANCES PUBLIQUES L'année 2000 a vu l'exécution de deux Lois de Finances. La première concerne l'exercice budgétaire 1999-2000, clôturé à fin juin 2000 et la seconde, semestrielle (juillet-décembre), prépare le retour de l'exercice budgétaire sur une année civile. L'année budgétaire 1999-2000 s'est achevée avec un déficit de DH 2.392 millions contre DH 8.061 millions (-70,3%), représentant ainsi 0,7% du PIB contre 2,3% en 1998-1999. Les recettes fiscales ont progressé de 1,4%, s'élevant à DH 80.813 millions. La stagnation des droits de douane (DH 12.745 millions), suite à l'entrée en vigueur du démantèlement tarifaire en mars 2000 et la non réalisation de recettes exceptionnelles qui s'élevaient à DH 3.623 millions l'exercice antérieur, contrebalancées par l'amélioration des recettes générées par les impôts directs (DH 26.938 millions, +7,7%) et les impôts indirects (DH 36.999 millions, +7,5%) expliquent cette faible hausse des recettes fiscales. Pour leur part, les recettes non fiscales ont enregistré une forte expansion de 94,2%, totalisant DH 19.103 millions. Ce sont les recettes réalisées par la concession de la deuxième licence GSM dont l'apport avoisine les 11 milliards de dirhams qui		sont à l'origine de cette hausse. Elles ont ainsi fait passer les recettes des monopoles à DH 16.519 millions (+186,8%). Les recettes de privatisation se sont établies à seulement DH 295 millions au lieu de DH 3.500 millions, initialement prévus. Elles proviennent, essentiellement de la cession de la société FERTIMA. Les dépenses ordinaires ont porté sur DH 85.159 millions, en accroissement de 5,6%. Les dépenses sur biens et services (DH 59.405 millions) ont affiché une hausse de 4,6% et les charges en intérêt de la dette publique (DH 18.865 millions) de 6,4%. Les intérêts de la dette intérieure sont passés à DH 12.670 millions (+14,3%), tandis que ceux au titre de la dette extérieure se sont repliés de 6,7%, se chiffrant à DH 6.195 millions, suite au désendettement extérieur. Pour leur part, les dépenses de compensation se sont accrues de 12,1%, atteignant DH 6.889 millions. L'épargne budgétaire a, par conséquent, progressé de 48,8%, se situant à DH 20.139 millions. Elle a ainsi permis de couvrir la totalité des dépenses d'investissement. Ces dernières en diminution de 1,1%, se sont élevées à DH 17.235 millions. A fin décembre 2000 (six mois d'exercice budgétaire), le budget général a dégagé un déficit de l'ordre de DH 15.659 millions contre un surplus de DH 1.273 millions, un an auparavant. Comparées à la période correspondante de l'année écoulée, les recettes ordinaires, se sont situées à DH 43.342 millions, en baisse de 16,3% après une augmentation de 22,1% en 1999. Cette évolution est imputable, en partie, au report de l'ouverture du capital de Maroc Telecom et à des éléments exceptionnels qui ont caractérisé l'exercice budgétaire précédent. Les recettes fiscales ont accusé une diminution de 0,9% (DH 38.807 millions), imputable à la régression des recettes au titre des impôts directs (DH 12.067 millions, -0,8%) et des impôts indirects (DH 18.697 millions, -1,8%). Les droits de douane ont enregistré, quant à eux, une timide progression de 1%, atteignant DH 6.357 millions. La baisse a également concerné les recettes non fiscales (DH 2.482 millions, -25,8%), notamment celles des monopoles (DH 1.352 millions, -396%). Les autres recettes ont reculé à DH 1.050 millions (-14,5%). Les opérations de privatisations n'ont levé que DH 18 millions. S'agissant des dépenses ordinaires du budget général de l'Etat, elles ont augmenté de 0,9% au terme du premier semestre 2000, après un accroissement de 2,2% un an auparavant	(DH 42.969 millions). Les dépenses au titre des biens et services ont reculé de 0,4% (DH 29.936 millions), les intérêts de la dette intérieure de 5,3% (DH 6.250 millions) tandis que celles relatives à la dette extérieure (DH 3.393 millions) et à la compensation (DH 3.390 millions) ont marqué une hausse de 3,3% et 27,9% respectivement. Atteignant DH 11.996 millions, les dépenses d'investissement ont enregistré une progression de 20,2%. ECHANGES EXTERIEURS BALANCE COMMERCIALE Selon les chiffres provisoires fournis par l'Office des Changes, les transactions commerciales du Maroc ont porté globalement sur DH 200.657 millions à l'issue de l'année 2000, s'inscrivant en hausse de 11,8% pour un tonnage en augmentation de 1,8% (48.968.138 T). Évaluées CAF, les importations marocaines se sont développées de 15,2%, s'élevant à DH 121.984 millions, tandis que les exportations, comptabilisées FOB, ont connu une moindre hausse de 6,9%, atteignant DH 78.673 millions. La balance commerciale a, par conséquent, dégagé un déficit de DH 43.311 millions contre DH 32.314 millions, en détérioration de 34% et le taux de couverture des importations par les exportations a perdu 5 points, se chiffrant à 62,7% contre 64,5% l'année précédente. L'accroissement des importations est attribuable, principalement, aux achats de produits énergétiques (DH 21.671 millions, +66,7%), de biens de consommation (DH 28.700 millions, +18%) et de denrée alimentaires (DH 14.216 millions, +23,2%). En effet, suite à la flambée des cours du pétrole sur les marchés internationaux, notre facture pétrolière s'est renchérie de 64,5% (DH 14.710 millions), le prix moyen de la tonne importée ayant augmenté de 72,4% (DH 2.147 au lieu de DH 1.245). La hausse des achats de biens de consommation provient, en grande partie, de l'expansion des acquisitions d'appareils pour téléphonie, particulièrement, les téléphones mobiles qui ont plus que quadruplé, et dans une moindre mesure aux importations de tissus de coton. L'augmentation des acquisitions de produits alimentaires est imputable, principalement, aux approvisionnements en céréales (DH 7.753 millions, +43,3%).	Cependant, les importations ont enregistré une baisse au niveau des biens d'équipement (DH 25.369 millions, -8,7%) notamment, les machines et appareillages. Parallèlement, la progression des exportations a été réalisée, en grande partie, grâce au bon comportement des expéditions de demi-produits (DH 16.850 millions, +23,2%), principalement les composants électroniques et les engrais naturels et chimiques ainsi qu'à l'amélioration des ventes de produits finis de consommation (DH 29.501 millions, +3,7%) sous l'effet de la bonne tenue des livraisons d'articles de bonneterie et de tissus de coton. Les produits miniers ont connu une hausse de 4,6% (DH 6.255 millions), attribuable en grande partie à la progression des recettes procurées par nos livraisons de phosphates (DH 4.578 millions, +2,6%). Par ailleurs, signalons que les exportations de produits alimentaires ont marqué une avance de 10,2%, s'élevant à DH 16.363 millions. Cette progression trouve son origine, essentiellement, dans l'amélioration de nos expéditions de crustacés, mollusques et coquillages (DH 6.410 millions, +45%), de poissons en conserve (DH 2.154 millions, +9,8%) et de poissons frais (DH 1.383 millions, +46%). En revanche, les recettes d'exportations se sont repliées en ce qui concerne les agrumes (DH 2.024 millions, -22,6%), les conserves de légumes (DH 918 millions, 17,7%) et les tomates fraîches (DH 803 millions, -33,8%) . AUTRES ELEMENTS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS Au terme de l'année 2000, les transferts de fonds effectués par les MRE se sont accrus de 11,1%, s'établissant à DH 21.104 millions et les recettes touristiques de 10,3%, se chiffrant à DH 21.080 millions. Par contre, les investissements et prêts privés étrangers ont diminué de 32,5%, atteignant DH 12.457 millions dont 20,9% en investissements directs, 2,6% en investissements de portefeuille et 76,5% en prêts et avances en comptes courants d'associés. Ils ont bénéficié à hauteur de 64% au secteur des télécommunications (DH 7.978 millions), 9,1% à l'industrie (DH 1.132 millions) et 5,7% aux banques (DH 716 millions) et ont été financés pour 34,8% ou DH 4.330 millions par la Société Financière Internationale, 19,5% ou DH 2.431 millions par les Pays-Bas, 15,9% ou DH 1.978 millions par la France, 6,8% ou DH 845 millions par le Portugal et 4,8% ou DH 600 millions par l'Espagne.

Activité des entités de la Banque

Activité des entités de la Banque



ACTIVITE DE LA BANQUE DU RESEAU MAROC

L'année 2000 s'est caractérisée par une consolidation des acquis commerciaux et le renforcement de la pénétration du segment des particuliers qui se révèle de plus en plus fortement générateur de revenus pour la Banque.

ACTIVITÉ COMMERCIALE

» Les dépôts de la clientèle se sont établis à DH 30 689 millions au 31 décembre 2000, marquant ainsi une hausse de 9% contre une progression de 11% au niveau du système bancaire.

» Les crédits à la clientèle se sont élevés à DH 21 821 millions au 31 décembre 2000, en hausse de 1,3% contre une progression de 12,7% au niveau du système bancaire. Cette légère évolution reflète l'attitude prudente de la Banque en matière de nouveaux engagements dans une conjoncture économique peu favorable. La Banque a également lancé en 2000 une nouvelle formule de crédit immobilier pour les particuliers dont l'impact sur les réalisations deviendra significatif dans les années à venir avec l'automatisation des traitements et les délégations octroyées aux responsables régionaux du Réseau.

» Le nombre de comptes actifs de la clientèle a progressé de 6,5% en l'an 2000, passant de 683 600 à 728 300 comptes. Cette progression traduit l'élargissement de la base clientèle de la Banque et constitue un gisement par excellence de vente de produits et services du Groupe.

» L'activité monétique a enregistré une croissance soutenue depuis quelques années avec comme corollaire une amélioration notable de la productivité et de la qualité des services, une fidélisation accrue de la clientèle et des revenus de plus en plus importants pour la Banque. BMCE Bank a également affirmé son avance technologique dans ce domaine à travers le lancement au courant de l'année 2000 de la carte @cces, devenant ainsi la seule Banque au Maroc à offrir une carte de débit adossée à un compte sur carnet.

Avec près de 40% de parts de marché, hors Crédit Populaire, BMCE Bank est un acteur majeur de l'activité monétique au Maroc. Au cours de l'année 2001 sera lancée une nouvelle carte adossée à un crédit revolving dédiée aux fonctionnaires, ce qui permettra de capter une nouvelle niche de clientèle.

» L'activité de bancassurance constitue pour BMCE Bank un vecteur de croissance de revenus et de fidélisation d'une clientèle de plus en plus sophistiquée. Ainsi, le nombre de contrats actifs de bancassurance croît à un rythme soutenu, atteignant 92 600 contrats au 31 décembre 2000, en hausse de 36%. Au cours de l'exercice 2001, la progression devrait se poursuivre avec une offre de produits plus étoffée.

» Par ailleurs, le Réseau d'Agences s'est enrichi par l'ouverture de 11 nouvelles agences. D'autres ouvertures plus importantes en nombre sont programmées pour l'année 2001, le développement du réseau constituant un élément de l'essor de la banque de détail. L'expansion de ce canal de commercialisation et de promotion accompagne une stratégie de proximité, de fidélisation des clients et de conquête d'une nouvelle clientèle.

» Le plan d'action pour l'exercice 2001 prévoit, pour le segment des particuliers et des professionnels, plusieurs actions, notamment le lancement de nouveaux produits. S'agissant de la clientèle "entreprises", une segmentation plus fine de cette catégorie de clientèle devrait permettre un ciblage plus efficient de l'action commerciale et, partant, une adaptation plus appropriée de l'offre de service de la Banque à destination de ce segment.

En outre, l'action de développement des synergies avec les filiales du groupe, notamment avec la RMA, AL WATANIYA et MAROC FACTORING sera renforcée.

CRÉDITS D'INVESTISSEMENT

» Au terme de l'exercice 2000, les crédits d'investissement ont atteint un encours global de DH 6,8 milliards, enregistrant ainsi une progression de 14%. Le volume des autorisations, quant à lui, a progressé de 71% avec un montant de nouvelles autorisations de DH 4,1 milliards.

» L'année 2000 a été caractérisée par le bouclage, au cours du mois d'octobre, d'un accord de financement de Meditelem, portant sur un montant de 1 milliard d'Euros. BMCE Bank, en sa qualité d'arrangeur local, a réussi la levée d'un montant de DH 2 250 millions sur le marché local. Cette enveloppe, scindée en un crédit à long terme de DH 2 milliards et un découvert de DH 250 millions, a été couverte par un consortium de banques marocaines. Ainsi, sept banques marocaines ont participé au financement sous l'égide de BMCE Bank, qui intervient également dans cette opération en sa qualité de "Local Facility Agent". Elle est ainsi chargée de la gestion des déblocages de la tranche locale et de la gestion de tous les aspects y afférents.

Cette opération représente une première pour le système bancaire marocain dans la mesure où, d'une part, elle repose sur les mécanismes de financement du "Project Finance" et, d'autre part, la tranche de financement local se trouve imbriquée dans un ensemble de tranches de financement international lequel est arrangé par ABN AMRO, la Société Générale et la Société Financière Internationale, filiale de la Banque Mondiale.

» Les perspectives pour l'exercice 2001 sont encourageantes, compte tenu du potentiel important des projets d'in-

vestissement d'ores et déjà identifiés. En outre, la signature par l'Etat marocain en 2000 de 11 conventions avec des investisseurs étrangers pour une valeur d'investissement supérieure à DH 10 milliards aura des répercussions positives certaines sur l'activité de la Banque.

Afin de garantir un suivi technique des projets touristiques et immobiliers, une cellule dédiée à l'évaluation et au suivi des réalisations sera mise en place. Parallèlement, il est prévu la création d'une ligne de crédit spécifique à la promotion immobilière.

La fin de l'année 2000 et le début de 2001 ont été caractérisés par la mise en place de plusieurs financements en devises inscrits sur la ligne PROPARCO. Les projets d'exportation et touristiques demeurent les plus grands demandeurs de ce type de financement. Pour satisfaire cette demande croissante de financement en devises, de nouvelles lignes seront négociées. Par ailleurs, des contacts ont été entrepris avec un grand groupe bancaire allemand pour la mise en place d'une ligne de crédit de 50 millions de dollars US ou d'Euros.

MARCHÉ DES PARTICULIERS ET DES PROFESSIONNELS

CONCEPTION ET LANCEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS

» Lancement d'une nouvelle gamme de crédit immobilier s'articulant autour de trois produits différenciés par la politique de taux appliquée :

Il s'agit du prêt immobilier à Taux Fixe, du prêt immobilier à Taux Variable CAPE et du prêt immobilier à Taux Variable. Ces trois produits qui se caractérisent par une modularité des échéances, ont pour objet de financer l'acquisition du logement principal neuf ou ancien à hauteur de 90% de la valeur de l'acte sur une durée allant jusqu'à 18 ans.

» Lancement d'une Carte de retrait adossée sur compte sur carnet -dite Carte @cces-, destinée à tous les titulaires de compte sur carnet vert ou bleu :

Cette carte de validité nationale permet d'effectuer des opérations de retraits d'espèces auprès des guichets automatiques BMCE Bank, de consulter le solde du compte et d'obtenir le relevé des dix dernières opérations.

Activité des entités de la Banque

PROMOTIONS

ACTIONS DE COMMUNICATION PRODUITS

CYCLES DE FORMATION – INFORMATION – SENSIBILISATION

PLAN D'ACTION 2001

PLANIFICATION FINANCIERE

Activité des entités de la Banque

» De même, le processus de planification des filiales et réseau extérieur s'est traduit par :

- La présentation à l'ensemble des filiales au Maroc de l'intérêt d'un tel processus ;
- La visite de BMCE International afin de mieux cerner son activité et d'élaborer un reporting adapté ;
- La préparation d'un cadre de reporting pour l'ensemble des filiales au Maroc en concertation avec celles-ci ;
- La réception des premiers reporting trimestriels ainsi que des budgets 2001 pour l'essentiel des filiales ;
- Enfin, la préparation des budgets 2000 des bureaux de représentation et délégations.

» L'évaluation de la rentabilité des différents compartiments de la banque s'est poursuivie, au courant de l'année 2000, selon différents axes d'analyse : centre de profit du Réseau (agence, groupe, direction), métiers, principaux clients ou segments de clientèle.

» Dans le cadre de la participation active au projet 'Système d'Information Comptable et de Gestion' :

- Mise en place d'un Progiciel spécifique pour le reporting réglementaire exigé par Bank Al-Maghrib.
- Participation au processus de sélection du progiciel comptable avec la définition des besoins et le choix des étapes de mise en place.

» Dans le cadre de la refonte du SICG, la Direction de la Planification Financière contribue en tant qu'utilisateur futur sur les points suivants :

- S'assurer de la prise en compte de l'ensemble des besoins de la Planification financière au fur et à mesure de l'implémentation du nouveau système.
- Veiller à la souplesse de paramétrage du nouveau système par rapport aux exigences des règles de calculs prévues.

- Profiter de cette refonte pour anticiper les besoins futurs, notamment dans le cadre de la mise en place de la gestion actif-passif.

» En plus du reporting trimestriel qui analyse la situation financière détaillée de la banque, la Direction procède à diverses études ponctuelles (Etudes d'externalisation, création du centre acquéreur unique monétique, opérations spéciales avec des clients ou partenaires importants, évaluation de la rentabilité de l'activité MRE, analyse des frais généraux, étude sur le leasing immobilier et sur le crédit à la consommation, etc.). De même, elle a participé activement aux réunions avec les agences de notation et les investisseurs institutionnels.

» Durant l'année 2001, il est prévu de :

- Procéder au suivi du processus de planification Réseau, lancé en début d'année avec une situation détectrice d'écarts au terme de chaque trimestre.
- Examiner la question fondamentale du partage de revenus entre les différents centres de profit de la banque et généraliser le processus de planification à l'ensemble des entités de la banque.
- Réaliser des études de benchmarking afin de comparer la performance des filiales à celle du marché.
- Lancer les travaux relatifs au plan triennal 2002-2004 en concertation avec l'ensemble des entités concernées de la banque ainsi qu'avec les filiales.



ENGAGEMENTS ET RISQUES

Outre la poursuite du processus de mise en place des structures et systèmes d'information, initié en 1999, afin d'assurer une meilleure maîtrise des risques dans le cadre de l'activité d'octroi de crédit, l'activité de la Direction des Engagements et Risques a été principalement axée sur :

» D'une part, les analyses sectorielles, du portefeuille de risques et la mise en place d'outils de maîtrise de risques.

- En effet, le secteur des pêches fut analysé afin d'en déterminer l'évolution et les perspectives de développement. Par ailleurs, dans la perspective des Accords Maroc-UE à l'horizon 2010, il a été jugé opportun de mener une analyse relative à la mise à niveau des entreprises marocaines. D'autres analyses relatives aux secteurs des télécommunications et céréaliers furent également conduites.

- Par ailleurs, des tableaux de bords périodiques ont été élaborés permettant une meilleure analyse du portefeuille crédits et ce, par secteur économique, par type de crédit et par direction d'exploitation.

- Dans le cadre de la mise en place des outils de maîtrise des risques, un système de notation de la clientèle a été élaboré tenant compte aussi bien des aspects quantitatifs que des aspects qualitatifs.

» D'autre part, l'examen des dossiers de crédit, la gestion et le contrôle de la qualité des engagements au niveau du Département Engagements.

- Afin d'assurer un meilleur suivi des dossiers de crédit, l'automatisation des tâches de gestion, relatives à la consultation des mouvements de la clientèle ou la situation journalière des Groupes, a été poursuivie.

- Par ailleurs, une mise à jour régulière de la base de données relative au rating de la clientèle a été effectuée.

PRINCIPAUX PROJETS

Les activités du Pôle de Support au courant de l'année 2000 se sont principalement axées sur les projets structurants de la Banque et plus particulièrement sur la définition d'un nouveau Schéma Directeur SIB (Système d'Information Bancaire), parallèlement à la mise en place du Système d'Information des Ressources Humaines et du Système d'Information Comptable et de Gestion.

En effet, afin de se positionner comme banque des réseaux et des nouvelles technologies, BMCE Bank, accompagnée d'un

Cabinet conseil international, a entamé, au cours de l'année 2000, une mission de réflexion sur la refonte de son Système d'Information dans le cadre d'un Schéma Directeur susceptible de répondre aux orientations stratégiques de la Banque et visant à donner une plus grande cohérence, flexibilité et efficacité au SIB.

Dans la perspective de préparer «l'Agence du Troisième Millénaire», dont la mission essentielle sera l'acte de vente de l'ensemble des produits, solutions et conseil du Groupe, de nouvelles procédures de travail issues et supportées par le nouveau SIB seront mises en place et ce, afin d'alléger l'équipe commerciale des contraintes administratives et procédurales et créer ainsi un lieu d'accueil convivial et sécurisé où l'on traite au mieux les clients.

Deux autres projets fonctionnels majeurs sont actuellement menés en parallèle par la Banque, en cohérence avec l'approche modulaire de construction du nouveau SIB: le Système d'Information Comptable et de Gestion -SICG- et le Système d'Information des Ressources Humaines -SIRH-.

Dans le cadre du projet SICG, la Banque a sélectionné, avec l'assistance d'un Cabinet international de renom, un progiciel comptable qui permettra la mise en place d'une véritable comptabilité analytique -rentabilité par client, métiers et produits- et représente la solution intégrée répondant au mieux (i) aux contraintes du futur Système d'Information Bancaire et (ii) aux exigences de Bank Al-Maghrib dans le cadre du nouveau Plan Comptable des Etablissements de Crédits -PCEC-.

Le projet SIRH, pour sa part, vise la mise en place d'un nouveau système de gestion des Ressources Humaines, intégré, cohérent et fiable, qui serait opérationnel en 2002.

Ce projet permettra de faire évoluer la fonction Ressources Humaines vers un rôle de véritable acteur stratégique à même de gérer des pools de compétences, des plans de carrière, une politique de formation et d'engendrer une nouvelle culture de partage et d'information, de transparence, de responsabilisation et de Coaching. En outre, un système d'évaluation des collaborateurs y sera inclus pour permettre d'optimiser, de rationaliser et de motiver les effectifs de BMCE Bank aussi bien locaux que ceux à l'étranger.

SÉCURITÉ INFORMATIQUE

Dans la continuité du projet relatif au passage de l'an 2000 "Millennium Bug" et dans le cadre de la mise en place du Schéma Directeur, la Banque a défini une politique de sécurité informatique. Une mission d'organisation de la sécurité informatique a ainsi été confiée à un Consultant international en juin 2000.

2000 Rapport Annuel BANK ACTIVITÉ DES ENTITÉS DE LA BANQUE		ACTIVITÉ DES ENTITÉS DE LA BANQUE	
Activité des entités de la Banque			
Sur la base des conclusions de cette mission, un plan d'actions a été élaboré, visant (i) la protection du système d'information de la Banque contre les risques internes et externes, (ii) la continuité des services de la Banque à travers la mise en place d'un nouveau Centre de Back-up qui devrait être opérationnel au cours du 1er semestre 2001 et (iii) la mise en place d'une organisation et d'un système de management de la sécurité. CERTIFICATION QUALITÉ ISO 9001 La Banque a entrepris au cours de l'année 2000, une démarche de Certification Qualité, avec l'accompagnement d'un Cabinet Consultant international, afin d'assurer la mise en œuvre des moyens de satisfaire au mieux les attentes de la clientèle, lui fournir des services adaptés à ses besoins et garantir la qualité de ses prestations. Les champs de certification retenus par les instances de la Banque sont les Départements Etranger et Monétique, incluant les services du siège et ceux de l'ensemble du Réseau d'Agences. Ce processus entamé en Avril 2000 a suivi un plan d'action en trois phases, (i) conception du système qualité et mise en place de la documentation y relative, (ii) déploiement et application du système qualité et (iii) consolidation et évaluation du système qualité. La certification ISO 9001, pour les activités de commerce extérieur et monétique, a été décernée en avril 2001 par le Bureau Veritas Quality International. DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU L'activité de la Direction des Moyens Généraux s'est principalement axée sur l'extension du réseau d'agences commerciales à travers le Royaume avec l'ouverture de 11 nouvelles agences, le réaménagement du Siège de la Banque et de certaines agences aux normes SIV - Système d'Identification Visuelle -. CONTROLE GENERAL L'objectif essentiel du Contrôle Général demeure la consolidation de la culture de contrôle interne en vue d'assurer une maîtrise globale des risques et des coûts. Les normes établies et les procédures en vigueur constituent les paramètres d'évaluation permettant de cibler les actions d'intervention en vue d'éliminer les faiblesses et entraves, tant au niveau des comportements des agents qu'au niveau des	systemes et procedures, d'éliminer les discordances et dysfonctionnements comptables et administratifs, de faire respecter les normes et les procédures mises en place ainsi que de contrôler les risques de crédits et opérationnels. » Au cours de l'exercice 2000 et dans le cadre de la gestion du risque de crédit, outre l'évaluation de la gestion des engagements de 65 agences, 12 missions à caractère global ont été consacrées à l'audit des principaux domaines de la maîtrise du risque de crédit. Ces missions ont porté sur les engagements, les impayés, les crédits d'investissement, les dépassements persistants, les comptes gelés, les provisions ainsi qu'à l'évolution des indicateurs de crédits. » Concernant les risques opérationnels, 108 missions ont été menées, dont 65 à caractère global et 43 à caractère thématique. Les missions effectuées auprès des Services centraux ont concerné les dépenses d'investissement et de fonctionnement, le Crédoc Export, la Division Compensation – RVD, la Division Comptabilité Devises, le Département Monétique, le Département Traitement des Valeurs et la Coopérative. D'autres missions d'audit ont concerné des entités du Réseau extérieur, particulièrement la Succursale de Paris et le Bureau de représentation de Francfort, des entités du Pôle Banque d'Affaires, à savoir la Salle des Marchés, le Département Titres et MARFIN, ainsi que l'ensemble des aspects de gestion et d'analyse de la qualité du portefeuille crédit de l'Union Marocaine de Banque. » En outre, des missions d'évaluation des risques informatiques ont été effectuées et ont ciblé le Service ETEBAC - outil d'échange de données informatisé, utilisé par la clientèle des Grandes Entreprises pour se connecter au serveur dédié -, les GAB, le système SWIFT, la sécurité de l'exploitation du site central informatique ainsi que la sécurité physique et logique en agence. » Les activités de Contrôle Interne ont été articulées autour de l'évaluation des différents aspects de la gestion administrative et comptable du réseau déclinée à travers: • l'analyse à distance des comptes sensibles par sondage et l'analyse des comptes de liaison, engendrant parfois des interventions in situ; • l'analyse des inventaires annuels et des comptes rendus mensuels émanant des vérificateurs internes des Agences et des services centraux ; ces travaux constituent une importante base d'évaluation de la gestion et un indicateur du degré de maîtrise des risques au niveau de chaque structure; • l'analyse et le suivi des incidents déclarés tels que les incidents de caisse, de GAB, les valeurs égarées et les comptes en déshérence.		ETUDES ET DOCUMENTATION L'année 2000 s'est caractérisée par la réalisation de publications externes et internes. Dans ce cadre, plusieurs études économiques et sectorielles ont été publiées dans la Revue d'information aussi bien en français qu'en anglais. Les sujets traités portaient sur les secteurs de la tomate, de l'industrie pharmaceutique, des télécommunications et des nouvelles technologies de l'information. D'autres thèmes ont également été traités, portant sur les relations économiques du Maroc avec les pays de l'Union européenne, avec la Chine et avec les pays de l'Afrique de l'Ouest, sur le régime fiscal et les investissements au Maroc ainsi que sur la balance des paiements. Un numéro spécial sur les foires et salons dans le monde a aussi fait l'objet d'une publication dans la Revue. La brochure «Maroc en Chiffres 1999» a été éditée en trois langues (français, anglais et arabe) et a fait l'objet d'un tirage en 24.000 exemplaires. Par ailleurs, la collaboration avec le Ministère de la Prévision économique et du Plan a été poursuivie dans le cadre de la publication du mensuel «Repères Statistiques». Deux publications sur le tourisme en 1999 ont également été éditées pour le compte du Ministère du Tourisme. Parmi les publications distribuées à l'intérieur de la Banque, figurent la revue de presse quotidienne «Business Trends» ainsi que les dossiers documentaires «Research File», traitant des thèmes du e-commerce, du pétrole et de la qualité. De même qu'il a été publié d'une manière hebdomadaire «Financial Indicators». En outre, une sélection documentaire destinée à une clientèle ciblée a été éditée mensuellement. Grâce au système intranet de la Banque, l'ensemble du personnel a pu avoir accès au fonds documentaire - à travers l'interrogation en ligne du catalogue bibliographique et la consultation des articles de presse sélectionnés -, au quotidien «Business Trends», à l'hebdomadaire «Financial Indicators» ainsi qu'au «Tableau de bord de l'économie marocaine». L'intégration des autres publications et du Rapport Annuel de la Banque est à l'étude.

Activité internationale

L'année 2000 a été marquée par la consolidation de l'activité internationale de la Banque à travers des prises de participation dans des établissements bancaires à l'étranger et l'ouverture de nouvelles représentations.

REPRESENTATIONS DE LA BANQUE A L'ETRANGER

» BMCE Paris a atteint un Résultat net avant impôt de FRF 32 millions, en augmentation de FRF 30 millions par rapport à l'exercice précédent. L'exercice 2000 a enregistré une amélioration du produit net bancaire de 4% et une baisse des frais généraux d'exploitation de 3% dont les charges du personnel qui ont reculé de 7%.

En 2001, un effort particulier sera consacré au développement de la collecte des dépôts MRE, en coordination avec le Réseau Maroc. L'amélioration de la qualité des produits et services et des conditions financières devraient y concourir.

» BMCE Madrid a enregistré un bénéfice brut de PTAS 297 millions soit DH 20 millions environ, en augmentation de 25% par rapport à l'exercice précédent. Deux progrès majeurs ont été menés au cours de l'exercice: la migration informatique vers un nouveau système et l'ouverture du Bureau de Barcelone, rendue effective en février 2001. Les performances enregistrées par cette filiale tiennent à la qualité de son organisation, de ses effectifs, de même qu'à une politique commerciale agressive en direction de la clientèle espagnole, conduite en synergie avec la Banque de l'International.

En 2001, la hausse du résultat devrait se poursuivre grâce notamment au démarrage du Bureau de Barcelone, à la relance de l'activité MRE et au développement des échanges commerciaux et d'investissement entre l'Espagne et le Maroc.

» Au cours de l'exercice 2000, le Bureau de Londres a été inauguré en présence de M. Fathallah OUALALOU -Ministre de l'Economie et des Finances- et d'une délégation d'hommes d'affaires marocains. Cet événement, de même que la campagne de communication qui l'a accompagnée, ont permis de faire connaître ce Bureau de représentation qui enregistre, depuis lors, une manifestation d'intérêt de la part de la communauté d'affaires britannique.

Au cours du second semestre 2000, le Bureau de Pékin a été

inauguré en présence du Ministre des Finances et d'une délégation de personnalités publiques marocaines, de représentants de l'Administration chinoise, du secteur financier et du monde des affaires. La presse chinoise et marocaine a unanimement salué cette initiative d'un Groupe privé marocain et le Bureau est sollicité, depuis lors, par divers groupes chinois pour être informés sur les opportunités d'affaires et leur faciliter le contact avec le Maroc.

Au-delà de l'action commerciale visant à développer les échanges commerciaux et les investissements entre le Maroc et ces pays, les deux Bureaux -Londres et Pékin- mènent une action de prospection de leur marché respectif à la recherche d'opportunités d'affaires pour l'Agence de Paris et la filiale de Madrid.

» Concernant les Bureaux de Francfort et de Düsseldorf -opérations depuis octobre 2000- et la Délégation de Milan, des actions de collecte des dépôts MRE ont été menées et ce, parallèlement à la démarche des banques et des opérateurs économiques locaux pour canaliser des opérations bancaires internationales vers Paris et Madrid.

ACTIVITE MAROCAINS RÉSIDANT À L'ETRANGER

Les dépôts des Marocains Résidant à l'Etranger auprès de la Banque se sont élevés, au 31 décembre 2000, à DH 2,69 milliards en progression de 12,5% par rapport à l'exercice précédent, contre une progression de 5% pour le système bancaire. La part de marché de la Banque a augmenté de 7,3%, passant de 4,40% à 4,72%.

Plusieurs actions ont par ailleurs été menées afin de consolider ces performances qui laissent entrevoir des perspectives d'avenir encourageantes :

- Ouverture des Bureaux de Bordeaux et Düsseldorf;
- Accord de partenariat et de transfert avec deux établissements financiers AL ANSARI et LARI EXCHANGE aux Emirats Arabes Unis et avec l'UBAE en Italie;
- Lancement de nouveaux produits tels que la Carte Visa Electron International et le Prélèvement Bancaire Automatique au niveau de la France;

Activité internationale



- Plusieurs applications informatiques ont été mises en production au siège et à l'Agence de Paris, pour améliorer la qualité de service et la gestion des comptes MRE.

Le Plan d'action 2001, en termes de produits destinés à la clientèle MRE, prévoit le lancement du crédit immobilier, du crédit à la consommation et de nouveaux produits de placement à moyen terme (2-3 ans) avec la filiale de gestion d'actifs MARFIN ainsi que des produits de bancassurance. La relance du produit Dépôt à Terme avec une nouvelle grille de taux et la rémunération des comptes convertibles sont également inscrites comme priorités pour l'an 2001. Dans les pays où la banque n'est pas représentée, il est envisagé de finaliser des accords avec les sociétés de transfert de fonds - Belgique, Hollande, Libye, Arabie Saoudite et Bahreïn-.

PRISE DE PARTICIPATION DANS LE CAPITAL DE BANQUES ÉTRANGÈRES

Sur le plan des prises de participation, trois opérations majeures avec des groupes bancaires étrangers ont été finalisées en 2000:

- Un Pacte de Préférence Mutuelle a été scellé avec le Groupe Espirito Santo, qui s'est matérialisé par une prise de participation croisée de US\$ 25 millions. Les deux banques comptent développer une coopération basée sur l'échange d'expériences, notamment dans le domaine des Marocains Résidant à l'Etranger, des Grandes Entreprises et de promotion des produits du commerce extérieur.

- A travers une opération d'augmentation de capital, BMCE Bank a acquis une participation de 5% environ dans l'Arab Italian Bank (UBAE), spécialisée dans le financement des échanges italo-arabes et particulièrement italo-libyens. Une convention a été signée entre les deux Etablissements, prévoyant le partage d'opérations internationales avec l'Agence de Paris et la filiale espagnole.

- Avec la Banque de Développement du Mali, BMCE Bank a remporté l'appel d'offre lancé par l'Etat malien pour privatiser la 3ème banque de ce pays, la Banque Malienne de Crédit et de Dépôt. Les deux banques vont fusionner avant le 31 décembre 2001 pour donner naissance au 4ème groupe bancaire de la sous-région.

CORRESPONDENT BANKING

En matière de Correspondent Banking, l'année 2000 a été marquée par la poursuite de la consolidation des relations avec un réseau limité de correspondants à travers le monde, afin de développer des relations plus équilibrées et des conditions plus compétitives, la canalisation du maximum d'opérations vers l'Agence de Paris, la filiale en Espagne et les partenaires Commerzbank, Banco Espirito Santo et UBAE, ainsi que par la maîtrise de l'outil de gestion et de mesure du niveau des relations avec les correspondants, afin de veiller à leur rentabilité.

BMCE Bank a remporté de nouveau cette année le protocole de financement du blé français. En outre, l'Arab Trade Financing

Activité internationale

Program a concédé à l'Agence de Paris un crédit de US\$ 25 millions, au taux du marché sans marge, pour une durée de 6 mois, grâce à un montage financier avec cette Institution.

Au cours de l'année 2000, 120 banques ont rendu visite à la Banque. Des visites en France, en Italie, en Allemagne, en Libye, en Chine, au Royaume-Uni et en Hongrie ont été organisées dans le cadre de la participation aux réunions annuelles du FMI et de la BIRD.

Le plan d'action 2001 prévoit (i) la création d'une société de trading avec la participation de Finance.com, (ii) la mise en place d'un système d'évaluation des produits financiers, (iii) la mise en place d'une ligne BID en faveur de l'Agence de Paris, pour US\$ 25 millions dans le cadre d'un accord de financement et (iv) la création d'une Division Risque-Pays.

COMMERCE EXTERIEUR

Au courant de l'exercice 2000, une trentaine de visites de clientèles ont été organisées, outre l'élaboration d'une liste de quelques 200 prospects présentée à la Banque du Réseau Maroc. Par ailleurs, des séminaires "commerce extérieur" en faveur de la clientèle et des réunions internes avec les

Directeurs d'agence et les Responsables des Départements Etrangers ont été programmés.

La Banque a également participé à plusieurs événements tels que le Forum des importateurs et exportateurs arabes, organisé à Casablanca par le Fonds Monétaire Arabe, la réunion de la mission canadienne au Maroc et celle de la Commission Sectorielle Maroc-Libyenne.

Plusieurs sociétés étrangères du Royaume-Uni, de Chine et d'Italie ont été mises en relation avec les clients BMCE Bank dans le cadre d'un partenariat commercial ou d'un projet d'investissement conjoint.

Par ailleurs, l'image de BMCE Bank en tant que banque du commerce extérieur a été renforcée à travers le lancement du site " www.Interexmaroc.com ", en partenariat avec la société française INTEREX. Les autres partenaires sont IBM, Wanadoo, l'Economiste et la RAM.

Ce site comprend 12.000 pages d'informations et de services opérationnels et est composé de 3 parties:

» Interexservices : offrant l'accès à plus de 50 services opérationnels - dont plus de la moitié sont gratuits - pour prospecter un marché, expédier des marchandises, organiser un voyage, payer et se faire payer, préparer une offre, etc...

» Interexmarchés : mettant à la disposition des entreprises une base de données inédite sur l'économie, les affaires et le commerce dans 80 pays du monde (l'Atlas Interex), ainsi qu'un système dynamique de lecture d'opportunités et de recherche de débouchés (Opportunités & Tendances).

» Interexnews : proposant une synthèse de l'actualité économique, nationale et internationale.

GRANDES ENTREPRISES

La Banque demeure leader dans le segment des Grandes Entreprises. Cette catégorie d'entreprise constitue potentiellement de grands pourvoyeurs de clientèle de particuliers, à travers leurs effectifs. Des conventions ont été signées avec certaines d'entre elles, d'autres sont en cours. Malgré un marché caractérisé par une vive concurrence, notamment sur ce segment, presque tous les indicateurs sont en progression, notamment ceux concernant les domiciliations, les mouvements import et export, les crédits import et export ainsi que les placements.

RELATIONS MAROC - ALLEMAGNE

L'exercice 2000 a confirmé le rôle de BMCE Bank en tant que première Banque dans la relation avec l'Allemagne. Sa participation en tant que sponsor officiel à l'Expo 2000 de Hanovre, de juin à septembre 2000, a été l'occasion de mener une action "de terrain", conjointement avec le Bureau de représentation de Francfort, en vue de renforcer le positionnement de la Banque comme guichet bancaire privilégié pour l'investissement allemand au Maroc. Un programme de visites sectorielles a, par ailleurs, été élaboré en collaboration avec l'Ambassade du Maroc à Berlin.

Le plan d'action 2001 prévoit l'organisation de visites sectorielles, en collaboration avec la Chambre de Commerce Régionale en Allemagne, en vue de soutenir le partenariat commercial et de promouvoir l'investissement au Maroc.



Activité de Banque d’Affaires

Au cours de cet exercice, la priorité a été accordée aux activités de marché qui s’érigent en vecteur moteur pour l’ensemble des autres activités du Pôle Banque d’Affaires.

BMCE CAPITAL MARKETS

BMCE Capital Markets -la Salle des Marchés- se positionne en leader dans le domaine de l’intermédiation de changes, ainsi que sur les marchés monétaire et obligataire.

Elle détient, sur le segment du change commercial, une part de marché estimée à 30%. D’autre part, elle est contrepartie dans près de 45% des transactions réalisées sur le marché monétaire des Bons du Trésor (BT) et 31% des transactions sur le marché secondaire des BT.

Par ailleurs, BMCE Capital Markets est pionnière sur le segment des nouveaux produits financiers, notamment avec le lancement de produits de change innovants, de swaps de taux ou de négociations sur or physique.

Au terme de l’exercice 2000, BMCE Capital Markets a affiché un niveau de revenus de DH 179 millions, soit un taux de réalisation de 99% par rapport aux objectifs fixés. Par ailleurs, le Résultat Brut d’Exploitation, issu des activités de marché, s’est établi à DH 155 millions.

PERSPECTIVES 2001

Le plan d’actions 2001 s’articule principalement autour d’une stratégie marketing dynamique visant un gain de parts de marché et ce, à travers le lancement de nouveaux produits de change, de couverture de risque, le renforcement des ventes croisées vis-à-vis de la clientèle ("cross-selling"), une communication spécifique ainsi que le développement de l’activité à l’international et dans la région maghrébine notamment. Par ailleurs, l’objectif de BMCE Capital Markets est de concevoir, à fin 2001, une maquette de site WEB interactif pour les activités de marché et ce, à l’instar des grands projets européens tels que FX Alliance et ATRIAX.

MARFIN

Au terme de l’exercice 2000, MARFIN s’est maintenue en troisième position sur le marché, avec une part de marché globale de plus de 11%.

En effet, MARFIN a enregistré au cours de l’année 2000 une baisse de 9% de l’actif géré en raison d’une conjoncture de marché difficile - hausse des taux d’intérêt et baisse des cours en bourse -. Toutefois, cette contre-performance demeure en deçà de celle du secteur, qui a accusé un recul de plus de 22% de l’actif global géré, atteignant DH 35,5 milliards. Cette performance témoigne d’une stratégie dynamique de fidélisation de la clientèle existante à travers une politique de communication régulière sur l’évolution des marchés actions, obligataire et monétaire, permettant ainsi à la clientèle de déceler les moments propices aux opportunités de placement. Dans cette optique, la société a lancé plusieurs publications, notamment MARFIN News -la lettre d’information mensuelle-, La Vie des Fonds, etc...

Par ailleurs, MARFIN se positionne en tant que leader sur les SICAV monétaires avec le fond IRAD, détenant 21% de parts de marché. En effet, l’actif géré par IRAD s’est élevé à DH 2,7 milliards en hausse de 54%, soit plus de 61% de son actif global. On notera également pour l’exercice 2000, l’obtention de la certification A.I.M.R, signal fort de la qualité de gestion des actifs au sein de MARFIN.

PERSPECTIVES 2001

Dans la perspective d’une reprise de l’activité économique nationale, MARFIN centrera ses efforts sur le renforcement de son action commerciale visant le positionnement sur les fonds obligataires et actions en général et sur les fonds indiciels en particulier. Ces derniers devraient bénéficier davantage d’un éventuel renversement de tendance.

De plus, la société a mis sur place une cellule de gestion patrimoniale, ayant pour fonction première la revalorisation optimale du patrimoine de la clientèle haut de gamme.

MAROC INTER-TITRES

Maroc Inter-Titres, la société de bourse, s’est maintenue au second rang du secteur, détenant une part de marché de près de 15% qui correspond à un volume global de DH 5 205 millions. Par ailleurs, des actions qualitatives ont été menées à savoir, la restructuration de cette entité afin de lui permettre de s’adapter aux potentialités réelles du marché dans lequel elle opère et de réagir opportunément au retournement de tendance du marché boursier. A cet effet, plusieurs actions ont été menées visant une amélioration de la productivité :

Activité de Banque d’Affaires

- » Recrutement de nouveaux effectifs à travers l’activation de la promotion interne;
- » Mise en place de nouvelles procédures régissant les activités de marché, notamment avec la création d’un Middle Office;
- » Renforcement du dispositif de contrôle et de fiabilisation des processus de traitement des opérations;
- » Modernisation du système informatique afin de répondre aux nouvelles exigences du marché.

PERSPECTIVES 2001

Le plan d’actions de MIT a trait principalement au renforcement de la politique commerciale à travers l’implémentation d’actions commerciales spécifiques sur la base d’une segmentation de la clientèle en institutionnels, patrimoniaux, clients étrangers et clientèle du réseau BMCE Bank. Un Target Market pointu relatif à chacune des cibles sera élaboré afin de définir les actions à entreprendre visant :

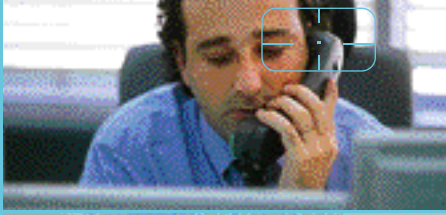
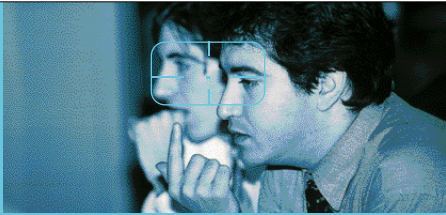
- » D’une part, à optimiser le portefeuille de clients existant.
- » D’autre part, à développer le portefeuille clientèle aussi bien marocaine qu’étrangère et ce, à travers l’organisation de visites régulières, la participation aux manifestations financières nationales et internationales relatives aux pays de la zone MENA, la diffusion régulière de notes de recherche en langues française et anglaise, la proposition de produits nouveaux, etc.
- » Enfin, un projet ambitieux de site internet intégrant le concept de Brokerage On Line est en cours de réalisation. Ce projet qui devrait s’adapter aux besoins des différentes catégories de clients ciblées, sera le résultat d’un partenariat abouti entre BMCE Capital et BMCE Bank.

CORPORATE FINANCE

CAPITALINVEST

CAPITALINVEST, structure de capital investissement de BMCE Capital, a été créée en janvier 2000 en partenariat avec le Groupe SIPAREX, leader du capital investissement en France.

CAPITALINVEST a lancé au courant de mars 2000 son premier fonds d’investissement CAPITAL MOROCCO, dédié aux prises de participations dans des entreprises marocaines de taille moyenne non cotées. Ce Fonds, d’une taille de DH 250 millions, a réuni dans son tour de table de prestigieux investisseurs nationaux, européens et du Moyen Orient.



Activité de Banque d'Affaires		
A ce jour, CAPITALINVEST a conclu deux opérations d'un montant supérieur à 10 millions de dirhams chacune. Trois opérations d'envergure représentant un investissement global de plus de DH 50 millions seront réalisées avant la fin du 1er semestre 2001. PERSPECTIVES 2001 Le plan d'actions de CAPITALINVEST au titre de l'exercice 2001 s'articule essentiellement autour de l'investissement avec pour objectif la finalisation de quatre transactions. A cet effet, d'importants efforts de prospection, aussi bien directs qu'indirects, seront déployés, incluant l'étude des dossiers issus des démarches volontaires des entrepreneurs, l'exploitation de la base de données du Fonds, l'animation permanente d'un réseau de prescripteurs composé de cabinets d'audit, d'associations, d'experts, du réseau BMCE Bank, etc. CAPITAL CONSEIL Les activités de Capital Conseil, entité de conseil en opérations de haut de bilan, ingénierie financière et orientation stratégique, se développent à l'aube du démantèlement douanier, et dans un contexte économique en phase de transition. En effet, le tissu industriel marocain, principalement constitué de PMI et PME familiales, devrait se restructurer à l'approche de l'échéance de libéralisation des marchés. En témoigne la participation au courant de l'année 2001 aux appels d'offres publics et notamment celui émanant du Ministère du Tourisme en consortium avec des experts internationaux, Rothschild Conseil International et TRI Hospitality Consulting. Depuis sa création, et grâce aux synergies intra-groupes, Capital Conseil a obtenu deux mandats, un troisième étant dans le pipeline. FINANCEMENTS STRUCTURES Créé en 1999, le Département Financements Structurés en charge du Project Finance et du Financement Spécialisé fournit aux emprunteurs, entreprises ou projets, les solutions optimales en matière de financement. Ainsi, ce Département a été associé, en 2000, à des opérations majeures sur le marché pour les phases de structuration et conseil, montage juridique et placement. Par ailleurs, ce Département développe au Maroc un concept nouveau de financement à long terme. Cette	entité a été mandatée en tant que Conseil par Méditel dans le cadre de la structuration -pour la tranche locale- d'un financement à long terme d'un montant global de un milliard d'Euro. Elle intervient également en tant que conseil financier de l'ONE dans le cadre du projet de la concession de la centrale de TAHADDART. En 2001, dans la perspective d'une réactivation des émissions d'emprunts (obligations, titres de créances négociables) sur les marchés des capitaux suite à la baisse des taux d'intérêt, le Département mène une politique commerciale dynamique vis-à-vis des émetteurs potentiels. DEPARTEMENT TITRES L'exercice 2000 a été marqué par l'intégration du Département Titres au sein de BMCE Capital. Une dimension nouvelle, commerciale et diversifiée, est par conséquent attribuée au rôle de cette entité au sein du Groupe, l'assimilant désormais à un centre de profit réel, le Département s'élevant en opérateur de Middle et Front Office. Dans cette optique de développement, les efforts ont été axés sur l'amélioration du système d'information Titres afin de disposer d'une plate-forme de gestion de valeurs mobilières performante et de permettre une ouverture sur les saisies et consultations décentralisées en agence. Sur le plan stratégique, le Département Titres a mené une politique de diversification de ses actions commerciales destinées aux différentes cibles: les institutionnels locaux et étrangers, les sociétés de gestion de portefeuille et les émetteurs. Grâce à cette stratégie commerciale, la Division est parvenue, en 2000, à maintenir sa part de marché en termes de volume transactionnel à 18%. Le Département Titres de BMCE Capital demeure leader en termes de volumes de commissions issues des opérations sur le marché monétaire, avec une part de marché dépassant les 45%. Enfin, les commissions OPCVM se sont élevées à DH 3,1 millions, l'activité dépositaire s'étant élargie, le nombre de fonds en compte est passé de 13 à 17.	PERSPECTIVES 2001 Visant le renforcement des synergies intra-Pôle et l'amélioration permanente de la qualité de service, la stratégie du Département Titres pour l'exercice 2001 se décline en trois principaux axes: » La poursuite du développement de l'activité dépositaire, et l'élargissement du portefeuille clientèle: OPCVM, institutionnels locaux et étrangers; » L'alignement sur les standards internationaux via la certification ISO; » L'intégration des opérations Titres dans le projet d'E-Banking de BMCE Bank. ANALYSE & RECHERCHE Détaché de la société de bourse -M.I.T.-, le Département a été réorganisé en véritable cellule de savoir-faire et d'expertise technique, concourant activement aux diverses activités de Banque d'Affaires. Ainsi, le Département Analyse & Recherche est dorénavant directement impliqué dans toutes les transactions menées au sein de la Banque d'Affaires et contribue de façon active à la réussite des différentes opérations entreprises. En 2000, le concours du Département a concerné plusieurs projets, dont: » L'émission de Bons de Sociétés de Financement par Diac Equipement et Maghrebail; » L'émission de Certificats de Dépôts par BMCE Bank; » Les missions d'évaluation et d'analyse financière pour des opérations d'IPO; » La réalisation d'un Target Market pour les activités de Corporate Finance, etc... Par ailleurs, le Département Analyse & Recherche a réalisé, en collaboration avec le Responsable de la Modélisation et de l'Analyse Quantitative de BMCE Capital, un modèle d'analyse et d'évaluation financière, permettant un diagnostic financier exhaustif et fiable des différentes sociétés cibles. La stratégie au titre de l'exercice 2001 s'oriente vers une ouverture à l'international à travers une communication médiatique judicieuse. A ce titre, des relations ont été nouées avec des groupes d'investisseurs internationaux de renom, notamment Merrill Lynch, Nomura et IFDCG Paris. L'objet final de ce projet est de développer et d'étendre l'intervention des investisseurs étrangers sur la Bourse des Valeurs de Casablanca. Ce travail de fond sera accompagné par un Road Show, permettant d'établir des relations durables avec lesdits institutionnels, attirant leur attention sur l'attractivité des faibles niveaux de valorisation de la Place Marocaine. 

Activité des Filiales Financières Spécialisées

Activité des Filiales Financières Spécialisées

MAGHREBAIL

L'encours net comptable de Maghrébail a atteint, à fin décembre 2000, DH 1,8 milliard, en hausse de 15,8% par rapport au 31 décembre 1999. La société se maintient en tête du secteur du leasing pour la huitième année consécutive, avec une part de marché de 23%.

Dans un contexte fortement concurrentiel, le Produit net a augmenté de 6,5%, s'établissant à DH 89,1 millions.

Le Résultat Net de l'exercice 2000, pour sa part, a marqué une hausse de près de 4% à DH 34,5 millions.

Outre les actions de communication et marketing, Maghrébail a procédé au lancement de son site Web "www.maghrebail.co.ma" en février 2000.

Le plan d'action 2001 prévoit le développement de l'action commerciale directe, le renforcement des synergies commerciales avec BMCE Bank de même que le développement de la contribution des fournisseurs à travers la consolidation des conventions existantes et la signature de nouvelles conventions.

Leader des sociétés de crédit-bail depuis plus de 25 ans, MAGHREBAIL comptait déjà la Banque parmi ses membres fondateurs lors de sa création en 1972. Depuis mai 2000, BMCE Bank et ses affiliés détiennent 50,91% du capital de Maghrébail.

RESULTAT NET (EN MDH)

		33,3	34,5
	30,4		
27			
1997	1998	1999	2000

SALAFIN

L'Encours des Crédits de la société a augmenté de 36,5%, atteignant DH 407 millions contre +6,6% pour le secteur.

Le PNB a atteint DH 38,2 millions à fin décembre 2000 contre DH 31,1 millions, soit une hausse de 22,9%.

Le Résultat Net, après dotations aux provisions, atteint plus de DH 10 millions contre DH 2,6 millions à fin 1999, multiplié par près de 4 sur la période.

Au cours de l'exercice 2000, la société a poursuivi la consolidation de sa part de marché sur le crédit automobile comme produit phare avec une part de marché de 13% ainsi que le développement de nouveaux produits.

Par ailleurs, le lancement de la formule de Location avec Option d'Achat a permis de confirmer la position de la société en tant que référence en termes d'innovation. En outre, Salafin s'est distinguée en étant le premier partenaire des importateurs automobiles en terme de packages conclus et en devenant le partenaire privilégié de divers importateurs d'automobiles.

Le plan d'action 2001 comprend l'ouverture de trois agences directes à Rabat, Casablanca et Marrakech ainsi qu'un Desk à Meknès, et ce en plus des quatre desks déjà existants.

Le partenariat avec SUPERDIPLO a permis dès novembre 2000 d'ouvrir un desk OXYGEN au sein du supermarché de Casa-blanca. Cette initiative devrait être poursuivie pour toutes les nouvelles ouvertures prévues de supermarchés.

La Société de Crédit à la Consommation SALAFIN a été créée en 1997 et dotée d'un capital de DH 100 millions, parmi les plus consistants du secteur. Elle commercialise des produits de financement d'acquisition de véhicules - BMCE Salafauto et Locasalaf - une carte de cré - dit adossée à une ligne de crédit revolving - Oxygen - ainsi que le crédit personnel sous convention employeur et convention DRPP.

ENCOURS CREDITS (EN MDH)

			407
		298	
	224		
76			
1997	1998	1999	2000

MAROC FACTORING

Le volume des Créances Remises à Maroc Factoring s'est accru de +24,5% en 2000 à DH 1,79 milliard. Cette progression exceptionnelle, dépassant la moyenne de progression réalisée au cours des trois derniers exercices, a été enregistrée grâce à la croissance conjuguée du factoring branches domestiques et export.

Le chiffre d'affaires de la société a atteint DH 27,1 millions, augmentant de +16% en raison principalement de l'évolution des commissions générales de factoring.

Le Produit Net s'est, pour sa part, apprécié de 17,2%, atteignant DH 20 millions.

Les provisions constituées au titre de l'exercice 2000 se sont élevées à DH 2,74 millions, représentant moins de 0,2% du volume cumulé des créances reçues.

Le Résultat Net généré s'est inscrit en hausse de 11,4%, atteignant DH 5,6 millions.

Dans le cadre du renforcement de la synergie avec le réseau BMCE Bank, des réunions et visites ont été organisées, en collaboration avec les directions régionales du réseau de la Banque.

Créée à l'initiative de BMCE Bank qui détient 95% de son capital, la société MAROC FACTO - RING est pionnière de l'activité factoring au Maroc. La société offre aux entreprises différents produits s'articulant autour de son activité principale :

- » le financement immédiat de leurs factures, en totalité ou en partie,
- » la gestion et le recouvrement des factures en lieu et place du client,
- » la garantie à 100% contre les risques d'impayés sur les acheteurs privés.

ENCOURS GLOBAUX (EN MDH)

		595	692	642
454				
1997	1998	1999	2000	

ACMAR

Au cours de l'exercice 2000, la société a enregistré une progression remarquable du volume des primes brutes émises au titre de l'exercice 2000, soit +46%, s'établissant à DH 13,3 millions. En incluant les produits de placement, le chiffre d'affaires s'établit à DH 14,5 millions.

Le Résultat Technique s'est inscrit en forte hausse, soit +380%, à DH 2,18 millions sous la hausse conjuguée du volume des primes brutes émises et des produits affectés qui ont été triplés à DH 1,2 million.

Suite à la constitution d'une provision pour dépréciation de titres de DH 3,6 millions et d'une provision d'équilibrage de DH 898 000, le Résultat Net s'est établi en déficit de DH 772 000 contre un bénéfice de DH 559 000 à fin 1999.

Au cours de l'exercice 2000, un colloque a été organisé, en collaboration avec d'autres opérateurs du risque client (SMAEX, Maroc Factoring, EULER, COFACE) afin de sensibiliser les entreprises à une gestion moderne de leurs relations avec la clientèle.

Le plan d'actions 2001 comprend le renforcement des actions de communication de même que le renforcement des actions de sensibilisation auprès des banques de la place dans la perspective de sceller de nouveaux partenariats.

La société est le seul opérateur d'assurance crédit au Maroc, offrant une couverture du risque d'impayé sur les opérations traitées localement.

La garantie d'ACMAR s'inscrit dans le cadre d'un ensemble de services :

- » la prévention du risque, en mettant à la disposition des assurés un service de collecte de données économiques et financières sur un grand nombre de sociétés marocaines leur permettant la sélection et la surveillance de leur clientèle,
- » le recouvrement : l'assuré peut s'en remettre à ACMAR pour toutes les démarches à entreprendre,
- » l'indemnisation des assurés : remboursement des pertes subies du fait de l'insolvabilité de leurs clients, à hauteur de la quotité garantie.

PRIMES EMISES (EN MDH)

			13,3
		9,1	
	5,7		
3,1			
1997	1998	1999	2000

	CHIFFRES D'AFFAIRES (KDH)				R É S U L T A T N E T (KDH)			
A FIN DÉCEMBRE	2000	1999	1998	1997	2000	1999	1998	1997
MAROC FACTORING	27 080	23 336	23 055	22 722	5 594	5 021	6 078	7 169
ACMAR	14 520	9 523	6 276	3 422	-772	559	1 120	992
SALAFIN	66 271	42 758	25 754	*6 308	10 182	2 602	462	*39
MAGHREBAIL	711 996	693 383	665 989	603 268	34 529	33 271	30 369	26 908
								* six mois d'activité

Bilan social



La valorisation des ressources humaines, la gestion des carrières, l'identification des potentialités et le développement des actions sociales constituent les principes essentiels qui fondent la politique de Ressources Humaines de la Banque.

RECRUTEMENT ET GESTION DE L'EFFECTIF

Dans une perspective d'amélioration du niveau de formation et de qualification de ses effectifs, la politique de recrutement de la Banque se caractérise, désormais, par une orientation vers des candidats à fort potentiel et à profils pointus.

Pendant l'année 2000, l'effort de recrutement initié depuis l'année 1998 s'est poursuivi à travers le recrutement de 50 cadres et de 143 employés. Ainsi, les recrutements de l'année 2000 ont concerné aussi bien le réseau bancaire avec 129 nouvelles recrues que les différentes entités du siège avec 64 recrutements, représentant 33% du total.

Le total de l'effectif permanent au 31 décembre 2000 s'est élevé à 2 890 contre 2 843 une année auparavant, soit une hausse de 1,6%.

La proportion de l'effectif féminin ressort à 31% contre 27% en 1995. La part des femmes cadres par rapport à l'effectif de cette catégorie a également progressé, passant de 12% en 1995 à 20% en 2000.

La proportion de l'effectif âgé de moins de 35 ans est passée de 24,6% en 1997 à 33,4% en 2000, soulignant un rajeunissement de l'effectif. La moyenne d'âge au sein de la Banque est de 42 ans alors que l'ancienneté moyenne est de 16 ans, niveau stable depuis trois ans.

La population des collaborateurs disposant d'un niveau de formation supérieur ou égal à Bac + 4 a connu une pro-

gression de 12,5%. Elle représente désormais 18% de l'effectif total contre 16% à fin 1998.

REPARTITION DE L'EFFECTIF HOMMES / FEMMES

746	753	744	790	861	892
1975	1954	1930	1935	1982	1998
1995	1996	1997	1998	1999	2000

FEMMES HOMMES

MOBILITE ET MOUVEMENTS INTERNES

Dans le cadre de la politique d'encouragement à la mobilité interne au sein de la Banque, le nombre de mouvements du personnel durant l'année 2000 s'est élevé à 334 contre 259 l'année dernière, soit un taux de mobilité interne de 11,6% contre 9,4% en 1999. La démarche d'incitation au recrutement interne devant précéder le recrutement externe est désormais davantage observée au sein de la Banque.

FORMATION

Outre les actions de consolidation des connaissances du personnel en techniques juridiques, financières et économiques liées à l'activité bancaire, le programme de formation 2000 a développé un ensemble de modules pour accroître «l'agressivité commerciale» des Chargés de Clientèles Particuliers et Entreprises, améliorer leur capacité de rédaction et de communication, et leur permettre de maîtriser la bureautique et perfectionner leur apprentissage des langues étrangères.

Bilan social

De même, le programme de formation s'inscrit dans les nouveaux axes stratégiques de la Banque par la mise en place de cycles intensifs d'apprentissage destinés aux jeunes universitaires devant assumer des responsabilités élevées au sein des agences du Réseau.

L'exercice a été également marqué par la mise en place d'actions de sensibilisation à la qualité et à l'environnement dans le cadre de la démarche de certification ISO 9001 et ce, au profit d'un demi millier de collaborateurs.

Dans l'attente de la mise en œuvre du projet de réforme de la formation bancaire engagé au niveau du GPBM, les nouvelles inscriptions à ces cycles ont été gelées. Cependant, les collaborateurs déjà inscrits au Brevet Bancaire et à l'ITB ont poursuivi leur formation durant l'année 2000. Parallèlement, 193 personnes ont suivi des cours de langues, soit près du double par rapport à 1999.

Les taux de participation aux formations et séminaires au Maroc et à l'étranger se sont élevés respectivement à 1,9% et 0,8% du total, contre près de 90% pour les cycles de formation en interne.

AFFAIRES SOCIALES

En vue d'assurer un climat social stable au sein de la Banque, les actions menées en 2000 dans le domaine des affaires sociales s'articulent autour de l'amélioration du bien être et de l'épanouissement du personnel. Le réaménagement du Restaurant du Siège, les taux de satisfaction élevés en matière de centres et de colonies de vacances et la baisse significative du taux d'intérêt sur le prêt logement témoignent de ces réalisations.

La politique de crédits en faveur du personnel a visé la satisfaction des besoins du personnel et le maintien du niveau d'endettement global dans des proportions raisonnables.

Ainsi, 275 personnes ont bénéficié de prêts au logement, soit une enveloppe globale de 66 millions de dirhams contre 89 millions de dirhams en 1999. Le montant des crédits à court terme accordés a atteint 52,2 millions de dirhams.

Les allocations "Fonds de solidarité" se sont stabilisées d'une année à l'autre et les aides au "Pèlerinage" ont progressé de près de 30%. Les avances sur frais médicaux, quant à elles, sont passées de 17 millions de dirhams à près de 20 millions de dirhams.

Les subventions aux œuvres sociales ont concerné la restauration, les distributeurs d'eau, les centres de vacances, les colonies de vacances et les carnets de piscines.

Le plan d'action 2001 prévoit l'amélioration des conditions d'assurance, d'assistance et de solidarité pour le personnel, la mise en œuvre de nouvelles actions sociales et le développement du système d'information afin d'optimiser le délai de traitement des prestations sociales.

COMMUNICATION INTERNE

L'année 2000 a cristallisé la mise en œuvre d'une politique de communication interne pour le Groupe BMCE dont les axes s'articulent autour de principes fédérateurs que sont l'ouverture, la participation et l'identification. La stratégie mise en place vise à développer la culture d'entreprise BMCE Bank, à travers l'écoute, le partage et le maintien d'un climat interne favorable au sentiment d'appartenance au Groupe.

» Afin de susciter l'intérêt du lectorat, chaque année une nouvelle maquette du journal interne "INTERNEWS" est lancée. Une amélioration non seulement de la forme mais aussi du contenu est effectuée sur la base des résultats du sondage annuel auprès des lecteurs. Tous les documents internes sont imprimés sur papier recyclé afin de véhiculer une valeur forte de la culture d'entreprise BMCE Bank, la citoyenneté.

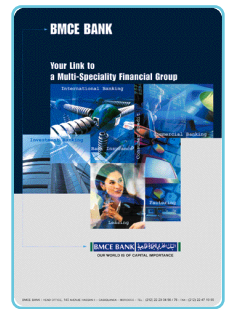
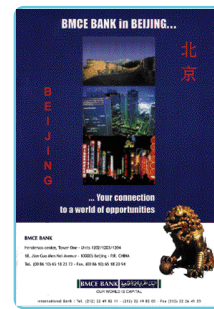
» Dans le cadre de la restructuration de la filière accueil des stagiaires, l'ensemble des documents qui leur sont remis à leur arrivée au sein de la Banque ont été relookés selon la charte de communication interne. L'exploitation de ces documents permet d'identifier des pistes de réflexion et d'amélioration du système de communication interne. Le Bilan d'entretien et la fiche d'appréciation ont été également réédités dans le respect de cette charte.

» Le développement du site Intranet de la Direction des Ressources Humaines permet de mettre en œuvre une communication de proximité et de transparence en mettant l'accent sur l'interactivité que peut offrir ce canal d'information. Outre les rubriques classiques, telles les informations pratiques, la présentation de la Direction, le dispositif de formation et les règles internes, ce site met à la disposition des collaborateurs des flash d'actualité.

» Le plan d'action 2001 prévoit le lancement d'une nouvelle version interactive du journal interne accessible via l'Intranet ainsi que le développement d'une version dynamique du Trombinoscope BMCE Bank, outil interne convivial, permettant une meilleure communication. Sont également prévues des actions telles que la publication du guide du personnel, l'édition du livre d'entreprise et d'un livret vert BMCE Bank.

communication

communication



En 2000, la communication Institutionnelle a accompagné le développement du Groupe, véhiculant l'image d'une Banque engagée dans les nouvelles technologies de l'information, et dont la vocation est de devenir le réseau de distribution des produits et services d'un Groupe Financier Multimétiers. Cette image a été déclinée sous différentes formes et a fait l'objet d'une large diffusion dans la presse spécialisée nationale et internationale, ainsi que sur différents supports institutionnels tels que le rapport annuel, agenda, cartes des vœux, site Internet ...

Sur le plan de la communication événementielle, la banque s'est attachée à développer trois axes de communication majeurs au cours de l'année 2000 :

Le premier axe de communication a porté sur le leadership de BMCE Bank à l'international. Au cours de l'année 2000, la Banque a notamment inauguré ses bureaux à Londres et à

Pékin, soulignant ainsi sa vocation et son rôle pionnier dans le domaine de l'international. BMCE Bank est la première institution Africaine à être présente en Chine.

Par ailleurs, la Banque s'est attachée à souligner son expertise dans le domaine de la bourse et des activités de marché. Elle a notamment procédé à la signature d'une convention avec l'Université Al Akhawayn d'Ifrane, portant sur la mise en place d'une salle des marchés et un programme de formation au sein de l'université.

Le troisième axe de communication consacre la dimension citoyenne et sociale de la Banque. L'année 2000 a été riche en événements marquant les différentes phases de construction du projet des écoles communautaires rurales de la Fondation BMCE. La Fondation BMCE a, d'ailleurs, scellé plusieurs conventions au cours de l'année avec différents partenaires de référence.

Ainsi, l'ensemble de ces événements ont bénéficié d'une importante couverture médiatique, aussi bien sur le plan national qu'international.

En marge de ces actions, la banque a réalisé un film institutionnel intitulé «Les Mille et une Ecoles» en versions française et anglaise d'une durée de 18 minutes, présentant le projet des Ecoles Communautaires Rurales de la Fondation BMCE, à travers sa dimension conceptuelle, pédagogique et sociale. L'exploitation de ce film est prévue à partir de l'année 2001 et permettra d'illustrer les différentes manifestations organisées par BMCE Bank et la Fondation BMCE.

La Communication de Marché a mis l'accent, en 2000, sur les nouveaux produits et services proposés par la Banque, avec notamment, le lancement de sept nouveaux produits de bancassurance, ainsi que celui du «compte campus», un produit destiné aux jeunes et aux étudiants. Au niveau de la monétique, BMCE Bank a procédé au lancement de deux nouveaux produits, la «Carte @ccès» qui permet d'effectuer des retraits sur le compte sur carnet, ainsi que la «Carte Visas Electron Internationale» qui offre la possibilité aux Marocains Résidant à l'Etranger de régler leurs achats ou d'effectuer des retraits à l'étranger par le débit de leur compte en dirham convertible au Maroc.

Dans le cadre de sa Communication Financière, la Banque a poursuivi la publication de ses communiqués financiers sous forme d'insertions dans la presse et de plaquettes institutionnelles.

A l'occasion d'un point de presse organisé à l'attention des analystes financiers et de la presse spécialisée, les performances financières de même que les principaux axes stratégiques de BMCE Bank ont fait l'objet d'une présentation par les principaux dirigeants de la Banque.

Sur le plan culturel, la banque a reconduit ses partenariats traditionnels avec des Festivals d'envergure internationale tels que ceux des Musiques sacrées de Fès et Gnawa à Essaouira, qui ont notamment attiré des dizaines de milliers de visiteurs pour leur édition 2000.



BMCE BANKrapport annuel2000 FONDATION BMCE		FONDATION BMCE	
Fondation BMCE Les premières écoles communautaires rurales, Medersat.Com, ont vu le jour, concrétisant l'ambition de la Fondation BMCE. A travers cette appellation sont évoquées les racines historiques prestigieuses des MEDERSAS, le berceau du savoir et de la civilisation qu'est la MEDiterranée, la vocation de l'Ecole Rurale, la connexion aux SATellites et au monde des nouvelles technologies de la communication d'où la signature POINT COM et enfin le bien partagé de la COMMunauté villageoise, des Educateurs, des Parents et des Enfants. Ainsi, 5 MEDERSAT.COM furent inaugurées en l'an 2000, dans les provinces de Nador, de Fès et de Marrakech, 11 autres écoles étant opérationnelles dans les provinces de Chefchaouen, Agadir, Kelaâ Sraghna et Essaouira. VOILET CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE L'implantation des MEDERSAT.Com a concerné cinq régions pour la construction de 16 écoles. Sept entreprises ont été retenues aux termes d'appels d'offre lancés par la Fondation BMCE. Sur le plan architectural, chaque unité scolaire comporte deux salles de classes, deux logements pour les enseignants, des dépendances sanitaires, un bureau administratif, un atelier, une enceinte, un préau, une cour de récréation et un mur de clôture. Un prototype de préscolaire a été réalisé sur le site de Boukana à Nador. L'adduction en eau potable et l'alimentation en électricité ont été réalisées en fonction des disponibilités locales, et en collaboration avec les partenaires de la Fondation tels que l'ONEP, GREN, l'ONE... Les membres des communautés de chaque douar ont été impliqués dans la mise en œuvre du processus, en termes de ressources humaines, matériaux locaux, techniques de construction, dans le cadre d'une démarche participative inhérente à la philosophie de ce projet communautaire. VOILET PÉDAGOGIQUE L'action pédagogique des MEDERSAT.COM se caractérise par l'introduction - novatrice - d'une logique d'apprentissage plaçant en son cœur la notion de compétences. Cette nouvelle approche de l'éducation vise à développer chez l'enfant, non seulement les connaissances, mais également des habilités et des attitudes. Elle inclut une démarche didactique comportant notamment des situations-problèmes, des jeux de rôles, l'encouragement à l'initiative, l'analyse, la créativité et la recherche.		Fondation BMCE charge de l'organisation, de la coordination, d'interface, et d'animation, sera recruté. L'objectif est de permettre une valorisation optimale des apports et interventions de l'ensemble des partenaires participant au programme. CONVENTIONS SCÉLÉES AVEC DIFFÉRENTS OPÉRATEURS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX » Le Ministère de l'Education Nationale s'engage à (i) apporter l'assistance nécessaire aux unités scolaires créées par la Fondation BMCE en termes d'appui technique ou pédagogique, voire administratif ou formationnel et (ii) faire bénéficier les employés des unités dépendant de la Fondation BMCE de stages, séminaires et rencontres pédagogiques afin de les tenir informés des évolutions pédagogiques. » Université René Descartes - Paris V dont l'engagement est de développer les relations scientifiques dans les domaines disciplinaires ayant trait à la formation des éducateurs, la conception des outils pédagogiques, la mise en œuvre d'actions d'alphabétisation des parents, l'évaluation de l'impact pédagogique et social et la mise en œuvre d'un réseau en ligne pour la mutualisation des ressources et l'échange d'expérience. » M. Alain BENTOLILA, Professeur des Universités de Paris en tant que Conseiller scientifique du Président de la Fondation, contribue à la mise en place d'une démarche pédagogique en termes de conseil, d'études et d'analyses. » Le PNUD financera l'équipement en infrastructures de base, les dépenses relatives au nouveau programme d'enseignement, les manuels scolaires ainsi que la formation. » D'autres partenariats notamment avec l'Agence pour le Développement du Nord, des Départements Ministériels, la Direction Générale de l'Hydraulique, l'Office Nationale de l'Eau Potable, l'Office Nationale d'Electricité et d'autres Administrations publiques et Offices nationaux sont en cours de finalisation. L'objectif est de renforcer les actions réalisées dans le cadre des Medersat.Com et leur impact sur le développement local en termes d'amélioration des conditions de vie des populations. FILM INSTITUTIONNEL "MILLE ET UNE ÉCOLES" Un film institutionnel intitulé " Mille et Une Ecoles " a été réalisé. Il retrace l'histoire du projet en termes de contribution de chacun des partenaires impliqués, d'originalité du concept, d'intégration des communautés concernées et de suivi. Ce film, destiné au grand public et doublé en anglais, vise à sensibiliser les institutions nationales et internationales à la cause de l'éducation en milieu rural et favoriser éventuellement la mobilisation des ressources nécessaires à la poursuite de ce projet.	

rapport du conseil
à l'assemblée générale

BMCE BANK

		Rapport de gestion
		Résolutions
		Rapports des commissaires aux comptes
		Principes comptables
		Comptes annuels agrégés
		Comptes annuels Maroc
		Comptes annuels Paris
		Comptes annuels Tanger Zone Franche

	Rapport de gestion
	Résolutions
	Rapports des commissaires aux comptes
	Principes comptables
	Comptes annuels agrégés
	Comptes annuels Maroc
	Comptes annuels Paris
	Comptes annuels Tanger Zone Franche

	Rapport de gestion
	Résolutions
	Rapports des commissaires aux comptes
	Principes comptables
	Comptes annuels agrégés
	Comptes annuels Maroc
	Comptes annuels Paris
	Comptes annuels Tanger Zone Franche

	Rapport de gestion
	Résolutions
	Rapports des commissaires aux comptes
	Principes comptables
	Comptes annuels agrégés
	Comptes annuels Maroc
	Comptes annuels Paris
	Comptes annuels Tanger Zone Franche

	Rapport de gestion
	Résolutions
	Rapports des commissaires aux comptes
	Principes comptables
	Comptes annuels agrégés
	Comptes annuels Maroc
	Comptes annuels Paris
	Comptes annuels Tanger Zone Franche

	Rapport de gestion
	Résolutions
	Rapports des commissaires aux comptes
	Principes comptables
	Comptes annuels agrégés
	Comptes annuels Maroc
	Comptes annuels Paris
	Comptes annuels Tanger Zone Franche

	Rapport de gestion
	Résolutions
	Rapports des commissaires aux comptes
	Principes comptables
	Comptes annuels agrégés
	Comptes annuels Maroc
	Comptes annuels Paris
	Comptes annuels Tanger Zone Franche

	Rapport de gestion
	Résolutions
	Rapports des commissaires aux comptes
	Principes comptables
	Comptes annuels agrégés
	Comptes annuels Maroc
	Comptes annuels Paris
	Comptes annuels Tanger Zone Franche

Mesdames, Messieurs
et Chers Actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous réunir en Assemblée Générale Ordinaire annuelle conformément aux dispositions de la loi 17-95 et notamment de ses Titres IV et V et à leurs articles 107 et suivants et des articles 29 et suivants des nouveaux Statuts, pour vous rendre compte de l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2000, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir, et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

Activité de la Banque

AU 31 DECEMBRE 2000

ACTIVITE MAROC

Le total bilan de l'activité Maroc, sous la nouvelle présentation comptable - PCEC - s'élève à 43.114 millions de dirhams au 31 décembre 2000 contre 39.717 millions de dirhams au 31 décembre 1999 (+3.394 millions de dirhams ou +8.6%).

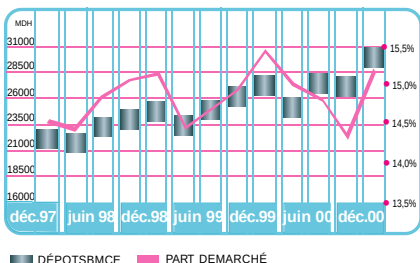
TOTAL BILAN (ACTIVITE MAROC)

		43 114
39 717	39 851	
déc 99	juin 00	déc 00

RESSOURCES CLIENTÈLE

Au 31 décembre 2000, les ressources clientèle du système bancaire (hors ex Organismes Financiers Spécialisés, OFS) se sont élevées à 202.884,9 millions de dirhams contre 182.734,5 millions de dirhams une année auparavant, soit une progression de 11% (+20.150,4 millions de dirhams).

RESSOURCES CLIENTELES ET PART DE MARCHÉ



Les ressources clientèle de BMCE Bank se sont établies selon la nouvelle présentation comptable - PCEC - à 35.432 millions de dirhams. Hors PL480 et hors 'resales'- emprunts garantis par des valeurs mobilières -, celles-ci se sont éle-

vées à 30.688,9 millions de dirhams à fin décembre 2000 contre 28.142,3 millions de dirhams au 31 décembre 1999, soit une progression de 9% (+2.546,6 millions de dirhams).

Notre part de marché dépôts toutes catégories confondues a, ainsi, légèrement diminué passant de 15.4% à fin décembre 1999 à 15.1% à fin décembre 2000.

Cette progression des dépôts de la clientèle traduit la volonté de la Banque de développer davantage la collecte des ressources à vue, faiblement rémunérées (comptes chèques, comptes courants et comptes sur carnets).

En effet, les dépôts à vue de BMCE Bank ont progressé de près de 15.7% entre décembre 1999 et décembre 2000 alors que ceux du système n'ont augmenté que de 12.5%. Cette performance est due, essentiellement aux comptes des particuliers et notamment les comptes chèques qui se sont améliorés de 20.7%, passant de 6.648 millions en 1999 à 8.022 millions en 2000 (contre une hausse de 13.5% pour le système bancaire). De même, les comptes sur carnets ont évolué de 9.7% (contre 6.9% pour le système bancaire).

S'agissant des dépôts à terme, ils s'établissent à 10.282 millions, enregistrant ainsi un recul de 2.1% contre une hausse de 8.7% au niveau du système bancaire. Anoter le remboursement courant 2000, d'un dépôt à terme de 1,1 milliard de dirhams d'un client Institutionnel important. N'eût été ce remboursement, la croissance de cette catégorie de ressources aurait été de 8.3%.

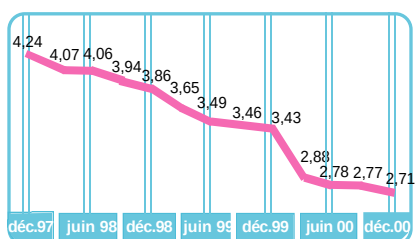
Les ressources MRE ont bien évolué, passant de 2.398 millions de dirhams au 31 décembre 1999 à 2.698 millions de dirhams au 31 décembre 2000 (+12.5%) alors que la progression de cette catégorie de ressources, au niveau du système bancaire, n'a été que de 5.2%.

En termes de capitaux moyens, l'évolution des dépôts est également appréciable. Ceux-ci s'élèvent à 26.858 millions de dirhams au titre de l'exercice 2000 contre 25.054 millions de dirhams une année auparavant, soit une progression de 7.2%. Cette évolution s'est accompagnée d'une amélioration de la structure des dépôts puisque les ressources à terme – rémunérées, donc – représentent 33.8% de l'ensemble des dépôts contre 34.5% en 1999 et 36.4% en 1998.

De plus, le coût moyen des ressources à terme a enregistré un recul significatif puisqu'il s'établit à 5.36% en 2000 contre 6.52% en 1999 et 7.40% en 1998.

La forte progression des dépôts à vue, conjuguée à la baisse du coût des dépôts à terme ont permis une nette amélioration du coût des ressources globales. Celui-ci a reculé de 72 points de base passant de 3.43% à l'issue de l'exercice 1999 à 2.71% en 2000.

EVOLUTION DU COÛT DES RESSOURCES CLIENTÈLE

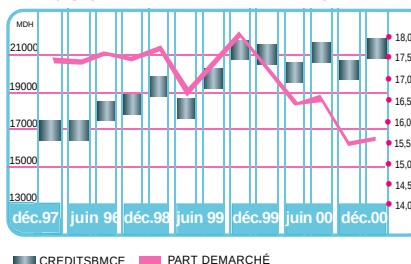


EMPLOIS CLIENTÈLE

Au 31 décembre 2000, les emplois clientèle du système bancaire (hors ex OFS) se sont établis, selon l'ancienne présentation comptable (PCB), à 140.702,4 millions de dirhams contre 124.853,4 millions de dirhams au 31 décembre 1999 en progression de 12.7% (+15.849 millions de dirhams).

Les crédits à la clientèle de BMCE Bank (format PCB) se chiffrent à 21.820,9 millions de dirhams au 31 décembre 2000 contre 21.540,5 millions de dirhams une année auparavant, en hausse de 1.3% (+280,4 millions de dirhams). L'évolution des crédits selon le format PCEC est de +3.5%.

EMPLOIS CLIENTELE ET PART DE MARCHÉ



La part de marché de BMCE Bank dans les crédits à l'économie est ainsi passée de 17.3% au 31 décembre 1999 à 15.5% au 31 décembre 2000.

Les crédits à court terme ont diminué de 6%, passant de 13.788,3 millions de dirhams à 12.964,3 millions de dirhams, entre fin décembre 1999 et fin décembre 2000, contre une progression de 5.9% pour le système bancaire et ce, suite à des remboursements importants opérés en 2000 et à la transformation d'un crédit de 550 millions de dirhams en crédit à moyen terme, à l'initiative d'un client important.

Les crédits à moyen et long termes ont enregistré une hausse de 16%, passant de 6.047,2 millions de dirhams au 31 décembre 1999 à 7.015 millions de

dirhams au 31 décembre 2000 contre une évolution de 27% pour le système. Le remboursement d'un crédit CMT pour le compte d'un client institutionnel intervenu en mars 2000 pour près de 1 milliard de dirhams est à l'origine de cette hausse modérée par rapport au système bancaire. Sans ce remboursement, l'évolution des encours à moyen et long termes de BMCE Bank se serait établie à +32.5% contre une évolution du système de +29.6%.

En termes de capitaux moyens, les crédits à la clientèle se sont élevés à 20.650 millions de dirhams à fin décembre 2000 contre 19.541 millions de dirhams une année plus tôt, soit une hausse de 5.7% ou + 1.109 millions de dirhams.

Les créances en souffrance se sont établies à 1.696,9 millions de dirhams en 2000, en progression de 7.3% par rapport à 1999, suite aux déclassements opérés pendant l'exercice 2000. Le ratio **créances en souffrance / total crédits** se situe à 7.78% à fin décembre 2000 contre une moyenne de 9.18% pour le système bancaire.

TITRES DE PARTICIPATIONS

Le portefeuille brut des titres de participations est passé de 3.725,5 millions de dirhams au 31 décembre 1999 à 3.490,5 millions de dirhams au 31 décembre 2000, en baisse de 235 millions de dirhams.

Cette baisse est liée à la cession des titres ONAet SNI qui a généré des plus-values importantes. La banque a, par ailleurs, réalisé plusieurs nouveaux investissements en portefeuille dont les plus significatifs en valeur sont : Groupe Espírito Santo (270.5 millions de dirhams), C.I.H. (92.8 millions de dirhams dans le cadre de l'augmentation de capital), Mediatecom (67 millions de dirhams en compte courant), UBAE Arab Italian Bank (66.7 millions de dirhams) et MAGHREBAIL (30.2 millions de dirhams).

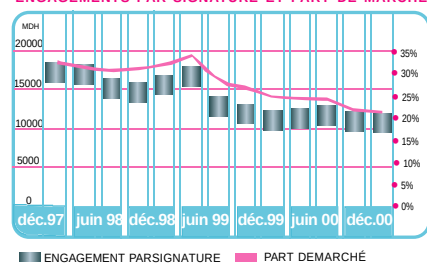
Des provisions supplémentaires ont été dotées pour dépréciation de certains titres (notamment CIH et SMDC) pour un montant global de 130 millions de dirhams, ramenant ainsi la valeur nette du portefeuille de participations à 3.314,5 millions de dirhams contre 3.680,1 millions de dirhams une année auparavant.

ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Les engagements par signature ont enregistré une baisse de 4.2% passant de 12.245,4 à 11.734 millions de dirhams entre 1999 et 2000 contre une augmentation de 11.4% au niveau du système bancaire. Cette baisse est imputable aux engagements en faveur d'intermédiaires

financiers dont le volume a reculé de 1.079,5 millions de dirhams alors que les engagements par signature en faveur de la clientèle ont progressé de 9.1%, passant de 6.258,6 millions de dirhams à 6.828 millions de dirhams.

ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE ET PART DE MARCHÉ



ACTIVITE DE L'AGENCE DE PARIS

Le total du bilan de l'Agence de Paris s'est établi à 2.278 millions de francs français au 31 décembre 2000 contre 2.093 millions de francs français au 31 décembre 1999, soit une hausse de 8.8%.

Les ressources clientèle se sont chiffrées à 461 millions de francs français au 31 décembre 2000, en progression de 51.5% par rapport à leur niveau au 31 décembre 1999.

Les crédits à la clientèle s'élèvent à 1.118 millions de francs français au 31 décembre 2000, en baisse de 10.8% par rapport à la même date de l'année 1999.

ACTIVITE DE L'AGENCE DE TANGER ZONE FRANCHE

L'Agence de Tanger Zone Franche continue à traiter un volume important d'opérations confiées par le Réseau Maroc. Son total bilan est passé de 976,4 à 1.096,0 millions de dirhams entre fin décembre 1999 et fin décembre 2000, soit une progression de 12.2%.

L'année 2000 a été marquée par une conjoncture économique difficile suite à deux années de sécheresse successives. Le Produit Intérieur Brut a progressé de 0.8% en 2000 après avoir accusé un recul de 0.7% en 1999. La hausse du Dollar conjuguée à la progression du prix du baril a induit un alourdissement de la facture pétrolière et la baisse de l'Euro a eu un impact négatif sur les industries exportatrices au Maroc. Parallèlement, les taux débiteurs et créditeurs ont continué de baisser dans un environnement bancaire très concurrentiel.

Dans ce contexte, BMCE Bank a toutefois pu améliorer son produit net bancaire de 10.3% entre 1999 et 2000 grâce au recul significatif des charges d'intérêt servies à la clientèle et à la hausse des revenus de

commissions et des opérations de marché. Le résultat brut d'exploitation a connu une baisse de 30.1%, en raison du recul important des plus-values nettes sur cession de titres de participation et des provisions pour dépréciation des titres.

Résultats de la Banque

AU 31 DECEMBRE 2000

Le résultat net dégagé par l'activité Maroc au titre de l'exercice 2000 ressort à 504,2 millions de dirhams contre 901,3 millions de dirhams en 1999. Ce résultat tient compte des plus-values sur cession de titres de participation nettes d'impôts et des dotations aux provisions pour dépréciation de titres pour un montant de 180,7 millions de dirhams en 2000 contre 632,4 millions de dirhams en 1999.

L'Agence de Paris dégage un bénéfice net de 33,5 millions de dirhams au titre de l'exercice 2000 contre 3,9 millions de dirhams une année auparavant.

L'Agence de Tanger Zone Franche réalise, pour sa part, un résultat net 2000 de 14,7 millions de dirhams contre 10,2 millions de dirhams pour l'année 1999.

Le résultat de l'activité agrégée (Maroc, Paris et Tanger Zone Franche) ressort à 552,4 millions de dirhams en 2000 contre 959,8 millions de dirhams en 1999.

RESULTATS DE L'ACTIVITE MAROC

L'année 2000 s'est caractérisée par une baisse significative du coût des ressources clientèle permettant ainsi une nette amélioration de la marge d'intérêt et donc une hausse de 10.3% du produit net bancaire.

Cependant, le fort recul des plus-values sur cession de titres (-452 millions de dirhams) ainsi que la progression des charges générales d'exploitation (+90 millions de dirhams ou +9.5%) ont impacté l'évolution du résultat brut d'exploitation qui affiche un recul au titre de l'exercice 2000.

PRODUIT NET BANCAIRE

Au 31 décembre 2000, le produit net bancaire s'est élevé à 1.733,9 millions de dirhams contre 1.572,5 millions de dirhams à fin décembre 1999, soit une amélioration de 10.3% (ou 161,4 millions de dirhams) entre les deux périodes. Cette progression fait suite à une hausse modeste enregistrée entre 1998 et 1999 (+2.2%).

La marge d'intérêt a enregistré une hausse de 13.7% (+160,6 millions de dirhams), la marge sur commissions a progressé de 8.1% (+20,9 millions de dirhams) et le résultat des opérations de marché s'est apprécié de 7.6% (+10,4 millions de dirhams).

PRODUIT NET BANCAIRE(MDH)

		1 733,9
1 538,6	1 572,5	
1998	1999	2000

Ces diverses hausses ont été quelque peu atténuées par la diminution des revenus de dividendes (-26,6 millions de dirhams) et par l'augmentation de près de moitié de la contribution au fonds de garantie des dépôts (+17,4 millions de dirhams).

RESULTAT DES OPERATIONS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Ce poste qui intègre les plus-values et moins-values sur titres de participation, les dotations aux provisions pour dépréciation de titres ainsi que les reprises de provisions sur titres s'est établi à 180,7 millions de dirhams en 2000 contre 632,4 millions de dirhams en 1999. Les plus-values réalisées sont majoritairement liées à la cession des titres ONAet SNI, alors que les provisions pour dépréciation de titres (130 millions de dirhams) ont concerné pour l'essentiel les valeurs CIH et SMDC.

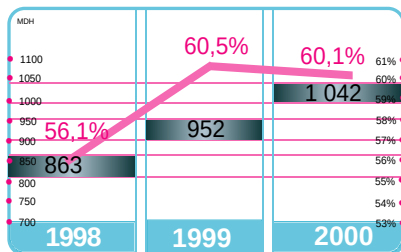
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION (FRAIS GENERAUX ET AMORTISSEMENTS)

Les charges générales d'exploitation de l'exercice 2000 s'élèvent à 1.042,2 millions de dirhams dont 102,7 millions de dirhams de dotations aux amortissements. Elles sont en hausse de 9.5% (90,1 millions de dirhams) par rapport aux réalisations de l'année 1999 (952 millions de dirhams).

Cette évolution trouve son origine dans:

- la progression de la masse salariale - indemnités de départ à la retraite comprises- (+47,7 millions de dirhams ou +8.8% dont 17,9 millions de dirhams proviennent de l'augmentation des indemnités de départ à la retraite) ;
- la hausse des redevances de leasing (+14,6 millions de dirhams);
- l'évolution des honoraires (+9,7 millions de dirhams);
- et dans les charges de la Fondation BMCE (16 millions de dirhams).

Le coefficient d'exploitation s'inscrit en légère baisse, passant de 60.5% en 1999 à 60.1% en 2000 (ce coefficient comprend les frais généraux et les dotations aux amortissements).



■ CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION
■ COEFFICIENT D'EXPLOITATION

RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Le résultat brut d'exploitation a atteint 878,5 millions de dirhams à fin décembre 2000 contre 1.256,1 millions de dirhams en 1999, enregistrant ainsi une baisse de 30.1%. Ce repli est lié, essentiellement, au recul des plus-values sur cession de titres.

DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS POUR CREANCES

Les dotations nettes des reprises aux provisions pour créances se sont élevées à 275 millions de dirhams à fin décembre 2000 (324,1 millions de dirhams de dotations nouvelles, 10,8 millions de dirhams de créances irrécupérables, 45,9 millions de dirhams de récupérations de créances amorties). Au terme de l'exercice 1999, ces dotations nettes ont atteint 221,6 millions de dirhams (253 millions de dirhams de dotations nouvelles, 14,3 millions de dirhams de créances irrécupérables, 40,7 millions de dirhams de reprises et 4,9 millions de dirhams de récupérations de créances amorties).

Le coût du risque (dotations nettes aux provisions/créances saines moyennes) a ainsi augmenté de 1.24% en 1999 à 1.45% en 2000. En 1998, le coût du risque s'établissait à 1.73%.

RESULTAT AVANT IMPOT SUR LES SOCIETES

Le résultat avant impôt sur les sociétés ressort à 603,5 millions de dirhams au titre de l'exercice 2000, contre 1.034,4 millions de dirhams une année auparavant.

RESULTAT NET - ACTIVITE MAROC

Après une charge d'impôts de 99,3 millions de dirhams, le bénéfice net de l'exercice 2000 s'élève à 504,2 millions de dirhams contre 901,3 millions de dirhams au cours de l'exercice 1999.

Toutefois, le résultat net hors plus-values et hors provisions sur titres de participation affiche une légère hausse, passant de 268,6 millions de dirhams en 1999 à 272,1 millions de dirhams en 2000 et ce, malgré la progression des dotations nettes aux provisions sur crédits de plus de 53 millions de dirhams.

		633
236		232
237	269	272
1998	1999	2000

■ RESULTAT NETHORS-PLUS VALUES
■ RESULTAT NETSURTITRESDE PARTICIPATIONS

En réintégrant l'économie d'impôt sur les sociétés générée par les dotations nettes aux provisions sur titres de participation (51,5 millions de dirhams en 2000 contre 0,3 million de dirhams en 1999), le résultat net des opérations sur immobilisations financières passe de 632,8 millions de dirhams en 1999 à 232,1 millions de dirhams en 2000.

RÉSULTAT NET - ACTIVITE AGREGEE

Le résultat agrégé de l'activité Maroc, des Agences de Paris et Tanger Zone Franche ressort à 552,4 millions de dirhams en 2000 contre 959,8 millions de dirhams en 1999.

STRUCTURE FINANCIERE:

• Les fonds propres de l'activité Maroc (après distribution de dividendes au titre de l'exercice 2000) s'élèvent à 4.302 millions de dirhams au 31 décembre 2000 contre 4.036 millions de dirhams au 31 décembre 1999, en hausse de 6.6% compte non tenu de la provision pour risques et charges de 155 millions de dirhams en 2000 contre 5 millions de dirhams en 1999.

• Par ailleurs, les prises de participation réalisées en 2000 ont été intégralement autofinancées.

• Le fonds de roulement de l'activité Maroc se solde par un excédent de 99,1 millions de dirhams à fin décembre 2000 sans prise en compte des réserves des Agences de Paris (338 millions de dirhams) et de Tanger Zone Franche (108 millions de dirhams) contre une insuffisance de 440 millions de dirhams à fin décembre 1999.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans un contexte de croissance économique et de relance de l'investissement, les activités de BMCE Bank devraient être marquées par:

- Le renforcement de la collecte de dépôts et de la distribution de crédits avec un maintien de la marge d'intermédiation;
- La poursuite du développement des activités génératrices de commissions, notamment celles provenant du segment des particuliers;

- L'amélioration des revenus des activités de marché à la suite de la détente des taux des Bons du Trésor;
- La maîtrise des charges générales d'exploitation afin de limiter leur évolution dans une proportion inférieure à celle du produit net bancaire;
- Des plus-values sur cession de titres de participation peu importantes en comparaison avec les niveaux enregistrés les années précédentes.

Une progression significative du résultat net avant plus-values sur cession des titres de participation, devrait être attendue.

PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

Nous vous proposons d'affecter les résultats comme suit:

1) POUR L'ACTIVITE MAROC

Ces résultats nets réalisés sont à affecter de la manière suivante:

Profit de l'exercice	Dh	504.230.033,46*
Réserve légale	5 %	25.211.501,68
Reste		479.018.531,78
Premier dividende de	6%	95.250.834,00
Reste		383.767.697,78
Superdividende de	9 %	142.876.251,00
Reste		240.891.446,78
Report de l'exercice précédent		99.174,90
Reste		240.990.621,68
Réserve Extraordinaire		240.900.000,00
Le solde de dirhams		90.621,68
étant à reporter		

* Le portefeuille de filiales et de titres de participation a généré au cours de l'exercice 2000 des dividendes de 45,6 millions de dirhams, ainsi qu'une plus-value nette d'impôts de 318,6 millions de dirhams. Les dotations aux provisions pour dépréciation de titres se sont chiffrées à 130 millions de dirhams. Bien entendu, l'ensemble de ces éléments a été intégré dans les résultats de l'Activité Maroc.

2) POUR LES RESULTATS REALISES PAR L'AGENCE DE PARIS

Pour le résultat net de l'Agence de Paris de 22.337.145,69 francs français nous vous proposons d'imputer préalablement 6.199.789,17 francs français sur le reliquat de la perte de l'exercice 1998 et d'affecter 16.137.356,52 francs français à la réserve libre, ce qui la porterait à 227.634.328,77 francs français.

En outre, il est proposé d'affecter le produit des frais de siège de 2.500.000,00 francs français au fonds de dotation, pour

le porter de 143,1 millions de francs français à 145,6 millions de francs français de telle sorte que la situation nette de l'Agence de Paris atteigne 387.045.002,26 francs français.

3) POUR LES RESULTATS REALISES PAR L'AGENCE DE TANGER ZONE FRANCHE

Il est proposé d'affecter les bénéfices réalisés, soit la contre-valeur en devises de dirhams 14.671.581,45 à la réserve libre, la portant à la contre-valeur de 122.239.823,20 dirhams.

En conséquence, nous vous demandons de bien vouloir approuver le Rapport de Gestion du Conseil d'Administration, les comptes et états de synthèse de la Société ainsi que la synthèse des activités relatives à ses filiales et participations qui vous sont soumis, de statuer sur l'affectation et la répartition des bénéfices qui vous sont proposés et de donner quitus entier et définitif de leur gestion aux Administrateurs au titre de l'exercice 2000.

Par ailleurs, et compte tenu du fait que la Royale Marocaine d'Assurances, jusqu'à représentée au sein de notre Conseil par Monsieur **Omar BENJELLOUN**, va désormais être représentée par Monsieur Sébastien CASTRO, en qualité de représentant permanent, nous vous proposons de nommer à titre personnel Monsieur **Omar BENJELLOUN** en qualité d'Administrateur pour un mandat de 6 exercices, devant expirer lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Par ailleurs, nous vous informons que Monsieur Mohamed KABBAJ qui a été appelé à exercer la haute fonction de Conseiller auprès de Sa Majesté le Roi MOHAMMED VI, a présenté en conséquence sa démission de son poste d'Administrateur au sein de BMCE Bank.

En le remerciant de sa participation précieuse aux travaux de notre Conseil, nous vous prions de bien vouloir accepter cette démission en lui donnant quitus définitif pour la durée de son mandat jusqu'à sa démission qui prend effet à partir du 16 Octobre 2000.

En remplacement de Monsieur **Mohamed KABBAJ**, nous vous proposons la nomination, à titre provisoire et en qualité d'Administrateur de la société **FINANCE.Com**, holding financière, au capital de 70 millions de dirhams, sise à Casablanca, 67-69, Avenue de l'Armée Royale, pour la durée restant à courir sur le mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui sta-

tuera sur les comptes de l'exercice 2002. Il est également proposé à Messieurs les Actionnaires l'adjonction aux Membres du Conseil d'Administration actuellement en exercice d'un nouvel Administrateur représentant un actionariat significatif de la Banque à savoir, la Société d'Assurances AL WATANIYA, société anonyme au capital de 1.105.450.000 dirhams, sise à Casablanca-83, Avenue de l'Armée Royale, et ce, pour un mandat de 6 exercices, soit jusqu'à l'Assemblée devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

De même, est soumise à votre ratification la cooptation de Monsieur Mario Mosqueira DO AMARAL, faite par le Conseil d'Administration du 14 septembre 2000, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'Assemblée devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

En outre, les mandats de :

- **Monsieur Othman BENJELLOUN**
- **Monsieur David SURATGAR**
- **La Royale Marocaine d'Assurances RMAet**
- **L'Union Bancaire Privée - UBP -**

étant venus à échéance, nous vous proposons de les renouveler pour de nouvelles durées de 6 exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Messieurs les Actionnaires voudront bien également prendre acte de la réalisation du mandat de Commissaires aux Comptes, au titre de l'exercice 2000, par les Cabinets:
- ARTHUR ANDERSEN, représenté par Monsieur Bachir TAZI
- ERNST & YOUNG, représenté par Monsieur Hamad JOUAHRI
tant pour leur Rapport Général qui vous sera présenté par les intéressés qu'au titre du Rapport Spécial relatif aux opérations visées par les articles 56 à 62 de la loi 17-95 et par l'article 36, paragraphe I, 7° des Statuts de notre Société.

Par ailleurs, il est proposé à Messieurs les Actionnaires de renouveler le montant des jetons de présence à allouer à Messieurs les Administrateurs, soit 1.300.000,00 dirhams.

Activité des principales filiales

N.B. : Les données du 31.12.2000 sont communiquées pour les filiales et participations dans leur état provisoire. Ils n'ont pas encore fait l'objet d'approbation par les instances des sociétés respectives.

MAGHREBAIL
(montant de la participation : 169.2 MDH ; pourcentage de capital : 45,85% direct et 1,33% indirect)

Chiffres en MDH

Date D'arrêté	Total Bilan	Fonds Propres avant affectation	Encours Financier	Chiffre D'affaires	Produit Net Bancaire	Résultat Net
31.12.1997	1.417	270	1.298	603,3		26,9
31.12.1998	1.406	285	1.279	666,0		30,4
31.12.1999	1.653	301	1.539	697,5	83,7	33,3
31.12.2000	1.851	317	1.781	712,0	89,1	34,5

Maghrébail est leader du leasing au Maroc pour la 8ème année consécutive. En 2000, le nombre d'opérations de crédit bail réalisées s'est élevé à 1580 pour un volume de crédits de 812 millions de dirhams en hausse de 12% par rapport à 1999. L'encours net comptable a ainsi progressé de 15.7% passant de 1,54 milliards de dirhams au 31.12.1999 à 1,78 milliards de dirhams au 31.12.2000. Le résultat net dégagé en 2000 se chiffre à 34,5 millions de dirhams en hausse de 3,8% par rapport à 1999. Les perspectives de l'année 2001 s'annoncent légèrement meilleures que celles de l'exercice 2000 aussi bien en termes de production que de résultat.

BMCE INTERNATIONAL
(montant de la participation : 143,1 MDH ; pourcentage de capital : 67,5%)

Chiffres en MDH

Date D'arrêté	Total Bilan	Fonds Propres avant affectation	Dépôts de la Clientèle	Crédits à la Clientèle	Produit Net Bancaire	Résultat Net
31.12.1997	413,4	120,0	39,0	101,1	16,0	2,0
31.12.1998	442,1	196,0	84,8	155,6	22,9	8,8
31.12.1999	458,4	192,7	69,0	293,2	30,0	9,7
31.12.2000	543,1	198,3	105,8	202,7	32,1	11,3

BMCE International a clôturé l'exercice 2000 sur une progression très appréciable de son activité et de ses résultats. C'est ainsi que son PNB a progressé de 9% atteignant 544 millions de pesetas et son résultat avant impôt s'est établi à 297 millions de pesetas, en hausse de 24%. Ces performances traduisent les efforts de consolidation des plus grandes synergies avec le Siège et la confiance dont elle jouit auprès des opérateurs ibériques, et ce dans un contexte de vive concurrence avec les banques espagnoles et marocaines. Il est prévu en 2001 une augmentation de 22% du résultat net par rapport au bénéfice de l'exercice 1999.

SALAFIN
(montant de la participation : 100 MDH ; pourcentage de capital : 100%)

Chiffres en MDH

Date D'arrêté	Total Bilan	Fonds Propres avant affectation	Crédits à la Clientèle	Produit Net Bancaire	Résultat Net
31.12.1997	143,3	100,0	75,5	5,85	0,04
31.12.1998	241,3	100,5	223,9	21,88	0,46
31.12.1999	373,0	103,1	298,4	31,04	2,60
31.12.2000		113,3	406,7	35,7	10,2

Filiale à 100% de BMCE Bank, SALAFIN société de crédit à la consommation, a démarré ses activités en 1997. L'année 2000 a été marquée par la poursuite de la baisse du taux d'usure. Pendant cet exercice, SALAFIN a financé l'acquisition de 1921 véhicules pour un volume de crédits de 228,5 MDH contre 168,4 MDH une année auparavant. Cette progression significative de 36% est due au lancement d'un nouveau produit LOA(Location avec Option d'Achat) dont la production à fin décembre 2000 s'est élevée à 125 MDH. Les réalisations en 'crédit sous Convention Employeur' se sont chiffrées à 40 MDH contre 34 MDH en 1999. Le nombre de cartes OXYGEN (carte Visa Electron offrant un crédit revolving) octroyées s'élève à 3000 enregistrant une production de 27,3 MDH. Le RBE s'est chiffré à 20,7 MDH en 2000 en hausse de 6% par rapport à 1999. Des dotations nettes aux provisions ont été constituées pour 3,8 MDH en 2000 contre 14,2 MDH en 1999.

BMCE CAPITAL
(montant de la participation : 100 MDH ; pourcentage de capital : 100%)

Chiffres en MDH

Date D'arrêté	Total Bilan	Fonds Propres avant affectation	Chiffre D'affaires	Résultat Net
31.12.1998	21,66	21,31	NS	(3,69)
31.12.1999	79,25	76,83	12,46	(19,48)

MAROC INTER TITRES
(montant de la participation : 6,75 MDH ; pourcentage de capital : 67,5%)

Chiffres en MDH

Date D'arrêté	Total Bilan	Fonds Propres avant affectation	Chiffre D'affaires	Résultat Net
31.12.1997	35,7	25,75	19,62	10,07
31.12.1998	48,3	33,46	16,32	7,71
31.12.1999	109,5	37,94	19,33	5,81
31.12.2000	171,5	28,40	8,28	-9,55

Dans un contexte défavorable, caractérisé par la baisse continue de l'indice et par la réduction du volume des échanges, MIT a réalisé un chiffre d'affaires de 8 MDH. Le volume global des opérations traitées au cours de l'exercice 2000 s'élève à 5 milliards de dirhams. Ainsi, MIT occupe la 2ème place avec une part de marché de 14.7%. Le résultat de l'exercice fait ressortir une perte de 9,55 MDH. Par conséquent, un programme de restructuration a été initié afin d'adapter les structures de MIT aux potentialités réelles du marché boursier. La reprise de l'activité boursière et les effets de la restructuration de MIT lui permettront de redevenir bénéficiaire en 2001.

MARFIN
(montant de la participation : 6,44 MDH ; pourcentage de capital : 100%)

Chiffres en MDH

Date D'arrêté	Total Bilan	Fonds Propres avant affectation	Chiffre D'affaires	Actifs Sous Gestion	Résultat Net
31.12.1997	11,23	7,89	5,75	732	2,87
31.12.1998	21,97	15,26	14,19	2.231	7,37
31.12.1999	40,06	25,38	28,50	4.600	10,13
31.12.2000		35,58	25,90	4.186	10,20

L'année 2000 a été caractérisée par une conjoncture de marché très difficile suite à la hausse des taux et la baisse des cours boursiers. L'actif géré par Marfin a diminué de 9% (contre une baisse de 22% pour le secteur). Le résultat net est passé à 10,2 MDH contre 10,13 en 1999. Par ailleurs, Marfin a obtenu en 2000 la certification A.I.M.R, ce qui est une validation internationale de son organisation et de son orientation stratégique. MARFIN est leader sur le marché des Sicav Trésorerie grâce à IRAD dont l'actif net a progressé de 54% enregistrant 2,7 milliards. La reprise des cours des sociétés cotées en bourse et la baisse des taux sur le marché obligataire devraient permettre un accroissement des revenus et du résultat net de Marfin en 2001.

CASABLANCA FINANCE MARKETS
(montant de la participation : 38 MDH ; pourcentage de capital : 33,4%)

Chiffres en MDH

Date D'arrêté	Total Bilan	Fonds Propres avant affectation	Produit Net Bancaire	Résultat Net
31.12.1998	103,3	100,6	1,77	0,64
31.12.1999	152,3	118,4	33,44	15,76
31.12.2000	364,7	116,2	-0,9	-2,24

Au terme de l'exercice 2000, le marché obligataire a été marqué par une tendance haussière des taux et par un marché secondaire peu liquide. Par conséquent, CFM, filiale spécialisée dans les activités de marché et particulièrement dans l'intermédiation en valeurs du Trésor, a enregistré un résultat négatif de 2,24 MDH contre un bénéfice de 15,76 MDH en 1999 et ce malgré une gestion active et une restructuration du portefeuille.

ACMAR
(montant de la participation : 8,75 MDH ; pourcentage de capital : 35%)

Chiffres en MDH

Date D'arrêté	Total Bilan	Fonds Propres avant affectation	Primes Emises Brutes	Résultat Net
31.12.1997	33,5	26,7	3,1	0,99
31.12.1998	38,8	27,8	5,7	1,12
31.12.1999	47,1	28,4	9,1	0,56
31.12.2000	55,2	27,6	13,3	-0,77

L'exercice 2000 a été marqué par une hausse substantielle des primes émises (+46%) qui atteignent 13,3 MDH. Les encours garantis enregistrent, pour leur part, une progression de 4.7% et s'établissent à 1,93 milliards de DH. Le résultat technique est passé de 0,5 MDH en 1999 à 2,2 MDH en 2000. Cette croissance très importante s'explique par le développement du chiffre d'affaires et l'augmentation des produits des placements. Par contre le résultat non technique s'est établi à -2,7 MDH contre 0,3 MDH en 1999 en raison de la constitution de provisions pour dépréciation de titres de 3,6 MDH. Le résultat avant IS s'élève à -0.51 MDH en 2000 contre 0,75 MDH en 1999. En l'an 2001, ACMAR projette de renforcer les actions de communication et de lancer un nouveau produit en partenariat avec la SMAEX et qui offre une assurance crédit relative aussi bien aux transactions domestiques qu'à celles réalisées à l'exportation.



MAROC FACTORING (montant de la participation : 16,2 MDH ; pourcentage de capital : 95%)

Chiffres en MDH

Date D'arrêté	Total Bilan	Fonds Propres avant affectation	Créances Remises En Milliards DH	Chiffre D'affaires	Résultat Net
31.12.1997	465,2	40,3	1,14	22,72	7,17
31.12.1998	606,7	45,4	1,32	23,06	6,08
31.12.1999	709,0	49,4	1,43	23,34	5,02
31.12.2000	625,1	54,1	1,79	27,08	5,59

L'activité de Maroc Factoring, mesurée par le volume des créances remises, a enregistré une hausse de 8,3% en 2000. Malgré la concurrence vive que connaît le secteur, le chiffre d'affaires (constitué des commissions et intérêts) s'est amélioré de 16% passant de 23 MDH à 27 MDH en 2000. Enfin, le résultat net s'est chiffré à 5,59 MDH en 2000 en progression de 11.4% par rapport à 1999.

SMDC (montant de la participation : 89,2 MDH ; pourcentage de capital : 14,25%)

Chiffres en MDH

Date D'arrêté	Total Bilan	Fonds Propres avant affectation	Dépôts de la Clientèle	Crédits à la Clientèle	Produit Net Bancaire	Résultat Net
31.12.1997	4.766	296,3	2.981	2.776	166,9	47,5
31.12.1998	4.811	304,9	2.969	2.822	141,1	8,6
31.12.1999	4.948	231,4	2.964	2.881	135,3	-91,4
31.12.2000		120,6	2.733	2.544	148,1	-92,8

INTERFINA (montant de la participation : 252,9 MDH ; pourcentage de capital : 100%)

Chiffres en MDH

Date D'arrêté	Total Bilan	Fonds Propres avant affectation	Titres de Participation	Résultat Net
31.12.1997	221,3	220,8	171,0	4,85
31.12.1998	307,9	223,4	212,1	2,61
31.12.1999	400,6	232,8	389,3	9,43
31.12.2000	307,2	241,8	286,7	9,00

Société d'investissement créée en 1992, INTERFINAa été dotée d'un capital social initial de DH 210 millions. BMCE Bank a porté sa participation dans le capital d'INTERFINAà 100 % au courant de l'année 1998.

La valeur au bilan de son portefeuille de placements et de participation (nette de provision) s'élève à 286,7 millions de dirhams à fin 2000, en baisse de 26%.

Une gestion active et dynamique du portefeuille a permis à la société d'atteindre un résultat net de 9 millions de dirhams.

Le portefeuille reste essentiellement investi dans le secteur du transport (CTM), l'industrie pneumatique (General Tire), l'assurance (CNIA), la banque / finance (BMCE / SOFAC) et l'agro-industrie (Ranch Addarouch) ainsi que les métiers des nouvelles technologies (Artemis Conseil).

CTM (montant de la participation : 27,4 MDH ; pourcentage de capital : 5% direct et 11,45% indirect)

Chiffres en MDH

Date D'arrêté	Total Bilan	Fonds Propres avant affectation	Chiffre D'affaires	Résultat Net
31.12.1977	397,3	255,0	272,5	25,7
31.12.1998	463,5	286,5	272,5	15,9
31.12.1999	453,9	355,3	295,4	29,1
30.06.2000	464,3	249,8	136,6	0,308

Valorisation des parts d'OPCVM détenues :

NOM OPCVM	Nombre de Parts Détenues	Valeur D'acquisition Unitaire (DH)	Valeur Liquidative Au 31.12.00 (DH)	Plus ou moins Value Latente (DH)
MAROC VALEURS	65 000	1 000	1 631,92	41 074 800,00
IRAD	5 000	1 000	1 327,65	1 638 250,00
SICAVENIR	2 500	1 000	1 935,48	2 338 700,00
CAPITALINDICE	500	1 000	815,30	-92 350,00
CAPITALBALANCE	500	1 000	998,99	-505,00
CAPITALRENDEMENT	500	1 000	1 062,50	31 250,00
CAPITALTRESOR	500	1 000	1 065,70	32 850,00
CAPITALDYNAMIQUE	500	1 000	1 086,52	43 260,00
CAPITALIMTIYAZ SECURITE	50	10 000	10 879,34	43 967,00
CAPITALIMTIYAZ EXPANSION	50	10 000	9 804,86	-9 757,00
CAPITALIMTIYAZ CROISSANCE	50	10 000	10 460,53	23 026,50
CAPITALINSTITUTIONS	500	1 000	1 038,46	19 230,00
CAPITAL PARTICIPATIONS	500	1 000	918,25	-40 875,00
TOTAL GENERAL				45 101 846,50

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et des Rapports des Commissaires aux Comptes, approuve l'ensemble de ces documents dans leur intégralité et sans réserve, ainsi que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2000 en constatant que les comptes individuels, ainsi que les bilans de l'activité au Maroc, des Agences de PARIS et de TANGER ZONE FRANCHE, les comptes de Résultat (CPC et ESG) les concernant et ainsi arrêtés au 31 décembre 2000, reflètent l'ensemble des opérations de la Banque.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire constate que le bénéfice net de l'exercice 2000, après constitution des provisions pour amortissements, risques et impôts, se décompose comme suit :

• Pour l'activité Maroc: *	DH	504.230.033.46
• Pour l'Agence de Paris:	DH	33.486.731.97
• Pour l'Agence de Tanger Zone Franche:	DH	14.671.581.45

* Le portefeuille des filiales et des titres de participation a généré au cours de l'exercice 2000 des dividendes de 45,6 millions de dirhams, ainsi qu'une plus-value nette d'impôts de 318,6 millions de dirhams. Les dotations aux provisions pour dépréciation de titres, se sont chiffrées à 130 millions de dirhams. Bien entendu, l'ensemble de ces éléments a été intégré dans les résultats de l'Activité Maroc.

1 • Pour les résultats réalisés au Maroc, elle approuve les bénéfices nets ainsi réalisés et décide, en conséquence, de les affecter de la manière suivante:

Bénéfice net	DH	504.230.033.46
• Réserve légale 5 %		25.211.501.68
Reste		479.018.531.78
• Premier dividende de 6 %		95.250.834.00
Reste		383.767.697.78
• Superdividende de 9 %		142.876.251.00
Reste		240.891.446.78
• Report de l'exercice précédent		99.174.90
Reste		240.990.621.68
• Réserve Extraordinaire		240.900.000.00
Le solde de dirhams étant à reporter		90.621.68

Elle fixe en conséquence le dividende à 15 dirhams par action, dont le paiement, après les retenues prévues par la loi, sera effectué à partir du 2 Juillet 2001 au Siège Social: 140, Avenue Hassan II à Casablanca, Département Titres, sur présentation du certificat de coupon numéro 45 pour les titres au porteur et versé directement entre les mains des propriétaires d'actions nominatives.

2 • Pour les résultats réalisés par l'Agence de Paris de 22.337.145,69 francs français, elle décide d'imputer préalablement 6.199.789,17 francs français sur le reliquat de la perte de

l'exercice 1998 et d'affecter 16.137.356,52 francs français à la réserve libre, ce qui la porterait à 227.634.328,77 francs français.

En outre, elle décide d'affecter le produit des frais de siège pour 2.500.000 francs français au fonds de dotation, pour le porter de 143,1 millions de francs français à 145,6 millions de francs français, de telle sorte que la situation nette de l'Agence de Paris atteigne 387.045.002,26 francs français.

3 • Pour les résultats réalisés par l'Agence de Tanger Zone Franche, elle décide d'affecter les bénéfices réalisés, soit la contre-valeur en devises de dirhams 14.671.581,45 à la réserve libre, la portant à la contre-valeur de 122.239.823,20 dirhams.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne acte aux Cabinets ARTHUR ANDERSEN et ERNST & YOUNG, Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2000 de l'accomplissement de leur mission au titre de cet exercice, conformément aux dispositions statutaires, à la loi 17-95 relative aux Sociétés Anonymes et aux dispositions de l'article 35 du Dahir portant loi n° 1-93-147 du 6 juillet 1993, tant au titre de leur rapport normal sur les opérations de l'exercice 2000 qu'au titre des opérations visées dans les articles 56 à 62 de la loi 17-95 pour lesquelles un rapport spécial lui a été présenté.

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve en conséquence le rapport normal ainsi que les opérations visées et énumérées dans ce rapport spécial.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus total, entier et sans réserve aux Administrateurs pour leur gestion au titre de l'exercice arrêté au 31 décembre 2000.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe le montant global des jetons de présence à répartir entre les Administrateurs, pour l'exercice 2000, à 1.300.000,00 Dirhams (UN MILLION TROIS CENTMILLE DIHAMS) nets d'impôts.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire désigne en qualité d'Administrateur Monsieur Omar BEN-JELLOUN pour un mandat de 6 exercices expirant lors de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire désigne en qualité d'Administrateur la société d'assurances AL WATANIYA, société anonyme au capital de 1.105.450.000 dirhams, sise à Casablanca, en adjonction aux membres actuellement en fonction pour une durée de 6 exercices, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte de la démission de Monsieur Mohamed KABBAJ avec prise d'effet à partir 16 Octobre 2000. L'Assemblée, tout en faisant droit à cette décision, lui donne quitus total, entier, définitif et sans réserve pour toute la durée de ses fonctions au sein du Conseil et jusqu'à la date de prise d'effet de sa démission.

Elle rend hommage à son action incessante et à sa contribution précieuses aux travaux du Conseil depuis l'exercice 1997.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie la nomination aux fonctions d'Administrateur de la société FINANCE.com, société anonyme au capital de 70 millions de dirhams sise à Casablanca, en qualité d'Administrateur, faite à titre provisoire par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 22 mars 2001, en remplacement de Monsieur Mohamed KABBAJ, ceci conformément à l'article 17 des Statuts de la Banque et à l'article 49, 1er alinéa de la loi 17-95.

En conséquence, FINANCE.com exercera ses fonctions pour la durée restant à courir sur le mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2002.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie la cooptation faite par le Conseil d'Administration, dans sa séance du 14 septembre 2000 de Monsieur Mario Mosqueira DO AMARAL pour un mandat de 6 exercices prenant fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire constatant que les mandats d'Administrateurs de: • Monsieur Othman BENJELLOUN, • Monsieur David SURATGAR, • La ROYALE MAROCAINE D'ASSURANCES «RMA» et • L'UNION BANCAIRE PRIVEE «UBP» sont arrivés à leur terme, décide de les renouveler pour un nouveau mandat de 6 années, soit jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

DOUZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions relevant des articles 56 et suivants de la Loi 17-95 relative aux sociétés anonymes et de l'article 26 des statuts, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

TREIZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne mandat au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente séance, en vue d'accomplir toute formalité prévue par la loi, notamment de dépôt partout où besoin sera et de publication.

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 3 juin 1999, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur "BMCE-Bank" au 31 décembre 2000, lesquels comprennent le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres de KMAD 5.055.965 dont un bénéfice net de KMAD 552.388 sont la responsabilité des organes de gestion de la société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

OPINION SUR LES ÉTATS DE SYNTHÈSE

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur "BMCE-Bank" au 31 décembre 2000 ainsi que du résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis au Maroc par référence au Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Nous signalons qu'au cours de l'exercice, la Banque a acquis une participation à hauteur de 25,5% dans la Banque Malienne de Dépôt et de Crédit pour un montant de KMAD 17.390.

Casablanca, le 2 mai 2001

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTHUR ANDERSEN



BACHIR TAZI
ASSOCIÉ-GÉRANT

ERNST & YOUNG



HAMAD JOUAHRI
ASSOCIÉ

En application des dispositions de la loi 17-95, nous portons à votre connaissance les conventions visées par cette loi et préalablement autorisées par votre conseil :

1 • CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

Néant.

2 • CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS ET DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

CONVENTION DE GESTION DES ACTIVITÉS DE TRÉSORERIE ENTRE BMCE BANK ET BMCE CAPITAL

La convention, établie le 19 octobre 1999 et autorisée par votre conseil d'administration du 23 mars 2000, a pour objet de confier à BMCE Capital la gestion des activités de trésorerie et de marché monétaire, obligataire et de change en dirhams, en dirhams convertibles et en devises de la banque et de sa succursale à Tanger, BMCE Tanger Zone Franche («TZF»).

Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans renouvelable des périodes successives de 5 ans, par tacite reconduction.

Les modalités de rémunération des prestations fournies par BMCE Capital pour le compte de la banque seront précisées par avenant à cette convention.

Au cours de l'exercice 2000, aucune facturation de la part de BMCE Capital n'a été établie.

Casablanca, le 2 mai 2001

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTHUR ANDERSEN



BACHIR TAZI
ASSOCIÉ-GÉRANT

ERNST & YOUNG



HAMAD JOUAHRI
ASSOCIÉ

1.1. PRÉSENTATION

BMCE BANK est une société anonyme de droit commun constituée au Maroc en 1959. Les états de synthèse comprennent les comptes du Siège ainsi que des succursales et agences établies au Maroc, à Paris et à la zone franche de Tanger. Les opérations et soldes significatifs internes entre les entités marocaines et les succursales à l'étranger sont éliminés.

1.2 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse de la BMCE BANK est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit, à l'exception du tableau de flux de trésorerie non établi.

1.3 CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES CRÉANCES

- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :

- créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit,
- crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.

- Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.

- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissements de crédit, clientèle) .

- Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.

- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR LA CLIENTÈLE

- Les créances en souffrance sur la clien-

tèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :
 - 20% pour les créances pré-douteuses ;
 - 50% pour les créances douteuses,
 - 100% pour les créances compromises.

Les provisions relatives aux risques créés sont déduites des postes d'actif concernés.

- Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.

- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.

- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable (remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

1.4 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.5 PORTEFEUILLES DE TITRES

1.5.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

1.5.2 TITRES DE TRANSACTION

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance (détention inférieure ou égale à 6 mois).

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultat.

Au 31 décembre 2000, BMCE BANK n'a pas de titres classés en portefeuille de transaction.

1.5.3 TITRES DE PLACEMENT

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont comptabilisés, coupon couru exclu.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

1.5.4 TITRES D'INVESTISSEMENT

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon exclu.

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelque soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

1.5.5 TITRES DE PARTICIPATION

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis ; valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

1.5.6 PENSIONS LIVRÉES

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

1.6 LES OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVISES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'étranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

1.7. LA CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS LIBELLÉS EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

La méthode utilisée pour convertir les états financiers libellés en monnaie étrangère est celle dite du " taux de clôture ".

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors bilan de l'entité étrangère (Agence de Paris) sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historique (dotations) et de constitution des réserves. L'écart résultant de cette correction (cours de clôture – cours historique) est constaté parmi les capitaux propres au poste " écart de conversion ".

Conversion des éléments du compte de résultat

A l'exception des dotations aux amortissements et provisions convertis au cours de clôture, l'ensemble des éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la devise constatée sur l'exercice. Toutefois, les éléments de compte de résultat ont été convertis au cours de clôture car cette méthode ne fait pas apparaître de différence significative par rapport à la méthode du taux moyen.

1.8. LES PROVISIONS POUR RISQUES GÉNÉRAUX

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

1.9. LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
• Droit au bail	Non amortissable
• Brevets et marques	Durée de protection des brevets
• Immobilisations en recherche et développement	1an
• Logiciels informatiques	5 ans
• Autres éléments du fonds de commerce	Non amortissable

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
• Terrain	Non amortissable
• Immeubles d'exploitation	Construits avant 1986 : 20 ans Construits après 1986 : 40 ans
• Mobilier de bureau	10 ans
• Matériel informatique	5 ans
• Matériel roulant	5 ans
• Agencements, aménagements et installations	10 ans
• Parts des sociétés civiles	Non amortissable

1.10 CHARGES À RÉPARTIR

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

1.11 PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales. Leur constitution facultative relève d'une décision de gestion motivée notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

1.12 PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

INTÉRÊTS

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire ...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charge dès leur facturation.

COMMISSIONS

Les produits et charges, déterminés sur une base " flat " et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

1.13 CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

1.14 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraites (wissam Al Choghl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.

BILAN AGRÉGÉ AU 31 DÉCEMBRE 2000

ACTIF	2000	1999
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 632 691	2 124 239
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	9 505 804	8 770 559
. A vue	1 388 028	1 242 361
. A terme	8 117 776	7 528 198
Créances sur la clientèle	22 076 493	21 638 936
. Crédits de trésorerie et à la consommation	13 298 095	14 691 457
. Crédits à l'équipement	4 781 798	3 329 067
. Crédits immobiliers	867 450	575 193
. Autres crédits	3 129 150	3 043 219
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	6 195 838	5 505 788
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	4 846 205	4 584 180
. Autres titres de créances	1 272 133	884 108
. Titres de propriété	77 500	77 500
Autres actifs	390 843	338 058
Titres d'investissement	2 475 888	
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 475 888	
. Autres titres de créance		
Titres de participation et emplois assimilés	3 079 288	3 442 060
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles	29 607	29 517
Immobilisations corporelles	882 634	895 179
TOTALACTIF	46 269 086	42 744 336
<i>(en milliers de dirhams)</i>		

PASSIF	2000	1999
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 813 953	4 789 779
. A vue	937 136	557 437
. A terme	2 876 817	4 232 342
Dépôts de la clientèle	36 724 940	32 590 157
. Comptes à vue créditeurs	14 196 399	13 012 688
. Comptes d'épargne	5 300 273	4 831 026
. Dépôts à terme	12 453 524	10 786 676
. Autres comptes créditeurs	4 774 744	3 959 767
Titres de créance émis		
. Titres de créance négociables		
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	494 411	460 484
Provisions pour risques et charges	178 728	10 797
Provisions réglementées	1 089	1 797
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	2 925 258	2 501 841
Capital	1 587 514	1 443 195
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	-9 195	-13 487
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	552 388	959 773
TOTAL PASSIF	46 269 086	42 744 336
<i>(en milliers de dirhams)</i>		

HORS BILAN	2000	1999
ENGAGEMENTS DONNES	12 966 439	13 544 122
Engagements de financement données en faveur d'établissements de crédit et assimilés	3 555 392	4 120 525
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	3 556 713	3 165 518
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 627 209	2 260 848
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 227 125	3 997 231
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer		
ENGAGEMENTS RECUS	574 431	229 778
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	11 578	25 414
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	509 208	147 113
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	53 645	57 251
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		
<i>(en milliers de dirhams)</i>		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AGRÉGÉ AU 31 DÉCEMBRE 2000

	2000	1999
PRODUITS D'EXPLOITATIONBANCAIRE	3 134 156	2 963 285
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	303 814	191 335
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 724 545	1 687 623
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	422 350	437 639
Produits sur titres de propriété	46 374	72 241
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	245 256	235 025
Autres produits bancaires	391 817	339 422
CHARGES D'EXPLOITATIONBANCAIRE	1 278 955	1 276 265
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	201 487	190 512
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	829 834	873 076
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	247 634	212 677
PRODUIT NET BANCAIRE	1 855 201	1 687 020
Produits d'exploitation non bancaire	347 484	660 546
Charges d'exploitation non bancaire	28 031	23 391
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1 104 114	1 014 851
Charges de personnel	640 030	622 656
Impôts et taxes	19 324	16 946
Charges externes	329 668	256 868
Autres charges générales d'exploitation	6 510	3 869
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	108 582	114 512
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	632 977	462 646
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	326 325	258 090
Pertes sur créances irrécouvrables	169 275	190 229
Autres dotations aux provisions	137 377	14 327
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	229 202	246 222
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	207 550	230 961
Récupérations sur créances amorties	21 542	15 261
Autres reprises de provisions	110	
RESULTAT COURANT	666 765	1 092 900
Produits non courants		
Charges non courantes		
RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	666 765	1 092 900
Impôts sur les résultats	114 377	133 127
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	552 388	959 773
<i>(en milliers de dirhams)</i>		

ETAT DES SOLDES DE GESTION AGRÉGÉ AU 31 DÉCEMBRE 2000

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	2000	1999
+ Intérêts et produits assimilés	2 450 708	2 316 597
- Intérêts et charges assimilées	1 031 320	1 063 588
MARGE D'INTERET	1 419 388	1 253 009
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
+ Commissions perçues	317 119	294 303
- Commissions servies	33 224	31 447
Marge sur commissions	283 895	262 856
± Résultat des opérations sur titres de transaction		
± Résultat des opérations sur titres de placement	21 358	5 639
± Résultat des opérations de change	141 073	147 818
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-473	-683
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	161 958	152 774
+ Divers autres produits bancaires	67 359	88 098
- Divers autres charges bancaires	77 399	69 717
PRODUIT NET BANCAIRE	1 855 201	1 687 020
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	180 664	632 462
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	28 896	12 613
- Autres charges d'exploitation non bancaire	20 065	8 673
- Charges générales d'exploitation	1 104 114	1 014 851
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	940 582	1 308 571
± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-283 560	-213 011
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	9 743	2 660
RESULTAT COURANT	666 765	1 092 900
RESULTAT NON COURANT		
- Impôts sur les résultats	114 377	133 127
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	552 388	959 773
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		
+ RESULTAT NET DE L'EXERCICE	552 388	959 773
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	108 580	114 511
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	129 958	11 666
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions		
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	2 366	5 340
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	833	3 778
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	318 588	647 932
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	7 966	
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	478 771	436 456
- Bénéfices distribués	216 479	202 047
± AUTOFINANCEMENT	262 292	234 409

(en milliers de dirhams)

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODE AU 31 DÉCEMBRE 2000

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation		
. Titres de placement	Changement réglementaire PCEC	Méthode d'évaluation des titres de placement a généré une dotation aux provisions de l'ordre de 22 M.DH.
. Titres d'investissement	Changement réglementaire PCEC	Simple reclassement en fonction de l'intention de détention.
II - Changement affectant les règles de présentation		
Présentation selon nouveau PCEC	Mise en place du PCEC	Pas d'incidence sur le patrimoine, le résultat et la situation financière.
	Entée en vigueur à partir de janvier 2000	

CRÉANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31 DÉCEMBRE 2000

CREANCES	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2000	Total 31/12/1999
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	1 237 050	270	417 225	628 423	2 282 968	2 475 744
VALEURS RECUES EN PENSION		1 017 929			1 017 929	
- au jour le jour						
- à terme		1 017 929			1 017 929	
PRETS DE TRESORERIE	1 213 346	145 566	757 879	1 033 714	3 150 505	3 498 744
- au jour le jour	1 213 346	50 000	740 879	393 689	2 397 914	3 243 857
- à terme		95 566	17 000	640 025	752 591	254 887
PRETS FINANCIERS			1 291 931		1 291 931	1 071 144
AUTRES CREANCES	3 202 448		83 897	107 004	3 393 349	3 844 704
INTERETS COURUS A RECEVOIR		1 813			1 813	4 462
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	5 652 844	1 165 578	2 550 932	1 769 141	11 138 495	10 894 798

- Les opérations de pension ont commencé avec la mise en place du nouveau PCEC (janvier 2000) (en milliers de dirhams)
- La PL 480 de MDH : 2 895 759 est comprise dans la ligne «autres créances»

CREANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 31 DÉCEMBRE 2000

CRÉANCES	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 31/12/2000	Total 31/12/1999
CREDITS DE TRESORERIE	1 291 963	272 364	8 882 902	2 243 155	12 690 384	14 297 765
- Comptes à vue débiteurs	1 089 257	272 364	5 523 467	495 239	7 380 327	8 191 292
- Créances commerciales sur le Maroc	11 519		982 854	19 521	1 013 894	1 019 592
- Crédits à l'exportation	3 695		300 468	910 772	1 214 935	1 559 989
- Autres crédits de trésorerie	187 492		2 076 113	817 623	3 081 228	3 526 892
CRÉDITS A LA CONSOMMATION			517 057	90 654	607 711	393 692
CRÉDITS A L'EQUIPEMENT	346 909	2 500	3 315 688	1 116 701	4 781 798	3 329 067
CRÉDITS IMMOBILIERS				867 450	867 450	575 193
AUTRES CRÉDITS	112 597	852 547	85 215	1 193 398	2 243 757	2 272 378
CRÉANCE ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR				382 228	382 228	349 715
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	1 769		420 551	80 845	503 165	421 126
- Créances pré-douteuses			20 724	615	21 339	8 155
- Créances douteuses	910		28 442	4 128	33 480	20 328
- Créances compromises	859		371 385	76 102	448 346	392 643
TOTAL	1 753 238	1 127 411	13 221 413	5 974 431	22 076 493	21 638 936

- Les intérêts courus à recevoir, relatifs aux créances sur la clientèle, ne pouvant être ventilés, sont logés, pour leur totalité, dans la colonne : «autres clientèles» (en milliers de dirhams)

Emetteurs privés						
	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Financiers	Non Financiers	Total 31/12/2000	Total 31/12/1999
TITRES COTES		4 685 376	77 500		4 762 876	4 481 732
- Bons du Trésor et valeurs assimilées		4 685 376			4 685 376	4 404 232
- Obligations						
- Autres titres de créance						
- Titres de propriété			77 500		77 500	77 500
TITRES NON COTES	887 380	2 781 961			3 669 341	1 024 056
- Bons du Trésor et valeurs assimilées		2 475 888			2 475 888	
- Obligations	887 380				887 380	759 898
- Autres titres de créance		306 073			306 073	264 158
- Titres de propriété						
INTERETS COURUS		239 509			239 509	
TOTAL	887 380	7 706 846	77 500		8 671 726	5 505 788
(en milliers de dirhams)						
• Les bons du Trésor sont portés pour leur valeur nette de provisions s'élevant à MDH : 22 216						

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2000

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION						
BONS DU TRESOR ETVALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES DE PLACEMENT						
BONS DU TRESOR ETVALEURS ASSIMILEES	4 628 913	4 612 615	4 583 750	5 918	22 216	22 216
OBLIGATIONS	737 380		737 380			
AUTRES TITRES DE CREANCE	534 753		534 753			
TITRES DE PROPRIETE	77 500		122 602	45 245		
TITRES D'INVESTISSEMENT						
BONS DU TRESOR ETVALEURS ASSIMILEES	2 475 888		2 475 888			
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
TOTAL	8 454 434					

• Intérêt courus non compris, MDH=239 508 (en milliers de dirhams)

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
INSTRUMENTS OPTIONNELS	318	
Opérations diverses sur titres (débiteur)		
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs		
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	318	
DÉBITEURS DIVERS	203 821	
- Sommes dues par l'Etat	174 889	TVAdeductible, acomptes I/S, TPPRF et perte de change à recevoir de l'Etat (Trésor Public)
- Sommes dues par les organismes de prévoyance		
- Sommes diverses dues par le personnel	4 009	Avances au personnel
- Comptes clients de prestations non bancaires		
- Divers autres débiteurs	24 923	
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	6 750	
- Valeurs et emplois divers	6 750	Stock de fournitures
COMPTES D'AJUSTEMENT DE HORS BILAN (DÉBITEUR)		
COMPTES D'ÉCART SUR DEVICES ET TITRES (DÉBITEUR)	43 550	
Pertes potentielles sur opérations de couvertures non dénouées		
Pertes à étaler sur opérations de couvertures non dénouées	43 550	
CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	1 426	Frais d'augmentation du capital et frais d'établissement
COMPTESDÉLIAISON ENTRESIÈGE, SUCCURSALESETAGENCESAU MAROC (DÉBITEUR)	16 989	
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	117 989	
- Produits à recevoir	52 748	
- Charges constatées d'avance	3 197	
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	62 044	
Créances en souffrance sur opérations diverses		
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses		
TOTAL	390 843	

(en milliers de dirhams)

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 31 DECEMBRE 2000

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en (%)	Prix d'acquisition global	Provision	valeur comptable nette	Produits inscrits au CPC de l'exercice
1-Participation au capital							
AL WATANIYA	Assurances	1 105 450 000	21,85	958 509 942,06		958 509 942,06	16 999 500,00
MEDITELECOM	Télécommunication	5 000 000 000	6,67	333 500 000,00		333 500 000,00	
INTERFINA	Pf. investissement	210 000 000	100,00	252 916 718,42		252 916 718,42	
CREDITIMMOBILIER ETHOTELIER	Ets de crédit	3 326 650 000	4,64	197 277 478,00	55 189 038,00	142 088 440,00	
MAGHREBAIL	Crédit Bail	102 532 000	45,85	169 242 234,00		169 242 234,00	7 954 862,00
B.M.C.E. INTERNATIONALMADRID	Ets de crédit Etranger	3 Milliards PTAS	70,00	143 080 060,00		143 080 060,00	
ESFG				135 541 656,25		135 541 656,25	
ESIH				134 972 950,00		134 972 950,00	10 609 000,00
STE SALAFIN	Crédit à la consommation	100 000 000	100,00	100 000 000,00		100 000 000,00	
BMCE CAPITAL	Banque d'affaires	100 000 000	100,00	100 000 000,00	25 000 000,00	75 000 000,00	
S.M.D.C	Ets de crédit	625 920 000	14,25	89 181 700,00	40 000 000,00	49 181 700,00	
SOCIETE BEMCOM	Immobilier	94 000 000	75,00	70 500 000,00		70 500 000,00	
UBAE ARABE ITALIENNE BANK				66 697 904,00		66 697 904,00	
CASAFINANCE MARKET	Société financière	114 862 500	33,40	38 420 083,75		38 420 083,75	4 420 013,00
FONDS ESPAGNOLMARCO POLO INVE.				28 980 000,00		28 980 000,00	
CTM	Transport	125 597 800	5,00	27 363 667,00	9 327 119,00	18 036 548,00	985 264,00
STE IMMOBILIERE "S.B.J."	Immobilier	20 000	37,70	22 519 508,36		22 519 508,36	
BANQUE MALIENNE DE CREDITETDE DEPOT				17 390 055,48		17 390 055,48	
MAROC FACTORING	Factoring	15 000 000	95,00	16 208 700,00		16 208 700,00	855 000,00
BRASSERIES DU MAROC	Agro-alimentaire	282 625 000	0,001	15 986 850,00	1 569 618,00	14 417 232,00	387 560,00
SOCIETE PALM BAY	Tourisme	10 000 000	15,00	15 000 000,00	15 000 000,00	0,00	
RISMA	Tourisme	263 000 000		15 000 000,00		15 000 000,00	
FRUMAT	Agro-alimentaire	171 058 800		14 500 000,00	13 004 000,00	1 496 000,00	
FINAFOND U.S.A.				13 930 503,00		13 930 503,00	
TANGER ZONE FRANCHE	Sté d'aménagement	90 000 000	15,00	13 500 000,00		13 500 000,00	
CAISSE MAROCAINE DES MARCHES	Organisme financier	100 000 000	16,59	13 009 501,00		13 009 501,00	995 352,00
PROPARCO				12 100 254,46		12 100 254,46	
SOCIETE ATTACHYID OUALMABANI	Immobilier	10 000 000	100,00	10 000 000,00	7 279 270,73	2 720 729,27	
SOCIETE IMMOBILIERE TANIZA	Immobilier	2 000 000	94,00	9 629 838,00		9 629 838,00	
SOCIETE ACMAR	Assur. et sces	25 000 000	35,00	8 750 000,00		8 750 000,00	
SOMED	Sté holding	300 000 000	2,64	7 927 000,00		7 927 000,00	475 620,00
BANQUE CENTRALE POPULAIRE	Ets de crédit	575 529 000	1,92	7 875 100,00		7 875 100,00	771 764,00
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA PALMERAIE	Immobilier	1 000 000	39,40	7 200 200,00		7 200 200,00	
CMKD	Sté holding	315 000 000	2,14	7 062 374,99		7 062 374,99	
SOCIETE MAROC INTER-TITRES	Sté de bourse	10 000 000	67,50	6 750 000,00		6 750 000,00	
BANQUE DE DEVELOPPEMENTDU MALI	Ets de crédit/étranger	3 Milliards FCFA	8,33	6 565 200,00		6 565 200,00	162 200,00
MARFIN	Gestion OPCVM	5 000 000	100,00	6 442 928,01		6 442 928,01	
ARGENTARIA	Ets crédit Multinational	62 Milliards PTAS	0,01	6 367 746,00		6 367 746,00	304 009,52
SOCIETE IMMOBILIERE HABI	Immobilier	20 000	97,00	5 456 531,40		5 456 531,40	
FONDS D'INVESTISSEMENTCAPITALMO				5 026 848,99		5 026 848,99	
ISTITMAR WALMOUSSAHAMAALARABIAFRIQUIA	Pf investissement	10 000 000	50,00	5 000 000,00		5 000 000,00	
STE NOUVELLE DES AUTOROUTES DU MAROC	Infrastructure routière	120 000 000	4,17	5 000 000,00	1 010 800,00	3 989 200,00	
SOCIETE "2.S.T.A." DOUCUPRINT	Sté de service	4 000 000	100,00	4 000 000,00		4 000 000,00	
CELLULOSE DU MAROC	Pate à papier	450 351 000	1,97	3 393 433,00		3 393 433,00	
AFREXIMBANK	Ets financier/Etranger	750 Millions USD	0,04	2 889 630,00		2 889 630,00	
BQUE POPULAIRE MAROCO-CENTRAFRICAINE	Ets financier	2 Milliards FCFA	5,00	2 814 120,00	2 814 120,00	0,00	
INFORMATION TECHNOLOGYSOLUTION				2 650 000,00		2 650 000,00	
S.A. RADIO MEDITERRANEE INTERNATIONAL	Audiovisuel	11 000 000	23,18	2 550 000,00		2 550 000,00	
FINAFUND EUROPE				2 033 808,00		2 033 808,00	
FONDS MONETAIRE ARABE	Ets financier	500 Millions USD	0,06	2 031 425,00		2 031 425,00	
SE CONSEILINGENIERIE ETDEVELOPPEMENT	Bureau d'étude	10 000 000	20,00	2 000 000,00		2 000 000,00	
SITVA	Club BMCE	600 000	95,00	1 711 431,29		1 711 431,29	
SMAEX	Assurances et sces	30 000 000	5,63	1 690 000,00		1 690 000,00	
SOCIETE IMMOBILIERE CHRISTINA	Immobilier	10 000	94,00	1 590 368,14		1 590 368,14	
FARAH MAGHREB	Chaîne hôtelière			1 561 000,00	1 561 000,00	0,00	
NOUVEAU SIEGE G.P.B.M.	Immobilier	19 005 000	8,08	1 536 666,00		1 536 666,00	
COMANAV	Transport maritime	224 500 000		1 373 505,00		1 373 505,00	
SIDET	Sté holding			1 268 300 00	413 846,29	854 453,71	
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE				1 100 000 00		1 100 000,00	
STE D AMENAGEMENTDU PARC INDUSTRIEL	Sté d'aménagement	60 000 000	15,00	1 000 000,00		1 000 000,00	
BANK ALAMAL	Ets de crédit	500 000 000		971 000,00		971 000,00	
MAGHREB ARABE TRADING (MARTCO)	Ets financier	600,000 USD	20,00	970 638,00	970 638,0	0,00	
MAROCLEAR	Dépositaire central	20 000 000		803 000,00		803 000,00	
SOCIETE GECOTEX	Industrie	10 000 000	5,00	500 000,00		500 000,00	
STE ALLICOM MAROC	Industrie	16 000 000		500 000,00	500 000,00	0,00	
CONSULTITRES	Gestion OPCVM	1 000 000	50,00	500 000,00		500 000,00	
EUMAGEX	Assur. et services	2 000 000	25,00	400 000,00		400 000,00	
SOCIETE IPE	Edition et impression	4 000 000	10,00	400 000,00		400 000,00	
SOCIETE RECOURS S.A	Sté de recouvrement	5 000 000	15,00	375 000,00		375 000,00	
DAR ADDAMANE	Ets de crédit			240 250,00		240 250,00	
FONDS DE SOUTIEN DES ACTIONS BANK ALAMAL				240 250,00		240 250,00	
EUROCHEQUE MAROC	Moyens de paiement	500 000	28,78	143 900,00		143 900,00	
CASAWORLD TRADE CENTER	Immobilier			95 500,00		95 500,00	
ENTREPOTS AFRICAINS	Magasins généraux	1 000 000		78 000,00		78 000,00	
STE CIVILE FIN. FUND	Prise de participation	100 000	50,00	50 000,00		50 000,00	
SINCOMAR	Agro-alimentaire	37 440 000		49 400,00		49 400,00	
SWIFT	Société de service			21 962,28		21 962,28	
CIE IMMOBILIERE FONCIERE MAROCAINE	Cie immobilière	20 000 000		8 500,00		8 500,00	25 600,00
CREDITDU MAROC	Ets de crédit	833 817 000		4 450,00	910,00	3 540,00	150,00
O.N.A	Sté holding	1 720 056 950		1 155,00	37,00	1 118,00	
CIE IMMOBILIERE DES ETUDIANTS	Immobilier			0,01		0,01	
2- Comptes courants associés							
MEDITELECOM				67 000 000,00		67 000 000,00	
ISTITMAR WA MOUSSAHAMA				18 000 000,00		18 000 000,00	
MAGHREBAIL				2 500 000,00		2 500 000,00	
SOCIETE MARTCO				1 500 000,00	1 500 000,00	0,00	
SIEGE G.P.B.M.				1 443 419,60		1 443 419,60	
ALLICOM MAROC				552 000,00	552 000,00	0,00	
WORLD TRADE CENTER				54 500,00		54 500,00	
TOTALGENERAL				3 254 980 144,49	175 692 397,02	3 079 287 747,47	44 945 894,52

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2000

Amortissements et/ou provisions								
Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Montant net à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	40 414	2 647		43 061	12 897	2 339	1 782	29 607
- Droit au bail	26 863			26 863				26 863
- Immobilisations en recherche et développement								
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	13 551	2 647		16 198	12 897	2 339	1 782	2 744
- Immobilisations incorporelles hors exploitation								
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 872 173	106 053	34 161	1 944 065	976 397	103 655	18 621	882 634
- Immeubles d'exploitation	490 115	15 219	20 850	484 484	102 420	10 778	7 700	378 986
. Terrain d'exploitation	67 596		3 118	64 478			0	64 478
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	410 046	15 219	5 259	420 006	98 893	10 778	4 173	314 508
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	12 473		12 473		3 527		3 527	
- MOBILIER ETMATÉRIEL D'EXPLOITATION	714 671	48 553	4 421	758 803	546 121	46 869	5 549	171 362
. Mobilier de bureau d'exploitation	181 556	17 036	2 349	196 243	110 311	14 115	3 523	120 903
. Matériel de bureau d'exploitation	123 234	9 980		133 214	97 028	8 110	105 138	28 076
. Matériel Informatique	361 767	18 118		379 885	304 104	19 182	323 286	56 599
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	26 386	3 419	2 072	27 733	15 281	3 899	2 026	10 579
. Autres matériels d'exploitation	21 728			21 728	19 397	1 563	20 960	768
- AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	517 713	33 998	2 235	549 476	299 411	41 648	2 109	210 526
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	149 674	8 283	6 655	151 302	28 445	4 360	3 263	121 760
. Terrains hors exploitation	39 149		14	39 135				39 135
. Immeubles hors exploitation	76 461	5 400	5 625	76 236	15 867	2 891	2 439	16 319
. Mobiliers et matériel hors exploitation	13 596	2 113	491	15 218	5 607	1 092	308	8 827
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	20 468	770	525	20 713	6 971	377	516	13 881
TOTAL	1 912 587	108 700	34 161	1 987 126	989 294	105 994	20 403	912 241
(en milliers de dirhams)								

|| PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS
DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2000

Date cession ou de retrait	Libellé de la rubrique	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produits de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
29/02/00	Immobilisation corporelle hors exploitation	678	655	23	2 200	2 177	
07/03/00	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	101	101		8	8	
"	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	82	82		8	8	
"	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	205	205		17	17	
"	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	207	207		14	14	
"	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	145	99	46	20		26
"	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	147	147		15	15	
"	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	156	156		10	10	
"	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	160	160		10	10	
21/09/00	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	217	217		31	31	
07/03/00	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	147	147		16	16	
24/03/00	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	127	127		12	12	
25/10/00	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	268	268		22	22	
25/10/00	Immobilisations corporelles d'exploitation	5 712	2 351	3 361	2 784		577
25/10/00	Immobilisations corporelles hors exploitation	5 977	2 608	3 369	3 191		178
04/12/00	Immobilisations corporelles d'exploitation	780	40	740	689		51
25/12/00	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	110	110		20	20	
(en milliers de dirhams)							

|| DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31 DÉCEMBRE 2000

Etablissement de crédit et assimilés au Maroc						
Dettes	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établisse- ments de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2000	Total 31/12/1999
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		1 331	98 914	241 532	341 777	274 865
VALEURS DONNEES EN PENSION	1 013 654	64 900			1 078 554	
- au jour le jour						
- à terme	1 013 654	64 900			1 078 554	
EMPRUNTS DE TRESORERIE				1 574 987	1 574 987	1 705 986
- au jour le jour						
- à terme				1 574 987	1 574 987	1 705 986
EMPRUNTS FINANCIERS	108 500			562 713	671 213	672 098
AUTRES DETTES	12 986	74 628	600	19 897	108 111	2 110 331
INTERETS COURUS A PAYER	12 161	359		26 791	39 311	26 499
TOTAL	1 147 301	141 218	99 514	2 425 920	3 813 953	4 789 779
(en milliers de dirhams)						

|| DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE AU 31 DÉCEMBRE 2000

S e c t e u r p r i v é						
Dépôts	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 31/12/2000	Total 31/12/1999
COMPTES A VUE CREDITEURS	612 107	776 031	3 771 007	9 037 254	14 196 399	13 012 688
COMPTES D'EPARGNE			20	5 300 253	5 300 273	4 831 026
DEPOTS A TERME	1 799 750	20 000	1 206 807	9 383 720	12 410 277	10 736 040
AUTRES COMPTES CREDITEURS (*)	2 943 116	684 391	205 066	772 615	4 605 188	3 959 767
INTERETS COURUS A PAYER				212 803	212 803	50 636
TOTAL	5 354 973	1 480 422	5 182 900	24 706 645	36 724 940	32 590 157
(en milliers de dirhams)						
(*) Y compris PL 480 pour MDH 2 895 759						

DETAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31 DÉCEMBRE 2000

PASSIF	MONTANT 31/12/2000
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	
OPERATIONS DIVERS SUR TITRES (1)	49 681
CREDITEURS DIVERS	280 236
Sommes dues à l'Etat	197 770
Sommes dues aux organismes de prévoyance	27 919
Sommes diverses dues au personnel	28 161
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	4 001
Fournitures de biens et services	
Divers autres créditeurs	22 385
COMPTES DE REGULARISATION	164 494
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	
Comptes d'écarts sur devises et titres	
Résultats sur produits dérivés de couverture	
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	21 909
Charges à payer et produits constatés d'avance	76 245
Autres comptes de régularisation	66 340
TOTAL	494 411
(en milliers de dirhams)	

PROVISIONS DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2000

PROVISIONS	Encours 31/12/1999	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2000
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	1 117 885	478 499	207 550	-932	1 387 902
créances sur les établissements de crédit et assimilés	7 482			207	7 689
créances sur la clientèle	1 064 669	326 325	207 550	-1 139	1 182 305
titres de placement		22 216			22 216
titres de participation et emplois assimilés	45 734	129 958			175 692
immobilisations en crédit-bail et en location					
autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	12 594	7 419	-	159 804	179 817
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux (1)				150 000	150 000
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	10 797	7 419		10 512	28 728
Provisions réglementées	1 797			-708	1 089
TOTAL GENERAL	1 130 479	478 499	207 550	158 872	1 567 719
(1) Dont MDH : 150 000, Provision ayant supporté l'impôt (A caractère de réserve)					
(en milliers de dirhams)					

CAPITAUX PROPRES DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2000

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/1999	Affectation du résultat	Autres variations	Retraitement et écart de conversion	Encours 31/12/2000
Ecart de réévaluation					
Réserve légale	149 335	45 066			194 401
Autres réserves	1 756 288	544 216	-144 319 (2)	-21 546	2 134 639
Primes d'émission, de fusion et d'apport	596 218				596 218
Capital					
Capital appelé	1 443 195		144 319 (2)		1 587 514
Capital non appelé					
Certificats d'investissement					
Fonds de dotations					
Actionnaires. Capital non versé					
Report à nouveau (+/-)	-13 487	4 013		279	-9 195
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)					
Résultat net de l'exercice 1999 (+/-)	959 773	-809 773	-150 000 (3)		
Sous Total	4 891 322	-216 478 (1)	-150 000	-21 267	4 503 577
Résultat net de l'exercice 2000 (+/-)					552 388
TOTAL					5 055 965
(en milliers de dirhams)					

- (1) Bénéfices distribués
(2) Augmentation du capital par incorporation de réserves
(3) Provisions ayant supporté l'impôt

||| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE AU 31 DÉCEMBRE 2000

	2000	1999
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	12 966 439	13 544 122
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ETASSIMILÉS	3 555 392	4 120 525
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	3 555 392	4 120 525
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	3 556 713	3 165 518
Crédits documentaires import	2 402 650	1 891 169
Acceptations ou engagements de payer	494 083	532 715
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	659 980	741 634
ENGAGEMENTSDE GARANTIE D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	1 627 209	2 260 848
Crédits documentaires export confirmés	70 979	195 441
Acceptations ou engagements de payer	129 576	122 446
Garanties de crédits données	1 115	1 558
Autres cautions, avals et garanties donnés	1 425 539	1 941 403
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTSDE GARANTIE D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE	4 227 125	3 997 231
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	2 257 637	2 048 065
Autres cautions et garanties données	1 969 488	1 949 166
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	574 431	229 778
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	11 578	25 414
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus	11 578	25 414
ENGAGEMENTSDE GARANTIE REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	509 208	147 113
Garanties de crédits	160 661	142 349
Autres garanties reçues	348 547	4 764
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS DE L'ÉTAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS	53 645	57 251
Garanties de crédits	53 645	57 251
Autres garanties reçues		
	(en milliers de dirhams)	

| ||| OPÉRATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS AU 31 DÉCEMBRE 2000

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/2000	31/12/1999	31/12/2000	31/12/1999
OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME	3 378 546	2 317 124		
Devises à recevoir	387 584	399 334		
Devises à livrer	365 739	387 894		
Dirhams à recevoir	1 310 479	762 700		
Dirhams à livrer	1 314 744	767 196		
Dont swaps financiers de devises				
ENGAGEMENTSSUR PRODUITS DÉRIVÉS				
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				
	(en milliers de dirhams)			

VALEURS ET SURETÉS RECUES ET DONNÉES EN GARANTIE AU 31 DÉCEMBRE 2000 |||

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons duTrésor et valeurs assimilées	1 017 929	Bons du trésor reçus en pension	1 017 929
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	1 017 929		1 017 929
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	836 453	Bons du trésor donnés en pension	836 453
Autres titres	242 100	Effets donnés en pension	242 100
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	1 078 553		1 078 553
	(en milliers de dirhams)		

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RESIDUELLE |||

AU 31 DÉCEMBRE 2000

	D< 1 mois	1 mois<D< 3 mois	3 mois<D< 1 an	1 an <D< 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 791 301	1 880 875	587 984	547 441	726 204	5 553 805
Créances sur la clientèle	3 516 513	741 434	1 601 435	3 666 987	2 048 788	11 575 157
Titres de créance	923 300	999 616	3 266 055	2 774 431	630 824	8 594 226
Créances subordonnées						-
Crédit-bail et assimilé						-
TOTAL	6 231 114	3 621 925	5 455 474	6 988 859	3 405 816	25 703 188
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 009 561	725 995	758 124	282 582	898 094	3 674 356
Dettes envers la clientèle	3 380 038	3 474 178	5 123 534			11 977 750
Titres de créance émis						
Emprunts subordonnés						
TOTAL	4 389 599	4 200 173	5 881 658	282 582	898 094	15 652 106
Ne figurent sur cet état que les emplois / ressources dont l'échéance est contractuelle						(en milliers de dirhams)

BMCE BANKrapport annuel

|||

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2000

BILAN	MONTANT 31/12/2000
ACTIF	
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, service des chèques postaux	88 952
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 974 470
Créances sur la clientèle	2 352 934
Titres de transaction et de placement et d'investissement	
Autres actifs	
Titres de participation et emplois assimilés	816 647
Créances subordonnées	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
PASSIF	
Banques centrales, Trésor public, service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 307 894
Dépôts de la clientèle	1 212 857
Titres de créance émis	
Autres passifs	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
HORS BILAN	
Engagements donnés	9 560 738
Engagements reçus	53 704
	(en milliers de dirhams)

|||

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2000

CATEGORIE DES TITRES	PRODUITS PERCUS
Titres de placement	
Titres de participation	44 945
Participations dans les entreprises liées	
Emplois assimilés	1 429
TOTAL	46 374
Dont jetons de présence MHD : 781	(en milliers de dirhams)

|||

COMMISSIONS AU 31 DÉCEMBRE 2000

COMMISSIONS	MONTANT
Commissions perçues	317 119
sur opérations avec les établissements de crédit	7 672
sur opérations avec la clientèle	64 183
sur opérations de change	66 325
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	
sur produits dérivés	
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	
sur moyens de paiement	120 265
sur activité de conseil et d'assistance	
sur ventes de produits d'assurance	
sur autres prestations de service	58 674
Commissions versées :	33 224
sur opérations avec les établissements de crédit	
sur opérations avec la clientèle	
sur opérations de change	
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	
sur produits dérivés	
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	
sur moyens de paiement	26 442
sur activité de conseil et d'assistance	
sur ventes de produits d'assurance	
sur autres prestations de service	6 782
	(en milliers de dirhams)

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ AU 31 DÉCEMBRE 2000

|||

PRODUITS ET CHARGES	MONTANT
PRODUITS	285 202
Gains sur les titres de transaction	
Plus value de cession sur titres de placement	49 785
Reprise de provisions sur dépréciation des titres de placement	
Gains sur les produits dérivés	
Gains sur les opérations de change	235 417
CHARGES	123 244
Pertes sur les titres de transaction	
Moins value de cession sur titres de placement	8 544
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	22 216
Pertes sur les produits dérivés	
Pertes sur les opérations de change	92 484
	(en milliers de dirhams)

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 31 DÉCEMBRE 2000

|||

CHARGES	2000	1999
Charges de Personnel	640 030	595 647
Dont indemnités de départ anticipé à la retraite de MDH : 50 710, contre MDH : 32 833 en 1999		
CHARGES	2000	1999
Impôts et Taxes	19 324	16 946
Augmentation des patentes (Nouvelles Agences), et taxes urbaines (notamment Bemcom)		
CHARGES	2000	1999
Charges externes	329 668	283 877
Augmentation des redevances crédit bail, honoraires pour externalisation des services et assistances techinques		
CHARGES	2000	1999
Dotations aux amortissements et aux Provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	108 582	114 512
	(en milliers de dirhams)	

AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31 DÉCEMBRE 2000

|||

PRODUITS ET CHARGES	2000	1999
Autres produits et charges Bancaires	144 183	126 745
Autres produits bancaires	391 817	339 422
Autres charges bancaires	247 634	212 677
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	2000	1999
Produits et charges d'exploitation non bancaire	319 453	637 155
Produits d'exploitation non bancaire	347 484	660 546
Charges d'exploitation non bancaire	28 031	23 391
Diminution des plus values sur immobilisations financières		
AUTRES CHARGES	2000	1999
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	632 977	462 646
Dont dotations aux provisions, au 31/12/2000, des titres de participations (130 millions de DH) et créances en souffrance (324 millions de DH)		
AUTRES PRODUITS	2000	1999
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	229 202	246 222
	(en milliers de dirhams)	

INTITULES	MONTANTS	MONTANTS
I - RESULTAT NET COMPTABLE		
. Bénéfice net	552 388	
. Perte nette		
II - REINTEGRATIONS FISCALES		
1- Courantes	128 482	
- I/S	114 377	
- Diverses charges	5 466	
- Amortissement voiture	673	
- Moins-values sur cession titres	7 966	
2- Non courantes		
-		
-		
-		
III - DEDUCTIONS FISCALES		
1- Courantes		365 563
- Dividendes		365 265
- Plus-values soumises au taux dérogatoire de 15 %		45 593
- Abattement sur plus-values cessions immobilisations		318 588
-		1 084
2- Non courantes		298
- Provisions et charges non déductibles		298
-		
-		
TOTAL	680 870	365 563
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		
		315 307
. Bénéfice brut	si T1 > T2 (A)	
. Déficit brut fiscal	si T2 > T1 (B)	
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
		9 293
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		9 293
VI - RESULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal	(A - C)	306 014
	OU	
. Déficit net fiscal	(B)	
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)		
(en milliers de dirhams)		

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS AU 31 DÉCEMBRE 2000				
I. DETERMINATION DU RESULTAT				
				MONTANTS
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges	(+ ou -)			603 485
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)			12 424
. Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)			365 265
. Résultat courant théoriquement imposable	(=)			250 644
. Impôt théorique sur résultat courant	(-)			99 255
. Résultat courant après impôts	(=)			504 230
II. INDICATIONS DU REGIME FISCALET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES				
(en milliers de dirhams)				
DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE AU 31 DÉCEMBRE 2000				
Nature	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	27 174	132 924	132 950	27 148
B. TVA à récupérer	8 534	43 115	47 291	4 358
. Sur charges	7 016	32 942	36 760	3 198
. Sur immobilisations	1 518	10 173	10 531	1 160
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	18 640	89 809	85 659	22 790
(en milliers de dirhams)				
RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31 DÉCEMBRE 2000				
Montant du capital : 1 587 513 900 dirhams Montant du capital souscrit et non appelé : Néant Valeur nominale des titres : 100 dirhams				
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital %
		Exercice précédent	Exercice actuel	
I - ACTIONNAIRES MAROCAINS				
ROYALE MAROCAINE D'ASSURANCES	67/69, avenue des FAR Casablanca	3 646 467	3 676 904	23,16
AL WATANIYA	83, avenue des FAR Casablanca	740 963	843 225	5,31
ALLIANCE AFRICAINE	63, bld My youssef Casablanca	108 308	119 809	0,75
INTERFINA	67/69, avenue des FAR Casablanca	287 059	207 127	1,30
FINAS	67/69, avenue des FAR Casablanca	375 672	690 156	4,35
MAROC VALEURS	69, rue Othmane Ben Affane Casablanca	65 000	54 501	0,34
MAROC INTER TITRES	Tour BMCE Rond point Hassan II Casablanca		102 003	0,64
H B M	Km 13, autoroute Casa/Rabat - Ain Harrouda		31 427	0,20
C I M R	100, bld Abdelmoumen Casablanca	938 803	1 032 683	6,51
MAMDA/MCMA	16, rue Abou Inane Rabat	379 514	428 563	2,70
STE CENTRALE DE REASSURANCES	Place Zellaqa Casablanca	68 000	74 800	0,47
BOURSE DES VALEURS ET DIVERS		5 940 301	5 872 813	37,00
M. RACHID KETTANI	44, rue Abou Bakr El Wahrani Casablanca	100 236		
II - ACTIONNAIRES ETRANGERS				
COMMERZBANK	Neue Mainzer Strasse - 32/36 60261 - Frankfurt (Main) 1 Allemagne	1 443 185	1 587 503	10,00
BANCO ESPIRITO SANTO	Avenida Da Libertade, 195-1250 142 Lisbonne		440 124	2,77
UNION BANCAIRE PRIVEE	96/98, rue du Rhône - 1211 Genève		396 000	2,50
NOMURA	Nomura International Plc - 1, St Martin'sSt Martin's Le Grand - London EC1A 4NPAngleterre	288 638	317 501	2,00
BANKERS TRUST CY	1, Great Winchester Street London EC2N 2DB - Angleterre	49 799		
TOTAL GENERAL :		14 431 945	15 875 139	100,00
(en milliers de dirhams)				

BMCE BANKrapport annuel

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE AU 31 DÉCEMBRE 2000			
MONTANTS		MONTANTS	
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Décision du.....			
Report à nouveau		Réserve légale	45 066
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	216 479
Résultat net de l'exercice		Autres affectations	639 799
Prélèvement sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
TOTAL A		TOTAL B	901 344
(en milliers de dirhams)			

BMCE BANKrapport annuel

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES AU 31 DÉCEMBRE 2000			
	Exercice 2000	Exercice 1999	Exercice 1998
CAPITAUX PROPRES AGREGES	5 055 965	4 891 322	4 155 577
CAPITAUX PROPRES ACTIVITE MAROC	4 186 624	3 501 783	3 232 482
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE (1)			
1- Produit net bancaire	1 733 872	1 572 514	1 558 774
2- Résultat avant impôts	603 481	1 034 447	634 047
3- Impôts sur les résultats	99 255	133 127	161 498
4- Bénéfices distribués	216 479	203 247	188 816
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	684 841	269 351	235 041
	504 230		
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams) (1)			
Résultat net par action ou part sociale	32	62	33
Bénéfice distribué par action ou part sociale	15	14	13
PERSONNEL (1)			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	587 664	566 689	516 829
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	2 875	2 760	2 685
(1) Il s'agit uniquement des données afférentes à l'activité Maroc (en milliers de dirhams)			

BMCE BANKrapport annuel

DATATION ET EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS	
I. DATATION	
. Date de clôture (1)	31 décembre 2000
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	22 mars 2001
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	
II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE	
Néant	

EFFECTIFS AU 31 DÉCEMBRE 2000		
EFFECTIFS	2000	1999
Effectifs rémunérés	2 893	2 843
Effectifs utilisés	2 893	2 843
Effectifs équivalent plein temps	2 893	2 843
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	889	893
Employés (équivalent plein temps)	2 004	1 950
dont effectifs employés à l'étranger	11	9
		(en nombre)

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS AU 31 DÉCEMBRE 2000				
TITRES	Nombre de comptes		M o n t a n t s	
	2000	1999	2000	1999
Titres dont l'établissement est dépositaire	18 800	17 800	23 724 957	25 000 000
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	20	20	5 318 417	5 651 296
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	2 000	1 700	3 474 596	4 423 468
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				
(en milliers de dirhams)				

RÉSEAU AU 31 DÉCEMBRE 2000		
RÉSEAU	2000	1999
Guichets permanents	184	178
Guichets périodiques		
Guichets automatiques de banque	117	103
Succursales et agences à l'étranger	6	6
Bureaux de représentation à l'étranger	8	6
(en nombre)		

COMPTES DE LA CLIENTÈLE AU 31 DÉCEMBRE 2000		
COMPTES DE LA CLIENTELE	2000	1999
Comptes courants	29 889	29 349
Comptes chèques, hors MRE	363 121	343 606
Comptes MRE	45 195	43 986
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne	281 098	258 211
Comptes à terme	12 796	12 669
Bons de caisse	3 366	3 220
(en nombre)		

BILAN ACTIVITE MAROC AU 31 DÉCEMBRE 2000

ACTIF	2000	1999
VALEURSENCAISSE, BANQUESCENTRALES, TRÉSORPUBLIC, SERVICEDESCHÈQUESPOSTAUX	1 590 941	2 091 213
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	8 738 159	8 281 027
. A vue	1 260 409	1 127 927
. A terme	7 477 750	7 153 100
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	19 723 582	19 064 681
. Crédits de trésorerie et à la consommation	12 392 931	13 514 496
. Crédits à l'équipement	4 168 219	2 640 418
. Crédits immobiliers	542 204	571 706
. Autres crédits	2 620 228	2 338 061
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE		
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	5 811 085	5 157 402
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	4 846 205	4 320 022
. Autres titres de créances	887 380	759 880
. Titres de propriété	77 500	77 500
AUTRES ACTIFS	332 873	299 962
TITRES D'INVESTISSEMENT	2 475 888	
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 475 888	
. Autres titres de créance		
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	3 314 520	3 680 155
CRÉANCES SUBORDONNÉES	304 362	321 969
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	29 607	29 517
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	792 962	790 918
TOTAL ACTIF	43 113 979	39 716 844
(en milliers de dirhams)		

PASSIF	2000	1999
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX		
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ETASSIMILÉS.	2 388 792	3 187 093
. A vue	329 320	556 870
. A terme	2 059 472	2 630 223
DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	35 601 791	31 719 144
. Comptes à vue créditeurs	13 572 222	12 654 493
. Comptes d'épargne	5 300 273	4 831 026
. Dépôts à terme	12 233 149	10 557 914
. Autres comptes créditeurs	4 496 147	3 675 711
TITRES DE CRÉANCE ÉMIS		
. Titres de créance négociables		
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
AUTRES PASSIFS	426 651	400 904
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	154 983	4 983
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	1 089	1 797
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE		
ECARTS DE RÉÉVALUATION		
RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	2 448 830	2 058 384
CAPITAL	1 587 514	1 443 195
ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)		
REPORT À NOUVEAU (+/-)	99	24
RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)		
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	504 230	901 320
TOTAL DU PASSIF	43 113 979	39 716 844
(en milliers de dirhams)		

HORS BILAN	2000	1999
ENGAGEMENTS DONNES	11 734 014	12 245 360
Engagements de financement données en faveur d'établissements de crédit et assimilés	3 552 555	4 119 582
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	3 215 432	2 812 442
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 353 463	1 865 893
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	3 612 564	3 447 443
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer		
ENGAGEMENTS RECUS	520 727	172 102
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	467 082	114 851
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	53 645	57 251
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		
(en milliers de dirhams)		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES-ACTIVITE MAROC AU 31 DÉCEMBRE 2000

	2000	1999
PRODUITS D'EXPLOITATIONBANCAIRE	2 855 894	2 772 501
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	202 657	161 299
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 599 106	1 565 836
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	422 350	437 639
Produits sur titres de propriété	46 374	72 241
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	245 256	235 025
Autres produits bancaires	340 151	300 461
CHARGES D'EXPLOITATIONBANCAIRE	1 122 022	1 199 987
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	82 823	136 349
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	810 590	858 363
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	228 609	205 275
PRODUIT NET BANCAIRE	1 733 872	1 572 514
Produits d'exploitation non bancaire	331 986	659 736
Charges d'exploitation non bancaire	15 196	23 386
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1 042 185	952 047
Charges de personnel	587 664	566 989
Impôts et taxes	16 541	13 205
Charges externes	335 274	263 717
Autres charges générales d'exploitation		
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	102 706	108 136
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	617 366	452 065
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	324 127	253 014
Pertes sur créances irrécouvrables	163 281	187 385
Autres dotations aux provisions	129 958	11 666
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	212 374	229 695
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	198 401	224 752
Récupérations sur créances amorties	13 973	4 943
Autres reprises de provisions		
RESULTAT COURANT	603 485	1 034 447
Produits non courants		
Charges non courantes		
RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	603 485	1 034 447
Impôts sur les résultats	99 255	133 127
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	504 230	901 320
(en milliers de dirhams)		

ETAT DES SOLDES DE GESTION-ACTIVITE MAROC AU 31 DÉCEMBRE 2000

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	2000	1999
+ Intérêts et produits assimilés	2 224 112	2 164 774
- Intérêts et charges assimilées	893 413	994 713
MARGE D'INTERET	1 330 699	1 170 061
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
+ Commissions perçues	311 582	289 918
- Commissions servies	32 008	31 204
Marge sur commissions	279 574	258 714
± Résultat des opérations sur titres de transaction		
± Résultat des opérations sur titres de placement	19 024	353
± Résultat des opérations de change	129 465	137 688
+ Résultat des opérations sur produits dérivés		
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	148 489	138 041
+ Divers autres produits bancaires	48 466	73 829
- Divers autres charges bancaires	73 356	68 131
PRODUIT NET BANCAIRE	1 733 872	1 572 514
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	180 664	632 462
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	13 398	11 803
- Autres charges d'exploitation non bancaire	7 230	8 668
- Charges générales d'exploitation	1 042 185	952 047
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	878 519	1 256 064
± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-275 034	-221 617
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions		
RESULTAT COURANT	603 485	1 034 447
RESULTAT NON COURANT		
- Impôts sur les résultats	99 255	133 127
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	504 230	901 320
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		
+ RESULTAT NET DE L'EXERCICE	504 230	901 320
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	102 704	108 136
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	129 958	11 666
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions		
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	2 366	5 340
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	833	3 778
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	318 588	647 932
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	7 966	
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	424 737	371 628
- Bénéfices distribués	216 479	202 047
± AUTOFINANCEMENT	208 258	169 581

(en milliers de dirhams)

BILAN-AGENCE DE PARIS AU 31 DÉCEMBRE 2000

ACTIF	2000	1999
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	25 188	18 928
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	984 912	676 557
. A vue	73 781	109 758
. A terme	911 131	566 799
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	1 117 723	1 252 428
. Crédits de trésorerie et à la consommation	454 425	589 235
. Crédits à l'équipement	409 287	445 950
. Crédits immobiliers	216 955	2 258
. Autres crédits	37 056	214 985
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE		
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	52 483	54 543
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créances	52 483	54 543
. Titres de propriété		
AUTRES ACTIFS	38 648	23 333
TITRES D'INVESTISSEMENT		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS		
CRÉANCES SUBORDONNÉES		
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	59 816	67 517
TOTAL ACTIF	2 278 770	2 093 306

(en milliers de Francs Français)

PASSIF	2000	1999
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX		
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	1 140 726	1 148 238
. A vue	57 992	33 563
. A terme	1 082 734	1 114 675
DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	461 412	304 470
. Comptes à vue créditeurs	377 114	196 705
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme	79 410	103 683
. Autres comptes créditeurs	4 888	4 082
TITRES DE CRÉANCE ÉMIS		
. Titres de créance négociables		
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
AUTRES PASSIFS	40 122	27 873
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	50 389	46 475
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE		
DETTES SUBORDONNÉES	201 576	206 769
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION		
RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	225 308	225 081
DOTATION	143 100	140 600
ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)		
REPORT À NOUVEAU (+/-)	- 6 200	- 8 749
RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)		
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	22 337	2 549
TOTAL DU PASSIF	2 278 770	2 093 306

(en milliers de Francs Français)



HORS BILAN

	2000	1999
ENGAGEMENTS DONNES	820 056	864 942
Engagements de financement données en faveur d'établissements de crédit et assimilés	167	629
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	227 651	234 763
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	182 602	263 454
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	409 636	366 096
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer		
ENGAGEMENTS RECUS	28 100	21 521
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	28 100	21 521
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		

(en milliers de Francs Français)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES-AGENCE DE PARIS AU 31 DÉCEMBRE 2000

	2000	1999
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	179 511	126 731
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	64 165	25 853
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	82 508	76 733
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		
Produits sur titres de propriété		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	3 693	2 840
Autres produits bancaires	29 145	21 305
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	110 023	62 177
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	87 095	49 637
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	10 244	7 819
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	12 684	4 721
PRODUIT NET BANCAIRE	69 488	64 554
Produits d'exploitation non bancaire	26 361	18 015
Charges d'exploitation non bancaire	8 561	4
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	55 676	56 646
Charges de personnel	33 719	34 905
Impôts et taxes	1 856	2 423
Charges externes	11 839	12 683
Autres charges générales d'exploitation	4 342	2 506
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	3 920	4 129
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	10 412	34 074
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 466	1 828
Pertes sur créances irrécouvrables	3 998	1 842
Autres dotations aux provisions	4 948	30 404
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	11 224	10 703
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	6 102	4 021
Récupérations sur créances amorties	5 049	6 682
Autres reprises de provisions	73	
RESULTAT COURANT	32 424	2 549
Produits non courants		
Charges non courantes		
RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	32 424	2 549
Impôts sur les résultats	10 087	
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	22 337	2 549

(en milliers de Francs Français)

ETAT DES SOLDES DE GESTION-AGENCE DE PARIS AU 31 DÉCEMBRE 2000

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	2000	1999
+ Intérêts et produits assimilés	146 674	102 586
- Intérêts et charges assimilées	97 340	57 456
MARGE D'INTERET	49 334	45 130
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Commissions perçues	3 693	2 839
- Commissions servies	811	157
Marge sur commissions	2 882	2 682
± Résultat des opérations sur titres de transaction		
± Résultat des opérations sur titres de placement	1 557	3 423
± Résultat des opérations de change	7 743	6 560
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	- 316	- 442
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	8 984	9 541
+ Divers autres produits bancaires	10 978	8 155
- Divers autres charges bancaires	2 690	954
PRODUIT NET BANCAIRE	69 488	64 554
± Résultat des opérations sur immobilisations financières		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	26 362	18 015
- Autres charges d'exploitation non bancaire	8 561	3
- Charges générales d'exploitation	55 677	56 645
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	31 612	25 921
± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	- 5 687	- 7 032
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	6 499	30 404
RESULTAT COURANT	32 424	2 549
RESULTAT NON COURANT		
- Impôts sur les résultats	10 087	
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	22 337	2 549

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

+ RESULTAT NET DE L'EXERCICE	22 337	2 549
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	3 920	4 129
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions		
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
- Plus-values de cession sur immobilisations financières		
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières		
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	26 257	6 678
- Bénéfices distribués		
± AUTOFINANCEMENT	26 257	6 678

(en milliers de Francs Français)

BILAN-AGENCE DE TANGER ZONE FRANCHE AU 31 DÉCEMBRE 2000

ACTIF	2000	1999
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	3 990	3 796
CRÉANCES SUR LESÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ETASSIMILÉS	548 860	431 550
. A vue	30 479	5 672
. A terme	518 381	425 878
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	237 089	274 506
. Crédits de trésorerie et à la consommation	223 918	267 047
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers	13 171	7 459
. Autres crédits		
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFECTURAGE		
TITRES DETRANSACTION ET DE PLACEMENT	306 073	264 158
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créances	306 073	264 158
. Titres de propriété		
AUTRES ACTIFS	31	2 416
TITRES D'INVESTISSEMENT		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS		
CRÉANCES SUBORDONNÉES		
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
TOTAL ACTIF	1 096 043	976 426
(en milliers de dirhams)		

PASSIF	2000	1999
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX		
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS.	575 919	473 780
. A vue	575 919	172
. A terme		473 608
DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	395 058	395 505
. Comptes à vue créditeurs	58 830	54 437
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme	101 328	68 653
. Autres comptes créditeurs	234 900	272 415
TITRES DECRÉANCE ÉMIS		
. Titres de créance négociables		
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
AUTRES PASSIFS	2 826	1 724
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE		
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION		
RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	107 568	95 191
CAPITAL		
ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)		
REPORT À NOUVEAU (+/-)		
RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)		
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	14 672	10 226
TOTAL DU PASSIF	1 096 043	976 426
(en milliers de dirhams)		

HORS BILAN	2000	1999
ENGAGEMENTS DONNES	3 046	2 091
Engagements de financement données en faveur d'établissements de crédit et assimilés	2 587	1 133
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	459	958
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer		
ENGAGEMENTS RECUS	11 578	25 414
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	11 578	25 414
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		
(en milliers de dirhams)		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES-AGENCE DE TANGER ZONE FRANCHE AU 31 DÉCEMBRE 2000	2000	1999
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	52 682	38 172
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	48 499	33 204
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 747	3 293
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		
Produits sur titres de propriété		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	2 436	1 675
Autres produits bancaires		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	35 526	23 353
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	31 629	20 603
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	3 887	2 638
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	10	112
PRODUIT NET BANCAIRE	17 156	14 819
Produits d'exploitation non bancaire		
Charges d'exploitation non bancaire		
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	2 484	2 340
Charges de personnel	1 817	1 766
Impôts et taxes		
Charges externes	667	574
Autres charges générales d'exploitation		
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles		
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES		2 253
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		2 253
Pertes sur créances irrécouvrables		
Autres dotations aux provisions		
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES		-
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions		
RESULTAT COURANT	14 672	10 226
Produits non courants		
Charges non courantes		
RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	14 672	10 226
Impôts sur les résultats		
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	14 672	10 226
(en milliers de dirhams)		

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	2000	1999
+ Intérêts et produits assimilés	50 246	36 497
- Intérêts et charges assimilées	35 516	23 241
MARGE D'INTERET	14 730	13 256
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Commissions perçues		
- Commissions servies	-	-
Marge sur commissions	-	
± Résultat des opérations sur titres de transaction		
± Résultat des opérations sur titres de placement		
± Résultat des opérations de change		
+ Résultat des opérations sur produits dérivés		
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	-	-
+ Divers autres produits bancaires	2 436	1 674
- Divers autres charges bancaires	10	111
PRODUIT NET BANCAIRE	17 156	14 819
± Résultat des opérations sur immobilisations financières		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire		
- Autres charges d'exploitation non bancaire		
- Charges générales d'exploitation	2 484	2 340
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	14 672	12 479
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		2 253
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions		
RESULTAT COURANT	14 672	10 226
RESULTAT NON COURANT		
- Impôts sur les résultats		
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	14 672	10 226
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		
± RESULTAT NET DE L'EXERCICE	14 672	10 226
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles		
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations au provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions		
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
- Plus-values de cession sur immobilisations financières		
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières		
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	14 672	10 226
- Bénéfices distribués	-	-
± AUTOFINANCEMENT	14 672	10 226

(en milliers de dirhams)

The image shows the top portion of a document cover. It features a blue and white abstract background with a grid pattern. The text 'états de synthèse annuels consolidés' is centered in the upper part. Below it, the 'BMCE BANK' logo is visible, with 'BMCE' in a large, stylized font and 'BANK' in a smaller, sans-serif font. The logo is partially obscured by the grid lines.

**états de synthèse
annuels consolidés**

BMCE BANK

Nous avons procédé à l'audit du bilan consolidé ci-joint, de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur "BMCE-Bank" et ses filiales (Groupe BMCE Bank) arrêté au 31 décembre 2000, du compte de produits et charges consolidé, de l'état des soldes de gestion consolidé ainsi que de l'état des informations complémentaires relatifs à l'exercice clos à cette date. La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de la BMCE Bank. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces comptes sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables utilisés et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux d'audit fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les comptes consolidés mentionnés au premier paragraphe ci-dessus de la BMCE Bank pour l'exercice clos le 31 décembre 2000, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis au Maroc pour les établissements de crédit.

Le Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) étant entré en vigueur depuis le 1er janvier 2000, les comptes consolidés de l'exercice précédent n'ont pas été retraités selon les règles du PCEC.
En conséquence, la banque n'a pas été en mesure d'établir le tableau des flux de trésorerie.

Casablanca, le 27 juin 2001

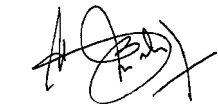
LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTHUR ANDERSEN



BACHIR TAZI
ASSOCIÉ-GÉRANT

ERNST & YOUNG



HAMAD JOUAHRI
ASSOCIÉ

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2000

ACTIF	2000
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	1 634 486
CRÉANCES SUR LESÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ETASSIMILÉS	9 430 300
. A vue	1 275 070
. A terme	8 155 230
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	24 537 529
. Crédits de trésorerie et à la consommation	13 757 483
. Crédits à l'équipement	6 683 090
. Crédits immobiliers	874 145
. Autres crédits	3 222 811
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	536 888
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	6 254 610
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	4 846 205
. Autres titres de créances	1 272 133
. Titres de propriété	134 476
AUTRES ACTIFS	599 393
TITRES D'INVESTISSEMENT	2 476 314
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 475 917
. Autres titres de créance	397
TITRES DE PARTICIPATION	1 324 672
PARTICIPATION DANS SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE	806 864
Créances subordonnées	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	33 207
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	917 292
ÉCARTS D'ACQUISITIONS	569 340
TOTAL DE L'ACTIF	49 120 895

(en milliers de dirhams)

PASSIF	2000
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	5 175 905
. A vue	1 139 024
. A terme	4 036 881
DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	37 332 561
. Comptes à vue créditeurs	14 284 310
. Comptes d'épargne	5 306 951
. Dépôts à terme	12 489 575
. Autres comptes créditeurs	5 251 725
TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	170 752
. Titres de créance négociables	170 752
. Emprunts obligataires	-
. Autres titres de créance émis	-
AUTRES PASSIFS	851 459
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	186 513
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	-
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE	1 596
DETTES SUBORDONNÉES	-
INTÉRÊTS MINORITAIRES	244 485
Part dans les réserves	225 790
Part dans le résultat	18 695
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	-
CAPITAL	1 587 514
RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	2 967 312
RÉSERVES CONSOLIDÉES	83 097
REPORT À NOUVEAU	-9 196
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	585 509
ÉCARTS DE CONVERSION	-56 613
TOTAL DU PASSIF	49 120 895

(en milliers de dirhams)

HORS BILAN	2000
ENGAGEMENTS DONNES	13 324 320
Engagements de financement données en faveur d'établissement de crédit et assimilés	3 722 639
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	3 733 698
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 623 761
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 244 222
Titres achetés à réméré	-
Autres titres à livrer	-
ENGAGEMENT RECUS	499 263
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	38 526
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	406 992
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	53 745
Titres vendus à réméré	-
Autres titres à recevoir	-
DIVERS HORS BILAN	437 222
Valeurs à l'encaissement	437 222
ENGAGEMENTS EN DEVISES	26 240
Devises à recevoir au comptant	13 238
Devises à livrer au comptant	13 002

(en milliers de dirhams)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2000

	2000
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 423 621
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	282 870
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 029 412
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	422 355
Produits sur titres de propriété	46 403
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	
Commissions sur prestations de service	253 364
Autres produits bancaires	389 217
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-1 374 845
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-285 227
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-833 075
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-10 421
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-
Autres charges bancaires	-246 122
PRODUIT NET BANCAIRE	2 048 776
Produits d'exploitation non bancaire	347 782
Charges d'exploitation non bancaire	-29 156
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	-1 246 102
Charges de personnel	-711 176
Impôts et taxes	-22 011
Charges externes	-388 742
Autres charges générales d'exploitation	-7 820
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-116 352
DOTATIONAUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES	-656 055
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-357 826
Pertes sur créances irrécouvrables	-173 948
Autres dotations aux provisions	-124 280
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONSUR CRÉANCESAMORTIES	251 313
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	227 791
Récupérations sur créances amorties	21 542
Autres reprises de provisions	1 980
RESULTAT COURANT	716 558
Produits non courants	688
Charges non courantes	-300
RESULTATAVANT IMPOT	716 946
Impôt	-162 506
Résultat MEE	86 123
Amortissement des écarts d'acquisition	-36 359
BENEFICE NET DE L'EXERCICE	604 204
dont part groupe	585 509
dont part minoritaire	18 695

(en milliers de dirhams)

ETAT DES SOLDES DE GESTION CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2000

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	2000	
+ Intérêts et produits assimilés	2 734 665	
- Intérêts et charges assimilées	-1 128 723	
MARGE D'INTERET	1 605 942	
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	
+ Commissions perçues	325 227	
- Commissions servies	-33 822	
Marge sur commissions	291 405	
± Résultat des opérations sur titres de transaction		
± Résultat des opérations sur titres de placement	21 676	
± Résultat des opérations de change	141 118	
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-473	
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	162 321	
+ Divers autres produits bancaires	64 389	
- Divers autres charges bancaires	-75 281	
PRODUIT NET BANCAIRE	2 048 776	
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	180 972	
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	28 886	
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-21 190	
- Charges générales d'exploitation	-1 246 102	
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	991 342	
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-281 322	
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	6 538	
RESULTAT COURANT	716 558	
RESULTAT NON COURANT	388	
- Impôts	-162 506	
Résultat MEE	86 123	
Amortissement des écarts d'acquisition	-36 359	
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	604 204	
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		
± RESULTAT NET DE L'EXERCICE	604 204	
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	116 352	
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	105 245	
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations au provisions réglementées	176	
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions	-787	
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-2 383	
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	852	
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-318 588	
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	7 966	
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	513 037	
- Bénéfices distribués	-309 002	
± AUTOFINANCEMENT	204 035	

(en milliers de dirhams)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2000

Nature	Amortissements et/ou provisions								
	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	46 626	6 245	2 333	50 537	15 121	3 991	1 782	17 330	33 207
- Droit au bail	26 863			26 863				0	26 863
- Immobilisations en recherche et développement	654			654	289	156		445	
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	19 109	6 245	2 333	23 020	14 832	3 835	1 782	16 885	6 135
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 932 071	109 516	40 581	2 001 006	995 791	107 820	19 896	1 083 715	917 291
- Immeubles d'exploitation	515 950	15 219	20 850	510 319	103 965	10 921	7 700	107 186	403 132
. Terrain d'exploitation	67 596		3 118	64 478				0	64 478
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	435 881	15 219	5 259	445 841	100 438	10 921	4 173	107 186	338 654
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	12 473		12 473		3 527		3 527		
- MOBILIER ETMATÉRIEL D'EXPLOITATION	747 760	51 899	10 463	789 195	563 577	50 840	6 824	607 593	181 603
. Mobilier de bureau d'exploitation	210 254	20 179	8 144	222 289	125 448	17 496	4 561	138 384	83 905
. Matériel de bureau d'exploitation	123 418	9 994	81	133 331	97 180	8 124	75	105 229	28 102
. Matériel Informatique	364 035	18 179	159	382 055	305 634	19 494	159	324 969	57 086
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	26 406	3 544	2 079	27 870	15 290	3 926	2 029	17 187	10 684
. Autres matériels d'exploitation	23 647	3		23 650	20 024	1 801		21 824	1 826
- AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	518 688	34 115	2 612	550 190	299 804	41 699	2 109	339 394	210 797
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	149 674	8 283	6 655	151 302	28 445	4 360	3 263	29 542	121 760
. Terrains hors exploitation	39 149		14	39 135					39 135
. Immeubles hors exploitation	76 461	5 400	5 625	76 236	15 867	2 891	2 439	16 319	59 917
. Mobiliers et matériel hors exploitation	13 596	2 113	491	15 218	5 607	1 092	308	6 391	8 827
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	20 468	770	525	20 713	6 971	377	516	6 832	13 881
TOTAL	1 978 697	115 760	42 914	2 051 544	1 010 912	111 811	21 678	1 101 045	950 498

(en milliers de dirhams)

PROVISIONS DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2000

PROVISIONS	Encours 31/12/1999	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2000
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	1 213 847	504 489	228 249	-932	1 489 155
créances sur les établissements de crédit et assimilés	7 482			207	7 689
créances sur la clientèle	1 160 051	357 426	227 790	-1 139	1 288 548
titres de placement	580	22 783			23 363
titres de participation et emplois assimilés	45 734	124 280	459		169 555
immobilisations en crédit-bail et en location					
autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	20 626	7 419	1 980	160 512	186 577
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux (1)				150 000	150 000
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	20 626	7 419	1 980	10 512	36 577
Provisions réglementées					-
TOTAL GENERAL	1 234 473	504 489	230 229	159 580	1 675 732

(1) Dont MDH : 150 000, Provision ayant supporté l'impôt (A caractère de réserve)

(en milliers de dirhams)

ECARTS D'ACQUISITION AU 31 DÉCEMBRE 2000

	Brut	Amort 1997	Amort 1998	Amort 1999	Amort 2000	Net
TITRES INTERFINA	37 546	-	(3 755)	(3 755)	(3 755)	26 281
TITRES MAGHREBAIL	54 194	-	(5 419)	(5 419)	(5 419)	37 937
TITRES MAGHREBAIL	11 401	-	-	-	(1 140)	10 261
TITRES AL WATANIYA	520 906	-	-	-	(26 045)	494 861
TOTAL	624 047	0	(9 174)	(9 174)	(36 359)	569 340
(en milliers de dirhams)						

LISTE DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2000

Dénomination	Adresse	Capital social	% du contôle	% d'intérêts	Contribution au résultat consolidé	Méthode de consolidation
MAROC FACTORING	243, Bld Mohammed V Casablanca	15.000.000	95%	95%	5 314	I.G.
SALAFIN	Im.Iman centre 9ème étage Casablanca	100.000.000	100%	100%	10 299	I.G.
MAGHREBAIL	45, blc My Youssef Casablanca	102.532.000	46,77%	46,77%	9 131	I.G.
BMCE INTERNATIONAL	Madrid	3.000.000.000*	67,50%	67,50%	7 862	I.G.
BMCE CAPITAL	Tour BMCE BanK Av. Hassan II Casa	100.000.000	100%	100%	-38 230	I.G.
MIT	Tour BMCE BanK RP Hassan II Casa	10.000.000	67,50%	67,50%	-7 878	I.G.
MARFIN	140, Avenue Hassan II Casablanca	5.000.000	100%	100%	9 528	I.G.
INTERFINA	5, Bld Abdellatif Ben Kaddour Casablanca	210.000.000	100%	100%	5 520	M E E
AL WATANIYA	83, Av. des FAR Casablanca	1.105.450.000	21,85%	21,85%	51 618	M E E
CFM	5/7 Rue Ibnou Toufail Casablanca	114.862.500	33,40%	33,40%	-764	M E E
ACMAR	243, Bld Mohammed V Casablanca	25.000.000	35%	35%	-51	M E E
(* Pesetas)						

LISTE DES ENTREPRISES ENTREES ET DES ENTREPRISES SORTIES DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2000

Dénomination	Adresse
ENTREPRISES ENTRÉES :	
AL WATANIYA	83, Avenue des FAR CASABLANCA
ENTREPRISES SORTIES :	
ALLIANCE AFRICAINE	63, Bld My Youssef CASABLANCA
CTM	23, Rue Léon l'Africain CASABLANCA

LISTE DES ENTREPRISES LAISSÉES EN DEHORS DE LA CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2000

Dénomination	Adresse	Montant des capitaux propres	Valeur comptable nette des titres détenus	% du contrôle	% d'intérêts	Montant du résultat du der- nier exercice	Motifs justifiant l'exclusion du périmètre de consolidation
BEMCOM							Biens maintenus en stocks en attendant leur affectation juridique avec la Commune de Sidi Belyout
	140, avenue Hassan II Casablanca	94 000 000	70 500 000	75%	75%	-27 200	
RANCH ADDAROCH							Montant de la situation nette inférieure au seuil fixé pour l'entrée dans le périmètre de consolidation,
	27, Avenue d'Alger Rabat	29 653 634	33 000 000	50%	50%	-3 485 159	
ARTEMIS CONSEIL							Montant de la situation nette inférieure au seuil fixé pour l'entrée dans le périmètre de consolidation,
	4, rue Molière Bld d'Anfa Casablanca	10 013 212	12 009 000	80%	80%	265 139	

TITRES MIS EN EQUIVALENCE AU 31 DÉCEMBRE 2000

Titres	% de détention	Valeur nette comptable	Valeur M E E
AL WATANIYA	21,85%	958 510	515 267
ACMAR	35%	8 700	10 015
INTERFINA	100%	252 917	242 088
CASAFINANCE MARKET	33,34%	38 420	39 494
TOTAL		1 258 547	806 864

PRINCIPALES RÈGLES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

La présentation des comptes consolidés du groupe BMCE BANK relatifs à l'exercice 2000 a été établie conformément aux dispositions préconisées par le nouveau "PCEC " Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Ces comptes consolidés regroupent les comptes de BMCE BANK et ceux des principales filiales marocaines et étrangères composant le groupe BMCE BANK. Les comptes de la filiale étrangère BMCE INTERNATIONAL ayant été établis d'après les règles comptables du pays d'origine, les retraitements et reclassements nécessaires ont été effectués afin de les rendre conformes aux principes du groupe BMCE BANK (cf. note de présentation des comptes individuels).

PRINCIPES ET MODALITÉS DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de BMCE BANK (comptes agrégés regroupant les comptes de l'activité Maroc ainsi que ceux des agences de Paris et de Tanger Zone Franche) et filiales contrôlées par celle-ci ou sur lesquelles le groupe exerce une influence notable.

Les méthodes de consolidation appliquées sont les suivantes :

INTÉGRATION GLOBALE :

Cette méthode s'applique aux entreprises contrôlées de manière exclusive et ayant une activité à caractère financier, y compris les sociétés qui prolongent l'activité bancaire. Le contrôle exclusif sur une filiale s'apprécie par le pouvoir de diriger des politiques financières et opérationnelles. Il résulte :

- Soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans la filiale ;

- Soit de la désignation pendant deux exercices successifs de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de la filiale.

Le contrôle est présumé dès lors que BMCE BANK détient plus de 40 % des droits de vote de la filiale et qu'aucun autre associé ne détenait directement ou indirectement une fraction supérieure à la

sienne et ce, conformément aux seuils préconisés par le CGNC.

- Soit du pouvoir d'exercer une influence dominante sur une filiale, en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires. L'influence dominante existe dès lors que le groupe a la possibilité d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs passifs ou éléments de hors bilan de la même façon qu'il contrôle ce même type d'éléments dans les filiales sous contrôle exclusif.

MISE EN ÉQUIVALENCE

Les entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable à savoir les participations dont le pourcentage de contrôle est compris entre 20 % et 40 % sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une filiale sans en détenir le contrôle.

Certaines participations, répondant aux critères définis ci-dessus, et dont l'importance par rapport aux comptes consolidés n'est pas significative n'ont pas été consolidées. (cf Note 2).

MÉTHODE DE CONVERSION DES COMPTES EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Exprimés en Pesetas espagnoles, le bilan et le hors bilan BMCE INTERNATIONAL sont convertis sur la base du cours de clôture. Les postes du comptes Produits et Charges sont convertis sur la base du cours de change moyen de l'exercice. Les capitaux propres sont valorisés aux cours historiques. La différence de conversion entre le taux de clôture et le taux historique constitue un écart de conversion inscrit dans les capitaux propres consolidés.

PRINCIPAUX RETRAITEMENTS

Les principaux retraitements effectués pour l'élaboration des comptes consolidés concernent les postes suivants :

ECARTS D'ACQUISITION

Le poste Ecarts d'acquisition figurant soit à l'actif, soit au passif, représente le solde des écarts, non affectés à un poste de bilan, constatés à la date d'acquisition des titres consolidés entre leur prix de revient et la part de la situation nette correspondante. Ces écarts font l'objet d'un amortissement sur une durée déterminée en fonction de la nature de l'activité de la société acquise, des hypothèses retenues

et des objectifs fixés lors de l'acquisition. L'entrée dans le périmètre de consolidation d'AL WATANIYA en 2000 a dégagé un écart de première consolidation de 520 MDH dont un écart d'évaluation estimé selon le rapport d'expertise à 455 MDH.

Faute d'identification de cet écart, la totalité est constatée en écart d'acquisition.

Toutefois, en raison du but stratégique de l'opération, l'ensemble de cet écart (520 MDH) a fait l'objet d'amortissement sur une période de 20 ans.

OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION

Cette rubrique regroupe les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilée et de location simple. Les opérations de location assimilées au crédit-bail sont les opérations ayant pour finalité le financement d'un bien dont le bailleur n'a pas vocation à conserver la propriété à l'issue du bail.

Les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilées sont portées au bilan consolidé pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière, c'est-à-dire pour le montant total des loyers à recevoir, déduction faite des intérêts compris dans ces loyers. Ces encours sont substitués à ceux qui sont déterminés d'après les règles fiscales et la réserve latente est inscrite dans les réserves consolidées pour un montant net d'imposition différée.

Les intérêts courus compris dans les loyers à échoir sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultats. Le mode de provisionnement des opérations de crédit-bail et assimilées est identique à celui des créances sur les établissements de crédit et la clientèle.

En raison du nombre faible de contrats, afférents aux immobilisations détenues par bail avec option d'achat ou assimilée, ces opérations n'ont pas été prises en considération pour les retraitements préconisés ci-dessus.

ELIMINATION DES ÉCRITURES INTRA-GROUPE

Toutes les opérations entre les sociétés de l'ensemble consolidé par intégration globale et qui ont une incidence significative sur le bilan, le hors bilan et le compte de Produits et Charges ont été éliminées. Ces éliminations portent sur deux catégories d'opérations :

- Celles qui affectent le résultat consolidé ou les réserves consolidées (notamment les dividendes internes).

- et celles qui ne l'affectent pas (comptes réciproques du bilan et du CPC).

ELIMINATION DES PROVISIONS À CARACTÈRE FISCAL

Pour chaque filiale consolidée, l'ensemble des provisions ayant pour but de diminuer la charge fiscale (opérations en sursis d'imposition) ont été éliminées, exemple : provisions pour investissement, pour logement de personnel, et amortissement dérogatoire.

CHARGES FISCALES

- Impôts courants :

Le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 39.6 % sur le résultat réalisé au Maroc Hors Tanger Zone Franche. L'activité de cette dernière est exonérée d'impôt. La Succursale de Paris est soumise à l'impôt sur les sociétés selon les règles et les taux applicables en France où le taux normal d'I/S est de 33.33 %.

Pour ce qui est de l'imposition des filiales, outre les assurances dont le taux est identique au secteur bancaire, le taux de l'I/S est de 35 %.

- Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables retraitées et les valeurs fiscales des éléments de bilan. La méthode appliquée est celle du report variable selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement de taux d'imposition et compte tenu de la conception étendue. L'effet correspondant est enregistré en augmentation ou en diminution de la charge d'impôt différé.

COMPARABILITÉ DES COMPTES :

La Consolidation des comptes étant devenue obligatoire à partir du 1er janvier 2000, notre Etablissement n'a pas retraité les comptes de l'exercice 1999 (pour les besoins de consolidation) selon les nouvelles règles du PCEC.

Par ailleurs le tableau des flux de trésorerie n'a pas pu être établi.

ETIC :

Certains tableaux des états d'informations complémentaires «ETIC» ne présentant pas un caractère significatif, n'ont pas été établis. Ceci ne remet donc pas en cause la pertinence des états de synthèse consolidés.

LE RÉSEAU AU MAROC ET À L'ÉTRANGER

SIÈGE

140, Av Hassan II
Casablanca
Tél : 022.20.04.96
022.20.04.92
Fax: 022.20.05.12

RÉSEAU CASABLANCA

GRANDES AGENCES

Hassan II
140, Av Hassan II
Tél : 022.20.04.77 à 86
Fax : 022.26.39.03

Mohammed V
241, Bd Mohamed V
Tél : 022.30.41.80
Fax: 022.30.50.34

Lalla Yacout
3, Av Lalla Yacout
Tél : 022.48.88.00 / 48.88.28
Fax: 022.29.90.53

CASABLANCA I

Groupe F.A.R.
140, Av Hassan II
Tél : 022.49.81.42
022.49.81.82 à 84
Fax : 022.47.16.36/26.25.97

Groupe Maârif Bir Anzarane
140, Av Hassan II
Tél : 022.49.81.42
022.49.81.82 à 84
Fax : 022.47.16.36/26.25.97

Groupe Médiouna
140, Av Hassan II
Tél : 022.49.81.42
022.49.81.82 à 84
Fax : 022.47.16.36/26.25.97

CASABLANCA II

Groupe Ain Borja
140, Av Hassan II
Tél : 022.49.81.50
022.49.81.83/87
Fax : 022.20.96.84/29.55.74

Groupe Liberté
140, Av Hassan II
Tél : 022.49.81.50
022.49.81.83/87
Fax : 022 20.96.84/29.55.74

Groupe Tahar Sebti
140, Av Hassan II
Tél : 022.49.81.50
022.49.81.83/87
Fax : 022.20.96.84/29.55.74

RÉSEAU HORS
CASABLANCA

NORD

Groupe Fès
64, Avenue des FAR
Tél :055.94.23.25/26
Fax: 055.94.23.24

Groupe Nador
Avenue HassanII
Tél :056.33.33.57/58
Fax :056.33.33.59

Groupe Oujda
93, Av. Mohamed V
Tél : 056.70.21.86/87
Fax: 056.70.21.98

Groupe Tanger
21, Bd Pasteur
Tél :039.33.06.00/33.07.20
Fax : 039.33.09.30

Groupe Tétouan
5, place Moulay Mehdi
Tél : 039.96.26.48 à 51
Fax :039.96.63.15

CENTRE

Groupe Kénitra
363, Av Mohamed V
Tél :037.37.71.48/49
Fax :037.37.71.43

Groupe Meknès
98, Av des FAR
Tél : 055.52.83.40
Fax : 055.52.82.64

Groupe Rabat Alexandrie
5, Rue Alexandrie
Tél : 037.72.30.65 à 67
037.73.22.90/91
Fax : 037.73.83.50/83

Groupe Rabat Centrale
250, Av. Mohamed V
Place de la Mamounia
Tél : 037.72.34.43
Fax : 037.72.71.42

SUD

Groupe Agadir
Avenue Général Kettani
Tél : 048.84.23.90 à 95
Fax: 048.84.23.91

Groupe Beni Mellal
Bd Mohamed V
Tél : 023.48.92.52
Fax: 023.48.92.63

Groupe Laayoune
Place Hassan II
Tél :048.89.08.02/03
Fax: 048.89.43.29

Groupe Marrakech Ménara
Avenue de France
Tél :044.43.41.57/58
Fax : 044.43.43.94

AGENCES ET BUREAUX
DE REPRÉSENTATION
À L'ÉTRANGER

FRANCE

Agence Paris Principale
3, Rue Boudreau
75009 Paris
Tél : (00.331) 44.94.23.23
Fax : (00.331) 44.94.23.00

Agence Batignolles
18,Bd des Batignolles
75.017 Paris
Tél : (00.331) 42.93.93.94
Fax : (00.331) 42.93.90.98

Bureau de Représentation
de Bordeaux
35, Av. Charles de Gaulle
33200 Bordeaux
Tél : (00.335) 56.02.13.14
Fax : (00.335) 56.17.09.52

Bureau de Représentation
de Lille
48, Bd de la Liberté
59.800 Lille
Tél : (00.333) 20.40.00.04
Fax : (00.333) 20.12.98.08

Bureau de Représentation
de Lyon
1, Rue Carry
69003 Lyon
Tél : (00.334) 78.54.34.04
Fax : (00.334) 78.54.24.04

Bureau de Représentation
de Marseille
20, Bd Dugommier
13.001 Marseille
Tél : (00.334) 91.64.03.03
Fax : (00.334) 91.64.88.47

Bureau de Représentation
de Montpellier
59, Cours Gambetta
34.000 Montpellier
Tél : (00.334) 67.58.60.69
Fax : (00.334) 67.58.58.06

Bureau de Représentation
de Strasbourg
13, Av du Général de Gaulle
67.000 Strasbourg
Tél : (00.333) 88.61.45.17
Fax : (00.333) 88.61.45.73

ESPAGNE

BMCE Bank International S.A.
Calle Serrano, n°59
28.006 Madrid
Tél : (00.3491)575.68.00
Fax : (00.3491)431.63.10

BMCE Bank International S.A.
Bureau de Représentation de Barcelone
Avenida Diagonal,613,7^{ème}«A-B»
08028 Barcelone
Tél : (00.3493)363.22.87
Fax : (00.3493)410.60.42

ALLEMAGNE

Bureau de Représentation de Francfort
Friedenstrasse 3,
60311 Frankfurt am Main
Tél : (00.49 69) 27.40.34.40
Fax: (00.49 69)27.40.34.44

Bureau de Représentation de Düsseldorf
Benather Str.13
40213 Düsseldorf
Tél : (00.49 211) 863.98.64/65
Fax: (00.49 211)863.98.66

CHINE

Bureau de Représentation de Pékin
Henderson Center, Tower One,
Units 1202/1203/1204
18, Jian Guo Men Nei Avenue
100005 Beijing, P.R. China
Tél : (00.8610) 65.18.23.55
Fax : (00.8610) 65.18.23.53

ITALIE

Delegazione BMCE Bank
c/o INTESABCI
Piazza Della Scalla 6
20121, Milano
Tél : (00.3902) 88.50.28.36
Fax : (00.3902) 88.50.33.02

ROYAUME-UNI

Bureau de Représentation de Londres
26 Upper Brook Street
London W1Y 1PD
Tél : (00.44207) 518.82.52
Fax : (00.44207) 629.05.96

TANGER ZONE FRANCHE

BMCE Bank
BP 513, Port Franc-Tanger
Tél : (039) 93.66.30
Fax : (039) 33.45.69



SIÈGE : 140, AVENUE HASSAN II
CASABLANCA, MAROC
TÈL : (022) 20 04 92 / 96
FAX : (022) 20 05 12

PORTAIL DES SERVICES EN LIGNE
www.e-bmcebank.ma

SITE INSTITUTIONNEL
www.bmcebank.ma

SITE DU COMMERCE INTERNATIONAL
www.interexmaroc.com

Rapport Annuel 2000
Direction Artistique : Amina Bennani
Impression : Times
Photogravure : X-Graphics